

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix–Travail–Patrie

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DU NKAM

COMMUNE DE NKONDJOCK

BP : 23 NKONDJOCK



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace–Work–Fatherland

LITTORAL REGION

NKAM DIVISION

NKONDJOCK COUNCIL

P.O.BOX: 23 NKONDJOCK

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE NKONDJOCK

Réalisé avec l'appui financier
du Programme National de
Développement Participatif



Réalisé avec l'appui technique du
Groupement d'Appui pour le
Développement Durable



AVRIL 2012

**Visa du Délégué Départemental de l'Economie, de la Planification et
de l' Aménagement du Territoire**

Validation de Monsieur le Prefet du Département du Nkam

SOMMAIRE

RESUME	IV
LISTE DES ABREVIATIONS.....	VI
LISTE DES TABLEAUX.....	IX
LISTE DES CARTES	IX
LISTE DES FIGURES	IX
LISTE DES PHOTOS.....	IX
LISTE DES ANNEXES.....	IX
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte et justification	1
1.2. Objectifs du PCD	2
1.3. Structure du document	2
2.METHODOLOGIE.....	3
2.1. Préparation l'ensemble du processus	3
2.2. Collecte des informations et traitement.....	4
2.2.1. Au niveau des villages	4
2.2.2. Au niveau de l'espace urbain communal.....	6
2.2.3. Au niveau de l'Institution Communale	6
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	7
2.3.1. Synthèse par secteur et par thématiques spécifiques, des données du diagnostic réalisé dans les villages	7
2.3.2. Elaboration d'un projet de plan d'utilisation et de gestion durable des terres	7
2.3.3. Mise en commun de tous les produits du diagnostic	7
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	7
2.4.1. Préparation de l'atelier de planification	7
2.4.2. L'atelier de Planification.....	8
2.4.3. Mobilisation des ressources.....	9
2.4.4. Programmation	9
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	9
3.PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	10
3.1. Localisation de la Commune	10
3.2. Milieu biophysique	12
3.2.1. Climat	12
3.2.2. Sols.....	12
3.2.3. Relief.....	12
3.2.4. Hydrographie	12
3.2.5. Flore et végétation.....	12
3.2.6. Faune.....	13
3.3. Milieu humain.....	15
3.3.1. Repères historiques de la commune.....	15
3.3.2. Taille et structure de la population.....	16
3.3.3. Groupes ethniques	16
3.3.4. Religion	16
3.3.5. Principales activités économiques.....	17
3.4. Principales infrastructures par secteur.....	17
3.5. Principales potentialités et ressources de la commune	21
3.5.1. Les potentialités et ressources du milieu biophysique	21

3.5.2. Potentialités et ressources du milieu socio-économique.....	21
4.SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	23
4.1. Synthèse du DIC	23
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	29
5.PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	50
5.1.Vision et objectifs du PCD	50
5.2.Cadre logique par secteur.....	51
5.3.Coût estimatif du PCD	132
5.4.Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	133
6.PROGRAMMATION.....	138
6.1.Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires	138
6.2.Cadre Sommaire de Gestion Environnementale du CDMT.....	153
6.2.1.Principaux impacts environnementaux et sociaux des projets du CDMT.....	153
6.2.2.Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	170
6.3.Plan d'Investissement Annuel (PIA)	173
6.3.1.Ressources mobilisables et echeances	173
6.3.2.Programmation annuelle des projets prioritaires (2012)	173
6.3.3.Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	180
6.4.Plan de passation des marchés du PIA.....	181
7.MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	192
7.1.Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	192
7.2.Indicateurs de suivi et évaluation (par rapport au PIA).....	192
7.3.Dispositif, outils et fréquence du reporting	193
7.3.1.Dispositif de suivi	193
7.3.2.Outils de suivi	193
7.3.3.Fréquence de suivi.....	193
7.4.Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	193
7.4.1.Préparation du PIA.....	193
7.4.2.Révision du PCD.....	194
8.PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	194
BIBLIOGRAPHIE	196
ANNEXE.....	197

RESUME

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), la Commune de Nkondjock a sollicité l'accompagnement de l'Organisme d'Appui Local GADD, en vue de l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD). L'objectif de cette mission était de permettre à la Commune de disposer d'un outil d'impulsion, d'orientation, et de soutien aux actions concertées de développement économique, social, culturel et sportif de son territoire.

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette activité s'est organisée autour de cinq phases successives allant de la préparation du processus à la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif, en passant par la collecte des informations, la consolidation des données des diagnostics et la facilitation de l'atelier de planification. Cette méthodologie a été mise en œuvre avec la participation effective de toutes les parties prenantes, à travers des observations directes, des travaux de groupes, des séances plénières et des interviews semi-structurées.

Les résultats des diagnostics participatifs conduits tant au niveau de l'institution communale, de l'espace urbain communal que dans les villages révèlent que la Commune de Nkondjock dispose de grandes potentialités dans ses ressources naturelles. Seulement, elle reste insuffisamment équipée en infrastructures socio-économiques. Les problèmes que rencontre la Commune sont de divers ordres dont les plus importants sont :

- La faible production agropastorale ;
- L'accès difficile au patrimoine foncier ;
- La précarité de l'habitat ;
- La faible collaboration entre l'administration et les populations ;
- L'accès difficile aux services sociaux de base ;
- Les difficultés d'insertion des jeunes ;
- Le mauvais état des infrastructures routières ;
- La dégradation continue de l'environnement et de la faune ;
- Le faible épanouissement de la femme et de la jeune fille ;
- Le faible développement des activités sportives, touristiques et culturelles et commerciales ;
- Difficultés d'insertion professionnelle des jeunes ;
- Faible développement des petites et moyennes entreprises et des services de transport ;
- Faible utilisation des résultats de la recherche ;
- Faible accès aux technologies de l'information et de la communication ;
- Difficultés d'accès à l'information.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier leurs causes pertinentes, de formuler des objectifs de développement à terme et de déterminer les actions que la Commune peut mener pour les résoudre. L'atelier de planification a abouti à un Plan Communal de Développement qui compte des projets dans l'ensemble des secteurs de développement concernés pour un montant total de 41 642 500 000 FCFA. Un Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2012 a été élaboré. Il compte 55 projets pour un coût estimatif de 503 250 000 Fcfa Fcfa. Ce financement est réparti entre plusieurs bailleurs dont la Commune (20 515 000 Fcfa), l'allocation du PNDP (91 120 000 Fcfa) et le BIP (391 620 000 Fcfa).

Pour ce qui est des années 2013, 2014 et 2015, l'atelier de planification a permis d'obtenir un cadre de dépenses à moyen terme comptant 161 projets pour un montant total de 28 841 150 000 Fcfa.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale ainsi qu'un plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et un plan de passation des marchés ont été produits.

Au terme du processus de planification, un Comité de Suivi Evaluation chargé de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD a été mis en place après large concertation. Il compte huit membres dont :

- Un Président ;
- Un Vice président ;
- Un secrétaire ;
- 05 membres.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACDUIFA	: Association Camerounaise des Diplômés de l'Université Internationale de la Francophonie d'Alexandrie
ACEFA	: Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales
ADE	: Adduction en Eau
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AHANDJOCK	: Association des Handicapés de Nkondjock
AJHANJOCK	: Association des jeunes handicapés de Nkondjock
BIP	: Budget d'Investissement Public
BTP	: Bâtiment et Travaux Publics
BUCREP	: Bureau Central de Recensement et des Enquêtes de la Population
BVIP	: Brigade Villageoise d'Intervention Phytosanitaire
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	: Cameroon Télécommunication
CAREJ	: Centre d'Animation Rural et d'Encadrement des Jeunes
CCC	: Comité Communal de Coordination
CCPM	: Commission Communale de Passation des Marchés
CCSE	: Comité Communal de Suivi Evaluation
CDE	: Camerounaise des Eaux
CDV	: Comité de Développement Villageois
CEAC	: Centre d'Education et d'Action Communautaire
CEFER	: Centre de Formation et d'Entreprenariat Rural
CEPE	: Certificat d'Etude Primaire et Elémentaire
CES	: Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	: Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial
CETP	: Centre d'Etude et des Travaux Publics
CM	: Conseil Municipal
CDMT	: Cadre de Depenses à Moyen Terme
CMPJ	: Centre Multifonctionnel de Promotion de la Jeunesse
CNJC-BN	: Conseil National de la Jeunesse du Cameroun Bureau de Nkondjock
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COGE	: Comité de Gestion
COMES	: Comité Municipal Elargi aux Sectoriels
COFIL	: Comité de Pilotage
COSA	: Comité de Santé
COSATHOA	: Collège Saint Thomas Apôtre
CPA	: Chef de Poste Agricole
CPFF	: Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CPNA	: Centre Polyvalent Numérique d'Accès
CRTV	: Cameroon Radio Télévision
CSI	: Centre de Santé Intégré
CTD	: Collectivités Territoriales Decentralisées
CV	: Curriculum Vitae
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
CZCSV	: Centre Zootechnique de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire
DAADER	: Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
DAEPIA	: Délégation d'Arrondissement de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
DAJEUN	: Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse des Sports et de l'Education Physique
DAO	: Dossier d'Appel d'Offre
DDADER	: Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural
DDAS	: Délégation Départementale des Affaires Sociales

DDCOMMERCE	: Délégation Départementale du Commerce
DDCULT :	: Délégation Départementale de la Culture
DDDCAF	: Délégation Départementale des Domaines, Cadastre et Affaires Foncières
DDEBASE	: Délégation Départementale de l'Education de Base
DDEE	: Délégation Départementale de l'Eau et de l'Energie
DDEPIA	: Délégation Départementale de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
DDEPN	: Délégation Départementale de l'Environnement et de Protection de la Nature
DDES	: Délégation Départementale de l'Enseignement Secondaire
DDFOF :	: Délégation Départementale des Forêts et de la Faune
DDH DU	: Délégation Départementale de l'Habitat et du Développement Urbain
DDJEUN	: Délégation Départementale de la Jeunesse des Sports et de l'Education Physique
DDPFF	: Délégation Départementale de Promotion de la Femme et de la Famille
DDPMEESA	: Délégation Départementale des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
DDMIDT	: Délégation Départementale des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
DDTP	: Délégation Départementale des Travaux publics
DDTOUR	: Délégation Départementale du Tourisme et de Loisirs
DDTRANS	: Délégation Départementale des Transports
DDTSS	: Délégation Départementale du Travail et de la Sécurité Sociale
DDSANTE	: Délégation Départementale de la Santé Publique
DDSEP	: Délégation Départementale des Sports et de l'Education Physique
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic de l'Institution Communale
DPNV	: Diagnostic Participatif Niveau Village
DRCOM	: Délégation Régionale du Commerce
DRCULT	: Délégation Régionale de la Culture
DR-PMEESA	: Délégation Régionale des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
DRPOSTEL	: Délégation Régionale des Postes et Télécommunication
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EEC	: Eglise Evangélique du Cameroun
EIE	: Etude d'Impact Environnementale
EP	: Ecole Publique
EM	: Ecole Maternelle
FCN	: Femmes Cultivatrices de Njingang
FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipement Intercommunale
FFOM	: Force, Faiblesse, Opportunités et Menaces
FGIC	: Fédération des Groupes d'Initiatives Communes
FODECC	: Fonds de Développement des Filières Café et Cacao
FSPS	: Fonds Spécial de Promotion de la Santé
GADD	: Groupement d'Appui pour le Développement Durable
GBPS	: Government Bilingual primary School
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GTHS	: Government Technical High School
GPC	: Gestion du Patrimoine Communal
GPS	: Global Positioning system
GTZ	: Technische Zusammenarbeit GmbH
HDN	: Hôpital de District de Nkondjock
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Oœuvre
IAEB	: Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
IOV	: Indicateurs Objectivement Vérifiables

ISS	: Interview Semi Structurée
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
MARP	: Méthode Active de Recherche Participative
MDRI	: Mission de développement des routes Interurbaines
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du développement durable
MINEPAT	: Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	: Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunication
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MP	: Mouvement Populaire
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL	: Organisme d'Appui Local
OEV	: Orphelins et Enfants Vulnérables
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non gouvernementale
OP	: Organisation Paysanne
OE :	: Organisation des Eleveurs
PADDL	: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PADPR	: Programme d'Appui pour le Développement des Petits Ruminants
PAJER-U	: Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PCD	: Plan Communal de Développement
PDRBA-MN	: Programme de Développement Rural du Bassin Agricole Mungo Nkam
PDIR	: Plan de Deplacement Involontaire et Reinstallation
PFC	: Poste Forestier et de Chasse
PFNL	: Produit Forestier Non Ligneux
PIA	: Plan d'Investissement Annuel
PM	: Pour Mémoire
PME/PMI	: Petite et Moyenne Entreprise/Petite et Moyenne Industrie
PNA	: Programme National d'Alphabétisation
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
POS	: Plan d'Occupation des Sols
PSGE	: Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement
PSU	: Plan Sommaire d'Urbanisation
PUGDT	: Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
PV	: Procès Verbal
RAEP	: Réseau d'Adduction en Eau Potable
RDPC	: Rassemblement Democratique du Peuple Camerounais
RFI	: Radio France Internationale
SAR/SM	: Section Artisanale et Rurale/Section Ménagère
SDE	: Services Déconcentrés de l'Etat
SDF	: Social Democratic Front
SEPO	: Succès Echec Potentialités Obstacles
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquis
SMIG	: Salaire Minimum d'Intégration et Garantie
SODENKAM	: Société de Développement du Nkam
TDR	: Termes De Reference
UEBC	: Union des Eglises Baptistes du Cameroun

UGIC : Union des Groupes d'Initiatives Communes
UPC : Union des Populations du Cameroun

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Intitulé	Page
1	Gestion des ressources humaines communales	23
2	Gestion des resssources financières de la commune	24
3	Sources de recettes communales sur trois ans	24
4	Budget annuel des trois precedents exercices et de l'année en cours	25
5	Gestion du patrimoine cmmunal	25
6	Gestion des relations	26
7	Matrice SWOT (Strengths, weakness, Opportunities and threats)	27
8	Axes de renforcement de la commune	28
9	Coût estimatif du PCD	132
10	Matrice diagnostic des ressources naturelles	133
11	Cadre de Depenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	138
12	Principaux impacts sociaux des projets infrastructurels du CDMT	154
13	Principaux impacts environnementaux des projets de construction du CDMT	156
14	Principaux impacts sociaux des projets hydrauliques (Forages) du CDMT	158
15	Principaux impacts environnementaux des projets hydrauliques (Forages) du CDMT	163
16	Principaux impacts sociaux des projets structurants du CDMT	164
17	Principaux impacts environnementaux des projets structurants du CDMT	166
18	Principaux impacts sociaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT	167
19	Principaux impacts environnementaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT	168
20	Plan sommaire de Gestion environnemental	170
21	Ressources mobilisables	173
22	Plan d'Investissement Annuel des projets prioritaires	173
23	Plan Opérationnel en faveur des populations vulnérables	180
24	Plan de passation des marchés du PIA	181
25	Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	195

LISTE DES CARTES

N°Carte	Intitulé	Page
Carte N°1 :	Carte de localisation de la commune de Nkondjock dans le Département du Nkam, Région du littoral	11
Carte N°2 :	Carte des ressources naturelles de la commune	14
Carte N°3 :	Esquisse de plan d'utilisation et de gestion durable des terres	137

LISTE DES FIGURES

N° Figure	Intitulé	Page
Figure N°1	Repartition du budget pour trois années (2008, 2009, 2010)	25

LISTE DES PHOTOS

N° Photo	Intitulé	Page
1	Restitution d'une carte du village lors d'un atelier de planification	5
2	Travaux de groupe lors de l'atelier de planification	8

LISTE DES ANNEXES

N°	Intitulé	Page
----	----------	------

1	Fiches des projets du PIA	197
---	---------------------------	-----

1 INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa vision de développement à l'horizon 2035, le gouvernement du Cameroun a élaboré le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) avec pour objectifs de porter la croissance du Cameroun à 5,5% et de réduire le sous emploi à moins de 50%, et de réduire la pauvreté monétaire à 28,7%.

Pour ce faire, le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif législatif à travers les lois de décentralisation de 2004. Ces lois consacrent le transfert par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées, des compétences particulières et des moyens appropriés. Pour le Législateur Camerounais, la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local.

Pour accompagner la mise en œuvre du processus de décentralisation et outiller les institutions communales afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire, le Gouvernement a mis en place avec l'appui de ses partenaires au développement un ensemble de programmes parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

A travers le PNDP, le Gouvernement entend responsabiliser les communes et les communautés à la base dans le processus progressif de décentralisation afin de les rendre acteurs de leur propre développement. Ses interventions devraient permettre de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable en zone rurale à travers l'organisation des bénéficiaires, le renforcement de leurs capacités, leur implication dans l'identification de leurs besoins prioritaires, la recherche des solutions, la planification et la mise en œuvre des relations de développement social et économique.

Pour le faire, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans sa deuxième phase de mise en œuvre (PNDP2) appelée « phase d'extension » appuie 329 communes dont celle de Nkondjock dans la Région du Littoral. Au nombre des activités relevant de ce partenariat, l'on compte l'élaboration du PCD. Pour ce faire, la Commune de Nkondjock a bénéficié de l'appui technique de l'OAL GADD.

Le cahier de charge de l'OAL GADD prévoyait deux phases de travail :

- La première phase, de Juillet à Octobre 2011, concernant l'élaboration effective du PCD, est subdivisée en sept étapes qui sont : la préparation du processus, le diagnostic participatif (le DIC, le DEUC et le DPNV), l'atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation, la mise en œuvre du plan et le suivi-évaluation ;
- La deuxième phase, de Novembre à Décembre 2011 portant sur l'accompagnement de la commune dans l'élaboration de micros projets issu du PIA et sur la recherche de financement pour leur mise en œuvre.

Les cinq premières étapes ayant été déjà négociées car validées par les différentes parties prenantes, il s'agit, à cette dernière, de rédiger le document du PCD final. Son approbation par le Conseil municipal suivra avant sa signature par le Préfet du Département du Nkam.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

Mettre à la disposition de la Commune de Nkondjock un document de référence fournissant la vision de son développement dans tous les secteurs.

1.2.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, les objectifs du PCD se déclinent ainsi qu'il suit :

- ✓ Permettre à l'institution communale de faire un état des lieux de la situation de développement dans 28 secteurs sur l'espace géographique de la commune et d'arrêter les actions à entreprendre ;
- ✓ Permettre aux acteurs de développement sur le territoire communal d'élaborer et de valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la commune ;
- ✓ Permettre à l'institution communale d'élaborer et de valider un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour la première année de mise en œuvre du PCD dans la commune ;
- ✓ Mettre en place un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- ✓ Mettre en place au sein de l'institution communale, un plan marketing du PCD et une stratégie pour la recherche des financements à la réalisation des actions envisagées;
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre du processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL GADD.

1.3. Structure du document

Le présent document met en évidence :

- ✓ La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la commune ;
- ✓ La présentation sommaire de la commune ;
- ✓ Les principaux résultats du diagnostic participatif ;
- ✓ La planification stratégique ;
- ✓ La programmation triennale 2013 – 2015 ;
- ✓ Le plan d'investissement annuel pour l'année 2012 ;
- ✓ Les mécanismes de suivi-évaluation du PCD ;
- ✓ La plan de communication sur la mise en œuvre du PCD dans la commune ;

2. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la commune de Nkondjock s'est déroulé en 6 étapes successives :

- ✓ La préparation de l'ensemble du processus ;
- ✓ La collecte des informations et le traitement ;
- ✓ La consolidation des données du diagnostic et cartographie ;
- ✓ L'organisation d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- ✓ La mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif ;
- ✓ La rédaction du document final.

2.1. Préparation l'ensemble du processus

La préparation du processus a permis de prendre en compte toutes les dispositions nécessaires pour garantir le succès de la mission.

2.1.1. Prise de contact avec l'exécutif municipal

La préparation administrative à travers la prise de contact avec l'exécutif communal avait pour objectif d'amener celui-ci à comprendre la mission dévolue au GADD qui est celle du coaching/accompagnement de la commune dans l'élaboration de son PCD. Elle s'est déroulée de la manière suivante :

- La présentation de l'équipe complète du GADD et la vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre ;
- La discussion de la méthodologie de travail qui comporte deux grandes phases au niveau des 49 villages de la commune de Nkondjock (phase d'élaboration du PCD et phase d'appui et facilitation au montage des requêtes de financements des microprojets) :
- La présentation du projet de chronogramme détaillé, élaboré par le GADD ;
- La sensibilisation de l'exécutif en vue de la mise en place du comité de pilotage, de l'identification des sources de financements à présenter au cours de l'atelier de planification ;
- La présentation des bureaux du GADD dans la commune.

2.1.2. Information et sensibilisation des autorités administratives locales

Cette phase a permis d'introduire l'équipe de l'OAL auprès des autorités administratives et de s'accorder sur la date de l'atelier de lancement.

2.1.3. Information et sensibilisation des autres parties prenantes

L'information et la sensibilisation des autres parties prenantes se sont faites lors de la collecte des données de base auprès des services déconcentrés de l'Etat présents dans la commune. A cette période, l'OAL a préparé et acheminé les correspondances, procédé à l'affichage public et à la diffusion des communiqués radio informant les élites extérieures, les

responsables des Services Déconcentrés de l'Etat (SDE), les chefs traditionnels, les autorités religieuses, les leaders d'opinion, les opérateurs économiques sur leur implication et l'importance du processus.

2.1.4. Etat des lieux des villages

Il s'est fait par les membres de l'équipe de coordination du GADD et ceux du COPIL. Il s'est agi ici d'une descente dans tous les villages de la commune afin d'établir la situation de ces villages.

2.1.5. Atelier de lancement

Présidé par le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Nkondjock, cet atelier a eu lieu le 20 juillet 2011 à Nkondjock. Y ont pris part les Conseillers municipaux, les responsables des différents services déconcentrés de l'Etat présents dans la commune, les chefs de villages, les populations et les acteurs de la société civile. Il a été question pendant cet atelier de présenter :

- Le PNDP et sa logique d'intervention ;
- Le PCD et son importance dans la vie d'une commune ;
- La méthodologie de mise en œuvre du processus de planification locale ;
- Les grandes étapes d'élaboration du PCD ;
- Les acteurs impliqués et leur rôle respectif ;
- L'équipe des consultants en charge d'accompagner techniquement la mise en œuvre du processus dans la commune,
- Le calendrier de réalisation des différents diagnostics.

2.1.6. Collecte des données de base y compris cartographiques

La collecte des données de base y compris cartographiques s'est faite d'une part par les équipes de facilitateurs du GADD qui avaient été préalablement formés et d'autre part, par le facilitateur-expert du GADD qui a réalisé le pointage par GPS des infrastructures de chaque village.

2.2. Collecte des informations et traitement

La collecte et le traitement des informations se sont déroulés suivant un calendrier préalablement arrêté avec l'exécutif communal, les autorités traditionnelles et ceci à plusieurs niveaux.

2.2.1. Au niveau des villages

Le diagnostic au niveau des villages s'est réalisé de manière participative, à travers des assemblées villageoises, animées par les cinq équipes pluridisciplinaires de facilitation de GADD, et un facilitateur endogène.

2.2.1.1. Préparation dans la communauté

La préparation dans la communauté s'est déroulée le 1^{er} jour et de la manière suivante :

- Introduction de l'atelier aux autorités traditionnelles avec le mot de bienvenue du Chef de village ;
- Définition et négociation du calendrier de planification et des modalités pratiques ;
- Arrangements logistiques (salle de travail, restauration et hébergement des facilitateurs, restauration des participants. etc.).

2.2.1.2. Identification des problèmes et potentialités par secteur

L'identification des problèmes et potentialités dans les 28 secteurs de développement s'est faite à travers les outils d'identification tels que : le profil historique, la carte participative du village par groupe socio professionnel (Hommes, Femmes et Jeunes), le transect, l'Interview Semi Structurée (ISS), la matrice SEPO.

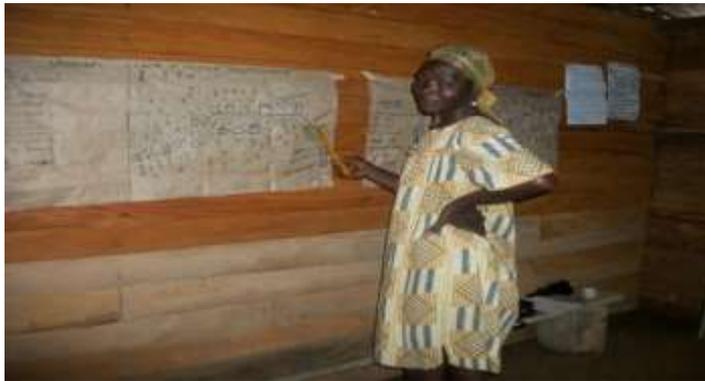


Photo 1 : Restitution d'une carte du village lors d'un atelier de planification.

2.2.1.3. Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions

Les problèmes identifiés ont été analysés par secteur au moyen de l'arbre à problèmes et de la matrice d'analyse simple qui a permis de rattacher à chaque problème identifié ses causes et ses conséquences. Le résultat de cette analyse a été confiné dans cette matrice assortie des solutions envisagées par rapport aux potentialités locales.

Parmi les solutions envisagées, seules celles réalisables par les populations locales ont été identifiées en vue d'en faire une planification.

2.2.1.4. Planification des solutions endogènes

La planification des solutions endogènes consistait à n'inscrire que les solutions dont les populations peuvent et veulent agir avec leurs moyens propres dans le tableau de planification.

Cette planification a nécessité comme outil l'utilisation du tableau de planification annuelle.

Le géo référencement des sites et infrastructures a été fait grâce au GPS.

L'observation a été également faite pour les données physiques et les différentes activités des populations concernées.

Le traitement des données a été opéré à travers l'analyse de contenu par la recherche documentaire, la restitution et la consolidation pour les cartes des villages et les diagrammes de Venn. Pour les autres données recueillies une analyse simple a été menée.

2.2.2. Au niveau de l'espace urbain communal

La collecte des données au niveau de l'espace urbain communal a été réalisée dans le périmètre urbain de Nkondjock.

2.2.2.1. Identification des problèmes, contraintes et potentialités par secteur, corps de métiers et couches vulnérables

Une enquête socio économique et environnementale sommaire sur les activités, les opportunités, les contraintes de la ville et des parties prenantes (représentants des différents corps de métiers) a permis d'identifier les problèmes et potentialités de la ville avec un point d'honneur sur ceux des corps de métiers et des couches vulnérables. L'exploitation participative de la liste disponible des quartiers a permis de circonscrire l'espace urbain de Nkondjock.

2.2.2.2. Analyse des problèmes

A travers l'arbre à problèmes, les problèmes des corps de métiers ont été analysés par couche vulnérable et par secteur, afin de mieux cerner leurs causes et effets. Les potentialités identifiées ont donné la possibilité d'envisager des solutions adéquates aux problèmes analysés. Le résultat de cette analyse participative a été consigné dans une matrice assorti des axes prioritaires de développement de l'espace urbain.

2.2.3. Au niveau de l'Institution Communale

La réalisation du diagnostic participatif à ce niveau a suivi la démarche ci-après :

- la collecte des données sur les ressources humaines, financières, patrimoniales, et sur la gestion des relations;
- le traitement et l'analyse des données collectées ;
- la restitution et la validation du DIC.

2.2.3.1. Collecte des données

La collecte des données au niveau de l'institution communale s'est faite sur la base des consultations documentaires, de l'observation directe et des interviews. Cette collecte s'est articulée autour de cinq centres d'intérêt :

- les informations générales sur la commune ;
- les ressources humaines ;
- les ressources financières ;
- le patrimoine communal ;
- la gestion des relations.

2.2.3.2. Analyse des données collectées

L'approche FFOM utilisée dans l'analyse des données collectées a permis d'identifier les forces et faiblesses, les opportunités et les menaces au niveau de l'institution communale. Plusieurs axes de renforcement de la commune sont ressortis de cette analyse.

2.2.3.3. Restitution et validation des données collectées

Au cours d'un atelier de restitution, les données collectées, ont connu des amendements, avant d'être validées par toutes les parties prenantes impliquées dans le processus d'élaboration du PCD.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation des données du diagnostic et la cartographie ont été faites en trois étapes:

- la synthèse par secteur et par thématiques spécifiques des données du DPNV ;
- l'élaboration de l'esquisse d'un plan d'utilisation et de gestion durable des terres ;
- la mise en commun de tous les produits du diagnostic (DEUC, DIC, DPNV, projet de PUGDT).

2.3.1. Synthèse par secteur et par thématiques spécifiques, des données du diagnostic réalisé dans les villages

Les données collectées dans les villages ont été exploitées et synthétisées dans la matrice des problèmes, atouts, potentialités, effets et solutions par secteur.

2.3.2. Elaboration d'un projet de plan d'utilisation et de gestion durable des terres

L'exploitation participative des données recueillies du terrain (végétation, unités de paysage, ressources naturelles), a été orientée vers la réalisation d'une esquisse de Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) assortie d'une proposition nouvelle d'affectation de ces dernières.

2.3.3. Mise en commun de tous les produits du diagnostic

Au cours d'un atelier, les données des différents diagnostics ((DPNV, DEUC, DIC) collectées et synthétisées ont été restituées, amendées puis validées par toutes les parties prenantes impliquées dans le processus d'élaboration du PCD.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

De la consolidation des données du diagnostic et de la cartographie, un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé.

2.4.1. Préparation de l'atelier de planification

Les activités ci-après ont ponctué la préparation de l'atelier de planification :

- L'élaboration des cadres logiques et la synthèse des données par secteur ;

- L'amendement de ces tableaux et synthèse des données par les sectoriels du Nkam ;
- L'intégration des amendements par l'OAL GADD ;
- l'élaboration des TDR par l'OAL GADD ;
- La rédaction et la ventilation des invitations des participants à l'atelier ;
- l'identification et la mobilisation des personnes ressources et acteurs clés ;
- la préparation technique et pédagogique du GADD;
- La préparation technique en collaboration avec le PNDP;
- La préparation des discours d'ouverture et clôture du maire et du sous préfet ;
- La séance de travail avec le Maire sur la capitalisation des ressources mobilisables pour financer les projets en 2012.

2.4.2. L'atelier de Planification

L'atelier de planification s'est tenu à la salle des actes de la Commune de Nkondjock, du 05 au 07 Janvier 2012, sous la présidence du Premier Adjoint Préfectoral du département du Nkam. Y ont pris part les responsables des services déconcentrés de l'Etat du département du Nkam, les conseillers municipaux, le personnel communal, les membres du comité de pilotage, l'exécutif municipal, les chefs de canton et des villages, les élites internes et externes.

Les participants ont au préalable été entretenus sur le contexte de l'atelier, la méthodologie de de travail, les objectifs et résultats attendus. Huit groupes de travail (sept pour les 28 secteurs par thématique et un pour l'Institution Communale) ont été constituées (Photo 2), le premier jour pour enrichir les cadres logiques sous la conduite des sectoriels et de l'exécutif communal. Ces derniers ont travaillé sur la base des termes de référence donnés et expliqués par l'OAL GADD, en s'appuyant sur les cadres logiques mis à leur disposition.

Au terme des travaux de groupe une restitution pour chaque secteur s'est faite en plénière suivi des débats, consolidation et validation des objectifs, résultats attendus et activités à mettre en œuvre dans chaque secteur. Cette validation a permis de consolider un plan stratégique de développement par secteur dans la commune de Nkondjock.



Photo 2 : Travaux en groupes lors de l'atelier de planification

2.4.3. Mobilisation des ressources

La validation du plan stratégique a conduit le maire à la présentation des ressources mobilisables pour le financement des investissements pour l'année 2012. Son intervention a permis de capitaliser comme source de financement:

- Le budget de la commune pour une prévision de 20 515 000 FCFA ;
- Le BIP pour une dotation de 391 620 000 FCFA ;
- L'allocation de financement du PNDP pour un montant de 91 120 000 FCFA.

2.4.4. Programmation

La programmation a suivi la démarche suivante :

- l'identification des axes d'intervention prioritaires ;
- l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune pour l'année 2012 ;
- l'élaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- l'évaluation environnementale stratégique et sommaire (identification des principaux impacts des actions de développement et des mesures d'atténuation) avec l'appui du sectoriel de l'environnement ;
- l'élaboration du plan opérationnel en faveur des populations vulnérables ;
- l'élaboration d'un plan de passation des marchés.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

La mise en place du mécanisme de suivi évaluation des actions de développement s'est appuyée sur un processus participatif au bout duquel un comité de suivi évaluation a été mis en place. Ce mécanisme mis en place prend en compte :

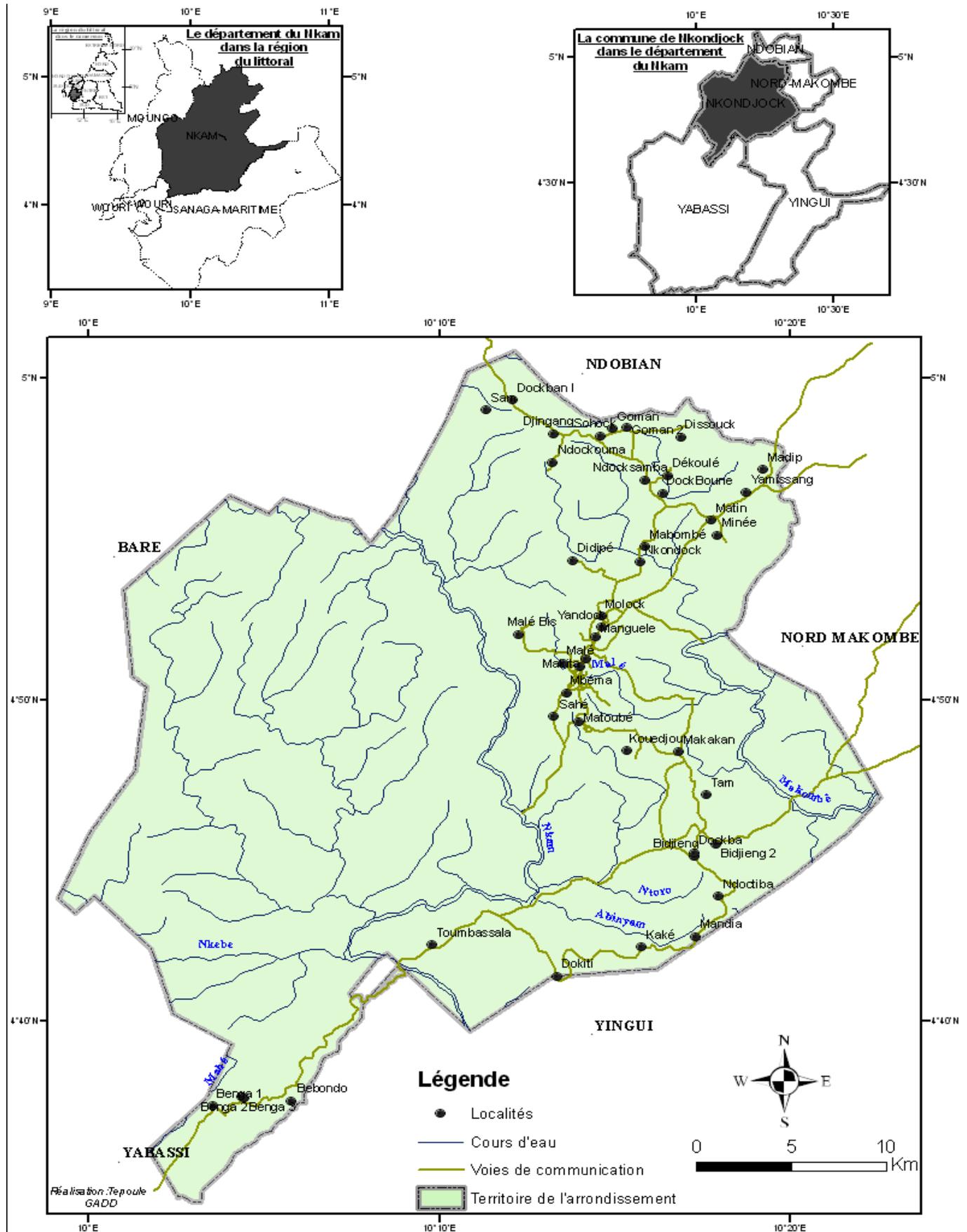
- Les stratégies de mise en œuvre du PCD
- Les indicateurs de suivi évaluation par rapport au PIA et au PSGE
- La grille de suivi-évaluation et les fréquences de suivi
- Un plan de communication autour du PCD
- Un plan de révision.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La commune de Nkondjock fait partie des 04 communes que compte le Département du Nkam, Région du Littoral, Cameroun. Elle a été créée en 1970, de la scission de celle du Nord Makombé, suite au décret n° 69/588 du 29/10/1969 érigeant cet ancien poste administratif en Arrondissement. Cette commune s'étend sur une superficie d'environ 2000 m² recouvrant 50 villages répartie en villages autochtones (24), villages pionniers (17) et quartiers (9) de l'espace urbain.

Elle est limitée au Nord par l'Arrondissement de Ndobian, au Sud par l'Arrondissement de Yabassi, à l'Est par le Nord Makombé et à l'Ouest par l'Arrondissement de Baré-Bakem. La carte N°1 ci-après montre sa localisation à l'intérieur du Département du Nkam et dans la Région du Littoral.



Carte N°1 : Localisation de la commune de Nkondjock dans le Département du Nkam, dans la Région du littoral (Cameroun).

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

Le climat dans l'Arrondissement de Nkondjock est de type équatorial (ou tropical humide) uni modal avec deux saisons : une courte saison sèche (de novembre à mars) et une longue saison de pluie (de mars à novembre). La température moyenne annuelle se situe entre 22 et 28°C. Les précipitations annuelles oscillent entre 1800 et 2000 mm.

3.2.2. Sols

Les sols de la commune sont meubles et bruns caillouteux ou ocre par endroit, puis latéritiques jaunes vers les sommets de collines et plateaux à dominance argilo-volcaniques sur d'autres. Dans les zones de bas-fonds ils sont hydromorphes, riches en humus et favorables à la pratique des cultures vivrières et maraîchères.

Les terres agricoles sont le plus reconstruites hors du périmètre urbain. Celles-ci ont un niveau de fertilité variable, mais dans l'ensemble elles sont jugées naturellement généreuses malgré l'utilisation des engrais observée par endroit sur le territoire communal.

3.2.3. Relief

Le relief sur le territoire communal est quant à lui accidenté. Il résulte d'une succession de collines aux allures de montagnes, jonchées de plateaux mais aussi des microplaines dont les altitudes moyennes minimales et maximales sont de l'ordre de 200 m et 700 m respectivement.

3.2.4. Hydrographie

A l'exception des fleuves Nkam et Makombè qui sillonnent en partie le territoire communal, le réseau hydrographique de la commune est constitué de en majorité des cours d'eau saisonniers tel que Mandia, Ntoro, Milé Abiyam, Mahè et Malè.

L'espace urbain est arrosée de plusieurs petits cours d'eau à usage domestique dont kanya'a, dirop, jhoasem, lipbo, feubeu, forgeron à Mbéma, etc.

3.2.5. Flore et végétation

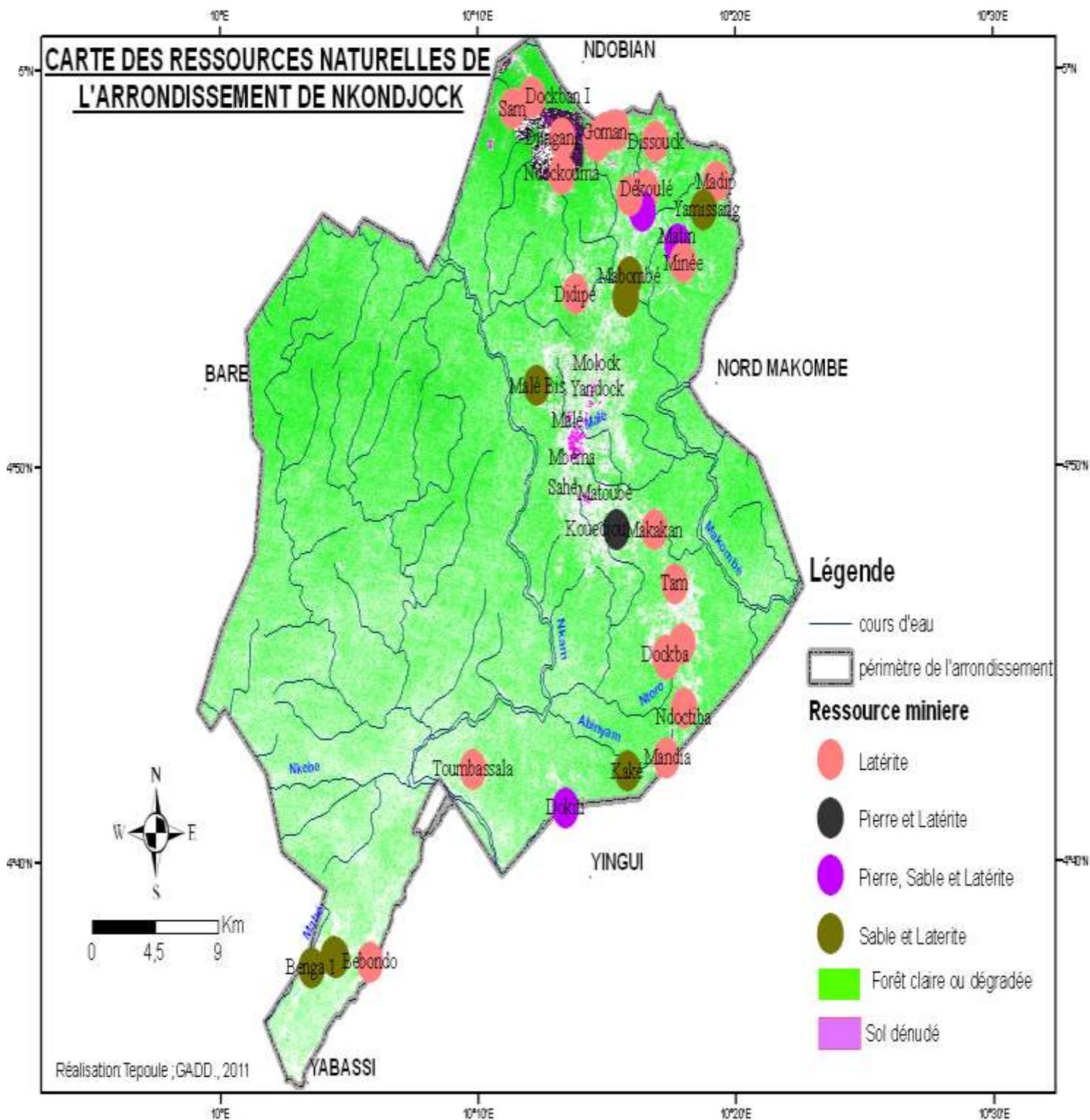
La flore de la commune de Nkondjock présente à plus de 80% un paysage de forêt secondaire renfermant plusieurs espèces d'arbres (le Bubinga, l'Iroko, le Fraké, le Bilinga, le moabi, le Moubingui, l'Atui, l'Azobé, le Funtoumia, etc.), représentées dans tous les villages et en majorité dans la partie Sud et Ouest. Le reste du domaine végétal communal étant constitué de savane arbustive et herbacée, et de plantes agricoles cultivées aussi bien pérennes (le cacao, le café, la banane-plantain, les palmiers à huile et les cocotiers) que vivrières (maïs, le haricot, le soja, le manioc, les arachides, le concombre...).

Les peuplements végétaux de raphias et les cultures maraîchères disséminés sur le territoire communal, se retrouvent le long des cours d'eau et dans les dépressions humides.

3.2.6. Faune

La faune dans la commune de Nkondjock est composée d'espèces variées intégrant les mammifères, les reptiles, les oiseaux et les batraciens. Parmi le grand et le petit gibier, ceux le plus rencontrés sont entre autres : le sanglier, la biche, le lièvre, l'éléphant, le buffle, l'herisson, le chat tigre, la civette, le crocodile, le perroquet, le varan, le pangolin, les céphalophes, l'antilope, le porc-épic, etc. Cependant, malgré l'existence du poste forestier et de chasse dans l'arrondissement, ces espèces autrefois abondantes sont menacées d'extinction à cause de la forte pression humaine sur les ressources forestières communales et notamment la chasse permanente abusive pratiquée pour combler la demande en viande des populations riveraines et celles provenant des villes voisines (Bafang, Yabassi et Douala). La disparition de la forêt, la chasse abusive et l'utilisation des armes prohibées sur le territoire ont entraîné la perte de certaines espèces. On note toutefois l'existence du gibier très prisé mais assez rare sur le marché tel que le pangolin, le hérisson et le singe.

La carte 2 ci-après montre toutes les ressources naturelles de la commune de Nkondjock.



Carte N° 2 : Cartes des ressources naturelles de la commune de Nkondjock

3.3. Milieu humain

3.3.1. Repères historiques de la commune

L'histoire orale rapporte que l'espace géographique de l'actuelle commune de Nkondjock fût une vaste étendue de forêt vierge et de terres agricoles inhabitées dénommé Mbang. Ce dernier avait alors pour limite au Sud avec les Bassa de Yabassi, le cours d'eau Mahé. Le fondateur de ce grand village dont les ancêtres furent des *Log-mpo'o* originaires de *Ngoglitouba.*, avait pour nom Mbang.

Pour des raisons de mariage, Mbang fit son arrivée dans ce village éponyme et eut des descendants qui une fois adultes, s'installèrent chacun sur des terres qui portèrent leurs noms de famille et constituèrent plus tard des villages individualisés. Le nom Nkondjock vient du mot *élong zock* qui signifie « village des éléphants » en langue Mbang et ce en référence à cette zone où autrefois abondaient des éléphants.

Suite à l'arrêté n° 616 du 31/10/1952, le poste administratif de Nkondjock est créé, avec à sa tête Monsieur LANDRY Michel. Alors naquit le projet de création d'une aviation pour le ravitaillement de Nkondjock encore désenclavé. C'est l'amorce d'un véritable changement du paysage géographique. Mais ce projet qui était localisé tout près de l'actuel site abritant la centrale électrique de AES Sonel connut un échec. Monsieur LANDRY quant à lui, n'eût qu'un an de règne et ses successeurs furent Messieurs GIREAUD Georges (1953-1954) et BROUTOT Jean (1955-1957).

A cette même époque pré indépendance, des maquisards venus des régions Bamiléké tentent de s'accaparer des terres de cette localité. Mais il eût une résistance des autochtones. Et par la suite, un contingent d'hommes de l'armée envoyé par l'administration en place réussit à repousser les maquisards et une sorte de paix et stabilité s'installa.

En 1962, Monsieur EYENGUE Hans Roger digne fils de la tribu des Diboum est nommé comme administrateur du District de Nkondjock. Sous cette nouvelle ère, va naître le projet de création de la route Bafang-Nkondjock-Yabassi plus connu sous le nom « opération Yabassi – Bafang ». C'est cette opération qui suscita le déplacement du chef d'Etat du Cameroun feu S.E. HAMADOU Ahidjo dans cette zone à fort potentiel agricole et forestier en 1967.

A la faveur du Décret n° 69/588 du 29/10/1969 le District de Nkondjock est érigé en Arrondissement. Une politique gouvernementale est alors mise sur pied pour inciter les populations à s'installer sur les terres fertiles de Nkondjock. Celle-ci consistait en une dotation individuelle de 4 ha de parcelle agricole et 2 ha de parcelle d'habitation, le tout ajouté à 5 années d'exonération d'impôts. C'est dans cette perspective qu'arrivent des allogènes venus pour la plupart de la région de l'Ouest Cameroun. Cette population allogène en croissance va constituer des villages pionniers au sein desquels, des Présidents de comité de direction seront nommés par l'administrateur en place avec rang et prérogative de chef de village. En raison de l'explosion démographique, le gouvernement camerounais crée la Société de Développement

du Nkam (SODENKAM) qui sera en charge du développement social et infrastructurel de base de la localité jusqu'à sa fermeture en 1989.

A sa création, la commune de Nkondjock eut comme maire nommé, Monsieur DJAMOU Pierre Théophile. A celui-ci, succéderont d'autres maires nommés et c'est en 1985 que cette collectivité locale a son tout premier maire élu en la personne de KINGUE Jean Victor. Il décède en activité et Monsieur MANKOLLO Samuel alors 1^{er} adjoint assure l'intérim entre 1994 et 1995, avant de passer le témoin à Monsieur KINGUE Simon (actuel maire) aux élections de 1996.

3.3.2. Taille et structure de la population

Selon le recensement du BUCREP (2005) publié en 2010, la population de la commune de Nkondjock est estimée à 17428 habitants répartie sur 2000 km², soit une densité de 8,7 habitants au km². La frange masculine représente 50,9%. Le constat est le même dans l'espace urbain à savoir une légère domination du sexe masculin (52,2%) et ce pour une population urbaine estimée à 3676 habitants répartie dans neuf quartiers.

Cette population de la commune est estimée aujourd'hui, selon les résultats de l'enquête Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) à environ 26269 habitants dont 4640 dans l'espace urbain. De cette population communale, les adultes et les jeunes représentent 66% et 34% respectivement. Dans la tranche adulte, les femmes et hommes ont respectivement un pourcentage de 55% et 45%. Et de façon générale on a 36% de femmes, 30% d'hommes, 21% de jeunes de moins de 16 ans et 13% de jeunes de moins de 5 ans.

La population vulnérable de la commune de Nkondjock est dominée par les handicapés (570). Outre cette catégorie de personnes vulnérables présentes sur le territoire communal, l'on rencontre aussi les personnes du troisième âge ou vieillards (720), les orphelins (1170), les veuves (707) et les filles mères (598). Cette population vulnérable mène diverses activités à avoir l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, couture, restauration, call box, etc.

3.3.3. Groupes ethniques

Les deux ethnies autochtones dans la commune de Nkondjock sont celles qui forment les cantons Mbang et Badem. Elles cohabitent pacifiquement et en toute harmonie dans cet espace géographique avec non seulement des allogènes tels que les Diboum, les Bassa, les Bakoua, les Mbiam, les Moya, les tongo les Bamiléké, les Béti, les Djakiri, les Woum, les Metah, les Haoussas, mais aussi des expatriés (Nigériens et Maliens). Ces allogènes se sont installés ici pour des raisons diverses : la pratique des activités agropastorales, la pratique du commerce, l'exercice des fonctions administratives et le mariage.

3.3.4. Religion

Plusieurs obédiences religieuses ont droit de cité dans la commune de Nkondjock. Il s'agit : des Catholiques, des Evangéliques (EEC), des Baptistes (UEBC), des Apostoliques, des

islamistes (Musulmans) et des églises reformées (vraie église de Dieu, plein évangile, église du 7^{ème} jour, témoins de jehovah).

De même, plusieurs partis politiques représentés à l'assemblée nationale sont également présents sur le sol de Nkondjock à savoir le RDPC, le SDF, l'UPC, le MDP et le MP.

3.3.5. Principales activités économiques

Les principales activités économiques de la commune se réduisent en l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'exploitation des produits forestiers, l'exploitation artisanale des carrières, l'artisanat, et le transport.

3.4. Principales infrastructures par secteur

3.4.1. Postes et télécommunication

La commune de Nkondjock compte un Bureau des postes fonctionnel, 02 antennes d'accès aux réseaux téléphoniques MTN et Orange et 01 Centre Polyvalent Numérique d'Accès (CPNA) construit et équipé mais non fonctionnel. Malgré l'absence de l'opérateur de téléphonie Camtel, on note une couverture moyenne en téléphonie mobile MTN et Orange qui est acceptable (environ 100% dans l'espace urbain et 22% dans les villages). Et au-delà de l'insuffisance en personnels au Bureau des postes, on remarque de façon générale un très faible accès aux NTIC même si le lycée bilingue dispose d'une connexion internet.

3.4.2. Communication

Sur le territoire communal de Nkondjock, émettent des radios communautaires (Bafang et Baré- Bakem), la radio nationale (CRTV) y compris sa station régionale littoral, ainsi que des radios internationales (Africa N°1, RFI, etc.). L'on peut noter en outre la présence des bouquets privés qui captent sur signal libre des chaînes de télévisions nationales (Canal 2 international, CRTV...) et internationales. Par ailleurs, l'on observe dans certains villages l'utilisation des tam tams et cloches comme moyens de communication. Cependant, la commune de Nkondjock reste affectée par l'absence de radio communautaire et de couverture en presse écrite. Tout comme son réseau d'information est perturbé car elle est desservie par les pylônes de Yabassi et Bakou.

3.4.3. Infrastructures routières

La commune est traversée par la provinciale N°15 (Bafang-Nkondjock-Yabassi) long de 147 Km et qui est la porte d'entrée/sortie de la région du Littoral vers celle de l'Ouest. On dénombre en outre 6 pistes de collecte en terre qui sont en travaux d'aménagement par des entreprises sous traitantes (FOKOU, CETP, SEMIC BTP SAR,...), 13 dessertes rurales, 04 barrières de pluie, un réseau de pistes en terre de la voirie urbaine et un réseau de pistes et sentiers dans les villages. Les principales entraves dans ce secteur sont la difficulté d'accès et de circulation dans la commune due à l'impraticabilité des routes en saison de pluie, aux nombreux ouvrages d'art (ponts, ponceaux, rigoles, etc.) non construits sur le réseau routier

communal et à l'absence de route bitumée reliant la commune au chef lieu du département ou encore aux autres Arrondissements (Bakou, Yabassi, Nord-Makombé, Baré et Yingui).

3.4.4. Hydraulique

Les ouvrages hydrauliques existant sur le territoire communal ne concernent nullement la Camerounaise Des Eaux (CDE). Par contre, la commune de Nkondjock compte sur son territoire 03 réseaux d'adduction en eau *SCANWATER* avec châteaux tous non fonctionnels, 07 forages dont 03 non fonctionnels, 07 puits dont 04 sont non fonctionnels (abandonnés) et 04 sources gravitaires dans l'espace urbain dont 03 sont aménagées. En dépit des efforts fournis par la municipalité pour la réalisation des forages, des puits et des systèmes d'adduction en eau potable, le problème d'approvisionnement en eau potable reste crucial et de toute primauté. Pour ce qui est des ouvrages non fonctionnels, cas des *SCANWATER* de Sohock, Benga1 et Matoubé ; des puits de Manguélé, Benga1 et Ndocksamba ; et des forages de Ndocktiba et Bindjen 9^{ième}, leur disfonctionnement est due à l'absence des comités de gestion lors de leur mise en place. Dans les villages, les populations se contentent d'utiliser l'eau des marigots et des sources non aménagées dont la qualité est douteuse les exposant ainsi aux maladies hydriques.

3.4.5. Electrification

L'espace urbain communal de Nkondjock compte 01 bureau AES/Sonel et 01 mini centrale électrique alimentée par deux moteurs. Il bénéficie du réseau électrique AES/Sonel caractérisé par son extension limitée et une insuffisance en transformateurs qui occasionne la mauvaise qualité de l'énergie électrique fournie (baisse de tension) et les coupures intempestives d'énergie électrique. Dans la zone rurale, un seul village (Malé bis) est partiellement approvisionné en énergie électrique conventionnelle. Le reste ne bénéficie d'aucune source d'énergie électrique à l'exception des groupes électrogènes (à essence ou pétrole) et des lampes tempêtes.

3.4.6. Elevage

La commune compte une délégation d'arrondissement pour le MINEPIA (DAEPIA), 01 étang piscicole moderne à Sohock financé par le PDRBA M-N, 02 points de vente en intrants d'élevage dans l'espace urbain qui sont pauvres en produits. L'on note aussi des enclos pour porciculture et des mini fermes avicoles dans plusieurs villages de la commune. Les difficultés ici demeurent l'absence de provenderie/dépôt d'aliments d'élevage, le manque de pharmacie vétérinaire, l'éloignement et la faible promotion des centres d'alevinage et des centres d'approvisionnement en races améliorées, et l'exiguïté et la pauvreté des surfaces de pâturables.

3.4.7. Infrastructures de tourisme et loisirs

En ce qui concerne les structures d'accueil/hôtelières, de restauration et de détente, on dénombre dans la commune 06 auberges, 01 centre d'accueil pour touristes, 03 bars dancing

12 restaurants. Pour ce qui est des sites touristiques, la commune dispose de 11 grottes recensées, 02 bassins d'accumulation à grand potentiel à Toumbassala (600 m²) et Bébondo (225 m²), 06 chutes dont les deux plus importantes se trouvent à Malè1 et Ndocktiba. Cependant aucun site touristique n'est aménagé tout comme la commune reste affectée par la faible capacité d'accueil des établissements touristiques.

3.4.8. Infrastructures marchandes et structures de stockage

Le secteur du commerce se caractérise deux types de marchés : permanents et périodiques. Dans le premier type on en dénombre les marchés de Mbéma (les samedis) au centre urbain, de Sohock (les mardis), de Bidjen 9^{ième}/Ndockban (les jeudis), Ndocktiba (les vendredis), Tam (les jeudis) et Ndockban 2. Le second type concerne les marchés de Matoubé, Madip, Mabombé, Kouedjou, Ndocksamba, Didipé et Ndockiti/Abinyam. Un seul (marché de Mbéma) est construit et électrifié le reste étant des marchés modestes avec quelques boutiques permanentes seulement. De tous ces marchés, aucun ne dispose de chambre froide, de système de gestion des ordures, de toilettes publiques encore moins de véritable hangar moderne digne de ce nom. En outre, la commune compte 08 magasins à forte capacité de stockage à Matoubé, Madip, Mabombé (02), Sohock, Kouedjou, Ndockiti/Abinyam et Ndocksamba.

3.4.9. Education de base

Dans le secteur de l'éducation de base, la commune de Nkondjock possède une inspection d'arrondissement de l'éducation de base. L'enseignement primaire et maternel compte 32 écoles primaires publiques (dont quatre sont dans l'espace urbain), 04 écoles primaires privées confessionnelles (trois sont dans l'espace urbain), 02 écoles primaires bilingues (Mbema et village Ndocksamba), 17 écoles maternelles publiques (dont trois sont dans l'espace urbain), 02 écoles maternelles des parents, 05 écoles maternelles privées confessionnelles (dont deux dans l'espace urbain).

S'il existe une bonne couverture de l'espace territorial de la commune par ces établissements, ceux-ci demeurent cependant sous-équipés, insuffisamment pourvus de points d'eau potable, de latrines, de logement d'astreinte et de bien d'autres infrastructures pouvant offrir aux apprenants un cadre idéal d'apprentissage. Bien plus, il convient de signaler qu'aucune d'elles n'est électrifiée.

3.4.10. Enseignements secondaires

Dans le secteur des enseignements secondaires, la Commune compte sur son territoire 06 établissements d'enseignement général (lycée bilingue à Mbema, lycée de Sohock, 04 CES dans les villages Madip, Tam, Ndocktiba et Benga1), 02 établissements d'enseignement technique publics (01 lycée technique à Mbema, 01 CETIC de création récente (créé le 05/08/2011) et non construit à Ndocksamba) et une SAR/SM localisée à Mbéma dans le centre urbain. On peut ajouter à ceux-ci le Collège Saint Thomas Apôtre (COSATHOA) de Makita 1 et

01 Collège Technique confessionnel de l'UEBC avec volet agropastoral dénommé CAREJ érigé en CETIC protestant de Mbema comme établissements secondaires privés.

Cependant, il ressort de manière générale que la couverture territoriale en infrastructures d'enseignement secondaire est relativement acceptable. Mais celle-ci masque un manque prononcé en infrastructures; en équipement et personnels enseignants.

3.4.11. Infrastructures sanitaires

La commune de Nkondjock est subdivisée en 05 aires de santé et compte 01 district de santé, 01 hôpital de district, 08 Centres de Santé Intégré (dont 06 sont opérationnels et 01 est seulement créé mais non construit à savoir Madip (créé en 2009) et 05 centres de santé privés confessionnels dont trois sont localisés dans le centre urbain et le reste à Yamissang et Tam.

On note un important quadrillage de la commune par les formations sanitaires malgré la défectuosité des bâtiments abritant certains CSI. De façon générale ces formations sanitaires souffrent d'une insuffisance d'équipements, de personnels qualifiés et sont dépourvues pour la plupart des aménagements tels que les points d'eau potable, l'électricité et les infrastructures de traitement des déchets. Elles ont en outre une faible capacité d'accueil/hospitalisation des malades.

3.4.12. Affaires sociales

En matière d'infrastructures psychosociales, 16 villages seulement disposent chacun d'un foyer communautaire dans la commune. A ces foyers non aménagés et non équipés pour la plupart, il convient d'ajouter comme infrastructures sociales 01 mini musée traditionnel à Nkongmalang, 01 bureau de l'association des handicapés de Nkondjock (non légalisée), dénommée AHANDJOCK ayant 9 présidents de blocs dans l'espace urbain communal, 01 bureau de l'association des jeunes handicapés de Nkondjock dénommée AJHANJOCK et 03 centres d'état civil à Benga¹, Nkakè et Sohock.

3.4.13. Agriculture

Dans le secteur de l'agriculture, la commune compte 01 délégation d'arrondissement d'agriculture, 05 bureaux de postes agricoles, des bâtiments pour GIC, UGIC et FGIC, 01 Centre de Formation en Entreprenariat Rural (CEFER), 05 points de vente des intrants agricoles dans l'espace urbain de la commune, 01 site expérimental de multiplication des plants de cacaoyers et caféiers du FODECC (Mbéma).

Ce secteur mérite une attention particulière car il demeure le socle de l'économie de la commune. Pour se faire, il nécessite l'affectation du personnel à la délégation d'arrondissement ainsi qu'aux postes agricoles sans oublier la construction des bâtiments abritant ces derniers.

3.4.14. Espaces verts et environnement

A l'exception des espaces verts localisés devant le bâtiment siège de la Mairie (environ 400 m²) et au lycée de Sohock, on note la quasi absence de ces aménagement dans la Commune de Nkondjock. Bien que disposant d'un fort potentiel de couverture végétale, la

commune se trouve limitée dans ce secteur par l'insuffisance de clubs des amis de la nature, l'absence des bacs à ordures, des toilettes publiques, d'un système de collecte et d'un site de décharge des déchets urbains.

3.4.15. Sports et éducation physique

Sur le plan sportif, la ville de Nkondjock dispose d'un terrain municipal de football non aménagé. Ce déficit est comblé par la présence des aires de jeu dans les écoles et établissements de la commune même si ces dernières sont également non aménagées.

3.4.16. Administration territoriale et maintien de l'ordre

On dénombre dans la Commune de Nkondjock, quelques services administratifs à compétence dans l'Arrondissement. Bien que ses services ne soient tous représentés, l'urgence demeure la création d'un cimetière municipal, d'un commissariat de sécurité publique et d'une délégation de promotion de la femme et de la famille.

3.5. Principales potentialités et ressources de la commune

3.5.1. Les potentialités et ressources du milieu biophysique

Le premier atout indéniable est la situation géographique sur la provinciale n°15 (Yabassi – Nkondjock – Bafang) qui constitue une porte d'entrée/sortie de la région du littoral vers celle de l'Ouest. En outre, le milieu biophysique de Nkondjock regorge de nombreuses potentialités. En effet, les caractéristiques pédoclimatiques et la disponibilité des terres à fertilité moyenne militent en faveur du développement des activités agricoles, pastorales et piscicoles. Le relief et le régime hydrographique de cette localité sont également des véritables atouts en ce sens qu'ils offrent non seulement un paysage touristique splendide mais aussi un potentiel de production hydroélectrique et de captage. Les essences d'arbres forestiers, les espèces arbustives, les raphias, les plantes médicinales et herbacées de même que la flore et faune qu'on y rencontre servent à divers usages. La diversité biologique quant à elle se trouve conservée par les forêts disséminées sur le territoire communal. A ces atouts, il faudrait ajouter les diverses ressources minières dont la plus importante reste le rocher touristique d'environ 2 km à Ngoman2/Ndocksamba car pouvant faire l'objet d'une exploitation industrielle.

3.5.2. Potentialités et ressources du milieu socio-économique

La commune de Nkondjock jouit d'un potentiel socio-économique considérable. Le dynamisme de la population est visible à travers les diverses activités économiques qu'elle exerce. Aussi, le brassage interethnique observé ainsi que la structure de l'organisation sociale sont une source potentielle d'investissement, d'innovations et de développement.

L'agriculture et l'élevage sont diversifiés avec d'une part, l'agriculture d'exportation (de rente), l'agriculture vivrière et maraîchère, et d'autre part l'élevage des petits ruminants (ovins et caprins) des porcins et des oiseaux (l'aviculture). Cela procure aux populations des aliments, des revenus et de la matière première. De plus, les activités programmées par la commune

notamment dans les secteurs hydraulique, scolaire, routier et d'électrification viendront davantage booster le développement local.

La présence de la faune (mammifères, reptiles, oiseaux et batraciens), des essences forestières forestières (le Bubinga, l'Iroko, le Fraké, le Padouck, l'Ayous, le Bilinga, le sapelli, le Tali, etc) ainsi que les produits forestiers non ligneux offre un potentiel non négligeable à la commune

La vente des produits agropastoraux et manufacturés issus des producteurs locaux et étrangers, constitue également un atout majeur pour le commerce.

La présence de certains opérateurs bancaires, du petit commerce, de l'hébergement et d'autres services du secteur informel vient enrichir le potentiel économique de la commune de Nkondjock.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Gestion des ressources humaines communales

Aspects	Forces	Faiblesses
Effectif du personnel	Existence d'un personnel permanents de 16 agents tous grades et statuts confondus fait fonctionner la commune.	Effectif jugé insuffisant au regard de l'organigramme
Prise en compte de l'aspect genre (ratio hommes/femmes)	La commune compte 11 hommes pour 05 femmes soit 76% d'hommes et 24% de femmes	ratio hommes/femmes en dessous de l'idéal qui est de 50%
Diplôme de base minimum	CEPE	Insuffisance de capacité technique
Diplôme de base maximum	BACC+ 5 ans (Ingénieur)	Inaccomodation avec l'environnement socioéconomique et politique
Procédure de recrutement du personnel	-Les temporaires sont recrutés par le Maire ; -Les décisionnaires et les contractuels sont recrutés sur proposition du maire par le Conseil Municipal ; -Les autres selon les exigences des partenaires.	personnel aux qualifications inadaptées au poste occupé
Gestion des performances	Connaissance de la vision de la commune	Inexistence d'un cadre formel de profil de carrière dans la Commune
	Taux de rémunération maximum : 230 000 FCFA	Inexistence des avantages en nature ou en espèce
	Périodicité : Le salaire est payé mensuellement et régulièrement	Inexistence des avantages en nature ou en espèce
Valeurs éthiques de la Commune	Bonne collaboration de travail entre les services de l'institution communale	Inexistence d'un code de discipline dans la Commune
	Existence des sanctions (positives et négatives)	Application non transparente des sanctions (positives et négatives)
Communication interne	-Existence d'un système de communication interne -existence de la réunion du personnel 1fois/mois	communication interne plus verbale qu'écrite
Communication externe	Existence d'un plan de communication Externe	Absence d'un plan média

4.1.2. Gestion des ressources financières

Tableau 2 : Gestion des ressources financières de la commune

Aspects	Forces	Faiblesses
Diversification des sources de financement et gestion citoyenne des ressources financières	Diversification des sources de financement de la Commune effective	Inexistence d'un fichier de contribuables communal
Processus d'élaboration du budget communal et mécanisme de gestion	-Le Conseil Municipal délibère sur les objectifs financiers	-Faible fréquence de la tenue des réunions de délibération du budget -Méconnaissance de l'existence d'un mécanisme de suivi du budget
Structuration du budget	-Le budget communal est bien structuré en termes de : Budget prévisionnel des recettes, Budget prévisionnel des dépenses	Faible proportion du budget accordée aux investissements soit 20% en moyenne
Circuit d'ordonnancement des dépenses	Application du circuit d'ordonnancement des dépenses comme suit : Le Maire est l'ordonnateur des dépenses -La liquidation des dépenses passe par : -Facture pro forma ; Bon de commande Engagement, Mandatement, liquidation	- Le suivi des opérations sera assuré par l'agent financier qui vient d'être recruté, contre un optimum de 03 personnes prévu par la réglementation en matière de gestion des services financiers d'une CTD - Insuffisance du personnel entraînant le cumul - Absence de formation et de plan de formation des agents

Tableau 3: Sources de recettes communales sur trois ans

Types ressources/provenance	2008	2009	2010
Recettes fiscales	32 920 000	17 000 000	2 957 100
CAC	22 800 000	13 000 000	18 986 396
Taxes communales directes	1 300 000	2 700 000	198 917
Taxes communales indirectes	5 380 000	6 020 000	2 084 550
Produit de l'exploitation du domaine	12 500 000	20 849 307	837 421
Produits financiers	0	500 000	0
Produits et profits divers	100 000	2 100 000	0

Tableau 4: Budget annuel des trois précédents exercices et de l'année en cours

Années	Budget (fcfa)	Compte administratif approuvé (Fcfa)	Taux de réalisation (%)
2008	75 000 000	75 000 000	33,04%
2009	62 200 000	62 200 000	57,09%
2010	48 677 000	48 677 000	56 ,04%
2011	79 800 000	-	-

La figure N°1 ci-après illustre la repartition de ce budget pour trois années (2008,2009 et 2010) entre l'investissement le fonctionnement.

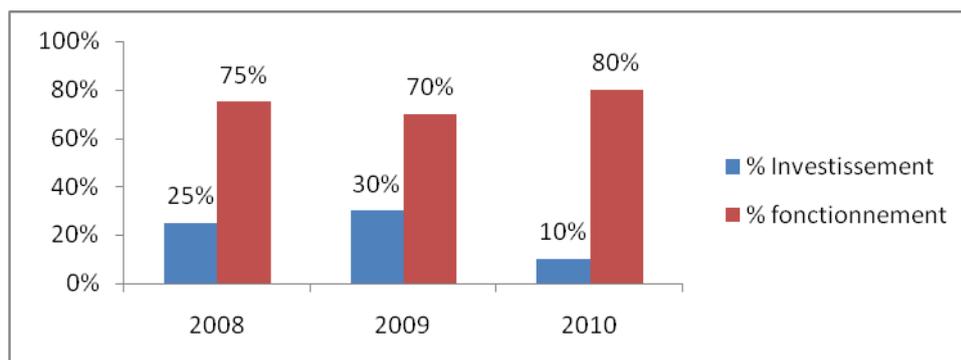


Figure N°1 : Repartition du budget pour trois années (2008, 2009 et 2010)

De ce graphique il apparait qu'en moyenne 80% du budget annuel de la commune est accordé au fonctionnement contre 20% seulement pour l'investissement. Cette situation laisse croire que l'exécutif communal devrait trouver des voies et moyens pour accôître la part des investissements.

4.1.3. Gestion du patrimoine communal

Tableau 5 : Gestion du patrimoine communal

Aspects	Forces	Faiblesses
Suivi de la gestion du patrimoine communal par le Conseil Municipal	Existence de quelques patrimoines (mobilier de bureau, terrain communal (3 ha), marché, stade municipal de football, équipements, matériel roulant, infrastructures, etc.)	Faible suivi de la gestion du patrimoine communal par le Conseil Municipal

4.1.4. Gestion des relations

Tableau 6 : Gestion des relations

Structures	Etat des relations avec la Commune			Observations
	Bon	Mauvais	Inexistant	
Tutelle	X			Bonne, courtoise et empreinte de respect mutuel
Services techniques déconcentrés de l'Etat	X			Relations de tous les instants
Autres Communes et la CVUC	X			Relations de tous les instants
Chefferies traditionnelles	X			Les chefs ont participé au lancement du processus PCD
Congrégations religieuses	X			Contribuent dans les actions de communication, information et éducation au niveau communal
CDV	X			Pas de relations spécifiques
GIC et structures faîtières	X			Contribuent aux initiatives communales en matière de développement agropastoral
Associations	X			Surtout les associations préoccupées par les questions de développement et ceux des jeunes
ONG	X			Elles interviennent principalement dans les domaines d'épargne d'argent et microcrédits (MEC ACUIFA, VEPDEF, MUDEF, etc.)
Acteurs du secteur privé	X			- Ils interviennent dans les activités de prestations de services, d'achat et commercialisation des produits agricoles, de transports, de commerce, d'hébergement, de restauration, etc.
Projets et programmes de développement	X			- Renforcement des capacités du personnel communal en matière de gouvernance, gestion et comptabilité (le PADDL, la GTZ) - Appuie financièrement et accompagne les réalisations communales (le FEICOM) - Financement directe des microprojets de construction des infrastructures (le PNDP, le PDRBA M-N) - Mise en place des structures sanitaires de dialogue (COSA et COGE) et approvisionnement des CSI en médicaments (GTZ, le Fonds Spécial de Promotion régionale de la Santé (FSPS)) - Encadrement et accompagnement dans le secteur agropastoral (le Programme d'Appui au Développement des Petits Ruminants (PADPR)).

Tableau 7: Matrice SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats) = FFO (Force, Faiblesses, opportunités et craintes) du DIC

FORCES DE LA COMMUNE	FAIBLESSES DE LA COMMUNE
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la vision de la Commune - délibération sur le choix des missions - révision des missions - existence des comités techniques - existence d'une politique de recrutement du personnel - expression des besoins en personnel - affiliation à la CNPS - bénéfice des allocations de la CNPS - objectivité de la grille de salaire - régularité des salaires - présence des notables et président de comité directeur dans le CM - Connaissance des sources de mobilisation des ressources financières - sécurisation des fonds collectés - délibération sur les objectifs du budget - approbation du budget de la Commune par les services de l'Etat - maîtrise du règlement de passation des marchés - disponibilité d'une commission communale de passation des marchés (CCPM) - versement des retenues sur factures - versement des charges du personnel à la CNPS et aux finances - disponibilité des investissements propres rentrant des recettes - existence d'une politique d'investissement - existence d'un registre pour le répertoire du patrimoine communal - sécurisation des biens de la commune - existence des potentialités socioéconomiques - existence des potentialités touristiques (chutes, etc.) - prise en compte de l'aspect genre et personnes vulnérables dans les activités communales - existence des accords de partenariat formels - disponibilité de potentialités naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - inexistence d'un processus de profil de carrière - inexistence des avantages en nature ou en espèces - méconnaissance de l'assiette fiscale - inexistence d'une stratégie de publication du budget prévisionnel et comptes communaux - inexistence d'un répertoire de contribuables - inorganisation des services de collecte - Non mise à jour du registre de l'inventaire du patrimoine communal - insuffisance de suivi de la gestion du patrimoine communal par le Conseil Municipal - valorisation insuffisante des potentialités socioéconomiques - inexistence d'un plan marketing pour la promotion des valeurs socioculturelles - absence d'une politique en matière de changement climatique - absence des unités décentralisées de production de l'énergie - absence d'un plan participatif de gestion des zones humides - absence d'une réglementation en matière d'utilisation des pesticides et autres Polluants Organiques Persistants - faiblesse du système de suivi et d'évaluation participatifs des activités communales - non implication des personnes externes à l'évaluation des impacts des missions - inexistence d'un plan d'aménagement des sites Touristiques ; - indisponibilité d'une politique de gestion de l'environnement - inexistence d'une stratégie de gestion des déchets

- participation à l'évaluation des impacts des missions de la Commune	
OPPORTUNITES POUR LA COMMUNE	MENACES POUR LA COMMUNE
Possibilité d'améliorer le développement de l'économie locale à travers l'exploitation des infrastructures socioéconomiques et touristiques	Amalgame entre la politique politicienne et la politique de développement

4.1.5. Axes de renforcement de la commune

Tableau 8 : Axes de renforcement de la commune

Domaines	Aspects de déchiffrage	Axes de renforcement de la Commune
Ressources humaines	Prise en compte de l'aspect genre (ratio hommes/femmes)	Améliorer l'effectif des femmes au sein du personnel de la Commune
	Procédure de recrutement du personnel	-Mettre selon le grade, la personne qu'il faut à la place qu'il faut ; -Recruter un personnel qualifié pour certains postes au service de la recette municipale, de l'assiette et du service technique (voirie, hygiène et salubrité)
	Gestion des performances	-Organiser une fois par an une commission d'évaluation et de facilitation des stages de renforcement de capacité du personnel
	Valeurs éthiques de la Commune	-Veiller à l'application transparente du code de discipline et de sanctions
	-Communication interne -Communication externe	-Améliorer le fonctionnement du service du courrier -Développer un plan média
Ressources financières	Diversification des sources de financement et gestion citoyenne des ressources financières	Mettre sur pied un fichier informatisé de contribuables de l'espace communal
	Processus d'élaboration du budget communal et mécanisme de gestion, structuration du budget	-Améliorer les fréquences de tenue des réunions de délibération du budget et le mécanisme de suivi du budget -Chercher les voies et moyens pour améliorer la proportion du budget d'investissement
Patrimoine communal	Suivi de la gestion du patrimoine communal par le Conseil Municipal	-Amener le Conseil Municipal à s'impliquer dans la gestion de l'ensemble du patrimoine communal ; -Mettre à jour le registre d'inventaire du patrimoine communal
Relations	Tutelle, services techniques déconcentrés de l'Etat, autres Communes et la CVUC, chefferies traditionnelles, congrégations religieuses, CDV GIC et structures faitières, associations, ONG, acteurs du secteur privé, Projets et programmes de développement	-Rendre plus efficace la qualité des relations avec les CDV (Comité de Développement) et tous les autres acteurs à travers la mise sur pied d'un programme de communication

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

4.2.1. Agriculture et développement rural

PROBLEME REFORMULE	CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer une agriculture rentable et durable	1. Insuffisance d'encadrement technique des producteurs	- Faible rendement -Non maîtrise des techniques culturales, -Faible accès aux crédits et financements agricoles, -Méventes des produits -Pertes post récoltes.	- Affectation de 02 techniciens qualifiés aux postes agricoles de Mabombé et Malé et 03 personnels d'appui à la DAADER
	2. Insuffisance de pistes de collecte	-Difficultés d'écoulement des produits agricoles -Faible intensification / extension des superficies agricoles,	Ouverture de 44 km de pistes de collecte dans 16 villages de la commune
	3. Les pistes existantes ne sont pas aménagées,	Pénibilité de transport des produits agricoles,	Aménagement de 88 km de pistes de collecte sur 16 tronçons
	4. Cherté et indisponibilité des intrants agricoles de qualité	-Utilisation des intrants de mauvaise qualité - Faible rendement agricole	-Création de 03 points (Ndocksamba-Mabombé, Ndocktiba, Ndocban) de vente de proximité des intrants agricoles (Engrais, semences et pesticides) - Organisation des achats groupés dans les villages
	5. Insuffisance d'organisation des producteurs en GIC	-Faible accès au financement agricole	Accompagnement dans la création des GIC
	6. Absence de semences et variétés améliorées	Faible productivité des Variétés et semences utilisées	Vulgarisation des variétés et semences améliorées dans toute la commune
	7. Insuffisance en personnel, équipement et matériel à la DAADER de Nkondjock	- Difficulté d'encadrement des producteurs - Faible performance du service d'agriculture	- 02 chefs de bureau - 01 secrétaire - mobilier et armoires de bureau - matériel de communication et télécommunication
	8. Absence de centre d'encadrement et d'action communautaire	Faible encadrement et promotion des producteurs dans les communautés	01 CEAC

4.2.2. Elevage, pêche et industries animales

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer un élevage rentable	1. Insuffisance d'encadrement technique	-Faible rendement en élevage -Non maîtrise des techniques d'élevage - Forte prolifération des maladies des bêtes	-Création de 02 centres zootechniques à Sohock et Benga1 et y affecter le personnel qualifié
	2. Cherté des intrants d'élevage	-Faible productivité des cheptels, -Faible taille du cheptel.	- Création des provenderies - Renforcer les capacités des éleveurs à la fabrication des aliments à base des ingrédients locaux. - Organisation des achats groupés d'intrants d'élevage (Provende et vaccins) dans les villages
	3. Inorganisation des éleveurs en GIC	-Faible accès aux appuis financiers.	Accompagnement des éleveurs dans la création et la formalisation des GIC.
	4. Absence des races améliorées.	-Faible productivité des races élevées	-Vulgarisation des nouvelles races améliorées de la recherche. -Formation des multiplicateurs/ reproducteurs - Communication/ information des éleveurs sur les points d'approvisionnement en intrants d'élevage
	5. Divagation des bêtes	-Conflits agropastoraux -Perte des bêtes	- Appui à la construction des enclos et bergeries.
	6. Très faible pratique des activités piscicoles	- Insuffisance d'alimentation en protéines animales - Cherté du poisson - Faible consommation du poisson	- Formation des populations en technique d'aquaculture - Accompagnement à la création des étangs piscicoles dans les villages
	7. Insuffisance en personnels, infrastructures, équipement et matériel à la DAEPIA et au CZCVS	- Difficulté d'encadrement, de suivi et de contrôle des éleveurs et pisciculteurs - Faible production pastoral et halieutique	- Infrastructures, équipement et personnel (01 technicien d'élevage, 01 technicien d'aquaculture, 01 secrétaire, 01 agent d'entretien/vigile) à la DAEPIA et au CZCVS - Construction de 01 bâtiment devant abriter le CZCVS

4.2.3. . Santé publique

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	1. Insuffisance des infrastructures et des équipements de santé	-L'automédication -Décès -Les évacuations fréquentes	Renforcement des CSI existant en : - Nouveau bâtiment (Sohock, Dissouck, Mabombé) ; - points d'eau(5),

		-Faibles taux de fréquentation des centres de santé -Faible couverture sanitaire	- clôture(5), - groupe électrogène(5), - microscope (5), - fosse d'incinération de déchets(5), - table d'accouchement(5) pour les 05 CSI ; - lits d'hospitalisation (Benga I(6), Ndocktiba(5), Dissouk(5), Mabombè (8), Sohock (6) - Latrines (4) et Réfrigérateur (4) excepté Benga I
	2. Absence d'infrastructures	-Parcours des longues distances pour traitement -L'automédication -Décès -Les évacuations fréquentes	Construction des infrastructures pour le CSI crée de Madip Création et construction des CSI dans 06 villages : Kouedjou, Bidjeng2, Ndockiti-Abinyam, Matin-Miné, Ndockban, Tam
	3. Absence de centre de santé		
	4. Insuffisance de main d'oeuvre qualifiée dans les CSI	- Réduction de l'efficacité de travail dans les CSI	Affectation de 21 techniciens qualifiés dans les centres de santé- Mabombé (4), Dissouck (5), Sohock(3), Benga I(4), Ndocktiba(5).
	5. Insuffisance de matériels, équipements et personnels à l'hôpital de district - Matériel sanitaire délabré	- Réduction de l'efficacité de travail à l'hôpital de district de la commune	- 09 personnels - 20 lits - 01 microscope - 01 comité de gestion et 01 comité de santé - 01 ambulance - 01 point d'eau potable - Réhabilitation de 04 réfrigérateurs
	6. Absence de subvention aux établissements sanitaires privés	Faible capacité d'intervention des établissements sanitaires privés	- Subventions
	7. Insuffisance d'organisation des populations en Organisations de base communautaires	Faible couverture sanitaire	Création de 05 organisations de base communautaire (OBC)

4.2.4. Travaux publics

PROBLEME REFORMULE	CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté de déplacement des personnes et des biens dans	1. Mauvais état des axes routiers principaux Ndockban-Benga et Ndockbouné-Pont Makombé, de la commune de Nkondjock.	-Difficultés d'évacuation les malades et les produits vivriers -Découragement -Cherté de transport,	- Bitumage de la P15 (Yabassi-Nkondjock-Bafang) ainsi que l'axe Ndockbouné-pont makombé - Reprofilage, entretien courant et régulier des routes secondaires.

l'Arrondissement de Nkondjock	(étroitesse, absence de rigole par endroit, ponts sans garde fou, chaussée impraticable en saison de pluie...)	-Difficultés d'approvisionnement en intrants et produits de première nécessité	
	2. Mauvais état des pistes rurales ou routes secondaires, pistes de desserte et de la voirie urbaine.	- Dépérissement des produits, - Mévente des produits agricoles/alimentaires - difficultés d'approvisionnement en produits de consommation de masse	- Entretien régulier/courant des pistes rurales, routes secondaires - Entretien régulier/courant de 05 tronçons secondaires de la voirie urbaine : Gendarmerie-Nkondmalang ; Mbéma centre-Centre touristique ; Gendarmerie-Sous préfecture ; Mbéma centre-Motopompe ; Mbéma centre-Hôpital de district
	3. Absence de comités de gestion des routes dans les villages et quartiers de la commune	Insuffisance d'entretien des routes	- Création et équipement en matériels d'au moins 46 comités de gestion dans les villages de l'Arrondissement de Nkondjock - Entretien du tronçon Malè 1-Malè 6 ^{ième} -Malè bis - Le marché d'entretien du tronçon Dékoulé-Dissouck, attribué à l'entreprise FOKOU - Entretien du tronçon Ndockbouné-pont Makombè par l'entreprise FOKOU - Présence des jeunes dynamiques dans les villages de l'Arrondissement
	4. Existence des comités de route non opérationnels	Insuffisance d'entretien de route en matériel	Formation et équipement en matériel des 02 comités de gestion de routes de Madip et Matin.

4.2.5. Education de base

PROBLEME REFORMULE	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	1. Insuffisance d'infrastructures, équipements et personnels qualifiés dans les Ecoles Maternelles (EM) publiques	- Taux d'échec élevé - Surcharge ou effectif pléthorique - Jumelage des classes - Difficulté de suivi et d'encadrement des élèves - Prolifération des maladies hydriques - Dépenses pour les soins de santé	- Dotation des Ecoles Maternelles (EM) en : 1. Infrastructures - S : Makakan (2), Ndomalang (2), Nsam (2), Njingang (2), Sohock (2), Malé 6 (2), Didipé (2), Mabombé (2), Ndocksamba (2), Madip (2), Dissouck (2), Miné (2). - C : Dissouck, Madip, Dékoulé - PE : Makakan, Nsam, Njingang, Sohock, Ngoman 2, Malé 6, Didipé, Mabombé, Ndocksamba, Madip, Dékoulé, Dissouck. - BL : Dissouck, Dékoulé, Madip, Didipé, Sohock, Njingang, Nsam, Makakan. - AJ : Ndomalang, Malé 6, Madip, Dékoulé, Dissouck

			<p>- BA : Dissouck, Madip, Mabombé</p> <p>- LE : Nsam, Dissouck, Dékoulé, Madip.</p> <p>2. Equipement</p> <p>- BP et MD : Makakan, Ndomalang, Nsam, Njingang, Sohock, Malé 6^{ème}, Dissouck, Madip</p> <p>- Tables et Chaises : Dissouck (15, 26), Madip (20, 32).</p> <p>- ML : Dissouck, Dékoulé, Ngoman 2,</p> <p>- BO : Makakan (1), Ndomalang (1), Sohock, Ngoman 2, Ndocksamba (1), Mabombé (1), Dekoulé (1)</p> <p>3. Personnel enseignant</p> <p>Miné(1), Njingang (1), Ndocktiba (1), Mbema Centre(1), Matoubé (1), Dissouck (1), Dékoulé (1), Madip (1), Didipé (1), Ngoman 2 (1), Tam(1), Malé bis(1).</p>
	2. Insuffisance d'infrastructures, équipements et personnels qualifiés dans les Ecoles Primaires publiques (EP)		<p>Dotation en infrastructures équipement et personnel enseignant des Ecoles Primaires (EP) de :</p> <p>Tam (1 PE, 1 BL) ; Ndocktiba (1 PE, 1 BL, 3 E) ; Bijeng 1-Ndockban (1 PE, 2 E) ; Kouedjou (1 PE) ; Bijeng 2 (1 PE, 1 BL, 1 BP, 1E) ; Ndomalang (6 S, 1 PE, 1 BL, 1 AJ, LE) ; Nsam (2 S, 1 BL, 1 PE, LE, 6E) ; Njingang (1 PE, 1 BL, 3E) ; Sohock (2 S, 1 PE, 1 BL) ; Ngoman 2 (6 S, 1 PE, 1 BL, 1 BA, 1 AJ, LE, 1E) ; Malé bis (1 PE, 1 C, 4 S, MD) ; Malé 6 (3 S, 1 PE) ; Didipé (2 S, 1 PE) ; Mabombé (1 C, 2 S, 1 BA, 1 PE, 2E anglophones) ; Ndocksamba (2 S, 1 PE) ; EP bilingue Ndocksamba (6 S) ; Benga 1 (1 S, 1 PE, 1 BL, 1 C, LE, 3 BO, 1 E) ; Bébondou (3 S, 1 BL, 1 C, LE, 1 AJ, 10 T-B, 2 BO, 1 E) ; Ndockiti (3 S, 1 PE, 1 C, LE, 10 T-B, 2 BO) ; Madip (1 PE, 1 BL, LE, 1 C, 2 S, 1 AJ, MD, 4 BO, 1E) ; Dékoulé (1 BL, 1 LE, 1 AJ, 4 S, 1 C, 1 SI, 1 PE, 1 BA, 1 BP, MD et ML, 2 BO) ; Dissouck (2 S, 1 AJ, 1 C, LE, 1 BA, 1 PE, 1 BP, 1 SI, 2 BO, MD et ML) ; Miné (4 S, 1 BL, 1 PE, LE, 1 C, 1 BA, MD et ML, 20 T-B, 2 BO, 1 E) ; Makan (1) ;</p>
	3. Absence d'écoles maternelles publiques	<p>* Scolarisation tardive des enfants</p> <p>*Difficultés d'encadrement des enfants par les parents</p> <p>*Difficulté d'insertion scolaire des enfants</p>	<p>Création de 07 écoles maternelles dans la commune (Kouedjou, Sahè, Makita, Molock, Benga 1 et Bebondou; et d'une école maternelle bilingue à Mbéma)</p> <p>02 écoles maternelles bilingues</p>
	4. Absence d'Ecoles primaires	* Parcours de longue distance	Création de 6 écoles primaires dans la commune (Matin, Ndockban

Publiques (EP)	* Difficulté de suivi des enfants par les parents * Faible performance des élèves * Exode des élèves vers les villages abritant des écoles	1, Ndockban 2, Ngoman 1, Nkodock, Nkonmalang)
5. Mauvais état des infrastructures (salles de classe ou bâtiments)	* Exposition aux intemperies * Risque de sinistres	Réfection de 14 salles de classe (ouvertures, plafonage, crépissage des murs et lisage du sol) à Benga 1 (4 portes et 16 fenêtres et plafond dans 03 S) ; Bébondo (plafond dans 02 S) ; Madip (crépissage sur 02 S) et Miné (2 portes pour 02 S; Mbéma (EP Grpe A et B pour 03 et 02 S respectivement)
6. Un bâtiment siège de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base (IAEB) non achevé	Cadre et conditions de travail inappropriés chez les fonctionnaires de l'IAEB	Finition des travaux de construction du bâtiment siège de l'IAEB de la commune de Nkondjock
7. Insuffisance de personnels à l'IAEB de la commune	Position inconfortable des fonctionnaires de l'IAEB	Confirmation par un acte officiel de 03 personnels (chefs de bureau) en poste à l'IAEB

4.2.6. Culture

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à promouvoir les valeurs culturelles de la commune de Nkondjock	1. Absence des foyers communautaires	-Difficultés d'organiser des activités socioculturelles,	Construction des foyers communautaires dans les villages et quartiers dépourvus de la commune (Mandia, Ndockiti, Toumbassala, Malé 6 ^e , Nkondock, didipe, Mabombe, Nkomalang, Ndockban I, Ndockban II, Nsam, Ngoman I, Ngoman II, Sohock, Dissouk, Ndockbouné, Yamissang, Ndocktiba, Molock, Yandock, Manguélé, Makita 1 et 2, Malé1, et Matoubé)
	2. Absence d'associations légalisées.	-Acculturation des jeunes. -Difficultés d'accès aux appuis/ subventions à l'organisation des festivals.	Accompagnement des populations dans la légalisation des associations (57) culturelles.
	3. Foyers culturels construits en matériaux provisoires/défectueux.	-Contraintes de réfection des locaux après un certain temps, -Populations exposées aux intempéries.	Construction de 07 foyers communautaires en matériaux définitifs (Benga 1, Benga 2, Bébondo, Nkaké, Madip, Miné, Dékoulé).
	4. Faible valorisation des danses culturelles locales.	-Disparition des danses locales, -Faibles prestations dans les cérémonies.	Appuis à l'organisation des festivals locaux/ congrès.

	5. Insuffisance de documentation/ patrimoine historique.	Acculturation.	Appui à la constitution des documents et patrimoine historique
	6. Absence d'une bibliothèque municipale	- Faible éducation culturelle des populations de la commune - Faible culture de la lecture	01 bibliothèque municipale construite
	7. Absence d'un musée d'art municipal	Faible conservation, promotion et valorisation du patrimoine socioculturel de la commune	01 musée d'art municipal construit

4.2.7. Promotion de la femme et de la famille

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'encadrement de la femme et de la famille	1. Absence d'un centre public de promotion de la femme et de la famille.	-Absence d'un cadre de concertation entre mère et fille mère. - Difficultés d'accès à la formation	Création de 01 centre public de promotion de la femme et de la famille.
	2. Insuffisance de formation des femmes aux activités génératrices de revenus (AGR).	-Dépendance financière des femmes vis-à-vis des partenaires. -Faible revenus des femmes.	Formation des femmes aux AGR.
	3. Présence des couples à union libre.	-Instabilité des foyers conjugaux. -Faible protection /sécurité des biens conjugaux. - Précarité des foyers	Appui à la légalisation des unions des couples.
	4. Présence des enfants sans actes de naissance.	Entrave au droit légal des enfants. - Problèmes de légitimité des enfants	Facilitation de l'établissement de 200 actes de naissance.
	5. Insuffisance d'assistance aux familles vulnérables.	-Pauvreté des familles -Débauche -Insuffisance d'alimentation -Poids de la charge familiale en augmentation -Difficultés de prise en charge -Faible accès à la scolarisation - Mariages précoces - Prostitution - Décès.	Octroi des appuis matériels et financiers aux familles vulnérables.

4.2.8. Affaires sociales

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'encadrement des personnes vulnérables	1. Absence d'organisation des personnes vulnérables.	Difficultés d'accès aux appuis divers, Personnes vulnérables abandonnées à elles mêmes.	Accompagner à la création et formalisation des associations des groupes de personnes vulnérables.
	2. Insuffisance d'aide sociale aux personnes vulnérables.	-Abandon des personnes vulnérables. -Pauvreté -Non prise en charge des personnes vulnérables -Aggravation de la vulnérabilité des personnes vulnérables.	Accroître quantitativement les aides matérielles et financières aux personnes vulnérables de l'arrondissement.
	3. Absence d'un service des affaires sociales.	Faible identification des personnes vulnérables.	Création de 01 service déconcentré des affaires sociales dans l'arrondissement de Nkondjock.
	4. Absence de structures d'encadrement psychosociales.	Non prise en charge physique et psychosociale.	Création de structure n'encadrement psychosocial: - 01 centre d'accueil pour mineurs (orphelinat) et personnes de 3 ^e âge - 01 centre de rééducation pour handicapés.
	5. Insuffisance de cartes d'invalidité chez les handicapés.	-Difficultés d'accès à la réduction des tarifs de transport. -Difficultés d'accès à la gratuité de l'école des enfants des handicapés.	Facilitation de l'obtention des cartes nationales d'invalidité.
	6. Absence de facilité d'accès et d'usage des infrastructures et bâtiments publics.	Difficultés d'accès et d'usages des infrastructures publiques.	Création des rampes d'accès aux infrastructures et bâtiments publics.

4.2.9. Eau et Energie

A -EAU			
PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à l'eau potable dans la ville et zones rurales de Nkondjock	1. Absence de point d'eau potable	- Consommation d'eau de sources, marigots et rivières - Maladies hydriques (typhoïde, dysenterie, etc.) - Dépenses supplémentaires liées au traitement des maladies - Parcours de longue distance - Dépenses énergétiques et perte de temps	Construction d'un point d'eau potable par village (Nkongmalang, Nkondock, Didipé, Malè bis, Malè 6 ^{ième} , Nkakè, Mandia, Ndockiti, Tombassala, Benga2, Ndockbouné, Dékoulé, Dissouck, Matin, Miné, Yamissang, Sam, Ndomalang, Njingang, Ndockouma, Ndockban1, Matoubé, Molock, Yandock, Manguélé,

			Nylon, Malè 6 ^{ième})
	2. Insuffisance de point d'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits autour des points d'eau existant - Longue attente - Perte de temps - Difficulté à réaliser les activités 	Accroissement/augmentation du nombre de points d'eau potable dans 06 villages : Madip (1), Bébondo (1), Benga3 (1), Ndocksamba (2), Mabombé (4), Sohock (1)
	3. Infrastructures hydrauliques défectueuses : puits, forage, Adduction en Eau (ADE), etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation d'eau de sources, marigots et rivières - Maladies hydriques (typhoïde, dysenterie, etc.) - Dépenses supplémentaires liées au traitement des maladies - Parcours de longue distance - Dépenses énergétiques et perte de temps 	Réhabilitation des infrastructures hydrauliques à Ndocksamba (1 puits, ADE : scanwater), Mabombé (1 puits), Benga1 (1 puits, ADE : scanwater), Ndockban1 (1 puits), Mbéma (2 forages, 3 bornes fontaines, Matoubé (ADE) et Manguélé (1 puits)
	4. Sources d'eau potentielles non aménagées	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité douteuse de l'eau des sources - Consommation d'eau de marigots et rivières - Maladies hydriques (typhoïde, dysenterie, etc.) - Dépenses supplémentaires liées au traitement des maladies - Parcours de longue distance - Dépenses énergétiques et perte de temps 	Aménagement des sources d'eau des villages ainsi que de l'espace urbain
Energie			
Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans la commune de Nkondjock	1. Absence d'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des lampes tempêtes - Baisse de l'acuité visuelle - Difficulté à développer les activités économiques - Difficulté à faire fonctionner les appareils électroménagers - Difficulté à s'informer - Découragement - Exode rural - Frein au développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification de 39 villages de la commune - Eclairage public dans l'espace urbain - Facilitation du processus de branchement électrique des populations
	2. Insuffisance de couverture du village en énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Discordance du niveau de vie des populations dans le village - Développement partiel du village - Risque de conflit entre population du même village 	Extension du réseau électrique dans tous les villages excepté à Malè 6 ^{ième}
	3. Mauvaise qualité de l'offre en énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de tension électrique - Coupures intempestives - Panne fréquente des appareils électroménagers - Mauvaise qualité de l'énergie électrique 	Installation de 01 transformateur monophasés dans le village Malè 6 ^{ième} et 03 transformateurs triphasé dans l'espace urbain communal
	4. Insuffisance de	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté à développer les activités économiques 	Branchements des ménages en énergie électrique

	branchements des populations	- Difficulté à faire fonctionner les appareils électroménagers - Utilisation des lampes tempêtes	
	5. Absence des lampadaires dans l'espace urbain	Insécurité publique dans l'espace ville de la commune	Installation de 20 lampadaires dans l'espace pour l'éclairage public de la ville
	6. Ouvrages électriques (poteaux et ligne électrique) défectueux dans la commune	- Rupture d'éclairage dans les ménages - Perte de matériau - Perte d'investissement	Réhabilitation des ouvrages électriques défectueux dans la commune à Malè 6 ^{ième} (30 poteaux et 3 km de basse tension), à Mabombé (25 poteaux) ainsi que dans les quartiers de l'espace urbain (Mbéma 1 km de ligne de moyenne tension)

4.2.10. Enseignement secondaire

PROBLEME REFORMULE	CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	1. Insuffisances d'infrastructures, équipements, personnels qualifiés, ainsi que de reboisement dans les établissements secondaires	-Taux d'échec élevé -Surcharge des salles de classe -Jumelage des classes -Difficultés de suivi et d'encadrement des élèves, -Prolifération des maladies hydriques, -Dépenses pour les soins de santé.	- 12 salles de classe (Benga 1 (02), CETIC de Ndocksamba-Mabombé (02), Ndocktiba (02), Madip (02), Sohock (02) et Tam (02) ; - 174 tables-bancs (lycée Sohock : 84, CES Tam : 73, CES Ndocktiba : 17) ; - 06 points d'eau (dans les 06 établissements secondaires existant) ; - 04 blocs latrines (Madip, Ndocktiba, Sohock et Tam) ; - 05 aires de jeu (Sohock, Madip, Tam, Ndocktiba et Lycée technique) ; - 04 blocs administratifs (Lycée technique et de Sohock et CES de Tam ; - 02 laboratoires (Lycée bilingue et de Sohock) et - Des arbres d'ombrage.
	2. Absence des infrastructures abritant les établissements secondaires créés	Difficultés d'accès à un enseignement decent pour les élèves	06 salles de classes pour les établissements secondaires créés (Benga1, Ndocktiba et CETIC de Ndocksamba-Mabombé)
	3. Absence d'établissement secondaire général	- Parcours de longues distances - Exode des élèves - Difficulté de suivi des élèves par les parents	Création de 01 établissement d'enseignement secondaire (CES) à Sam-Njingang

	4. Absence d'établissement d'enseignement secondaire technique	- Difficulté de suivi des élèves par les parents - Pas de formation technique - Insuffisance de main d'œuvre technique	Création de 01 Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial (CETIC) à Ndockiti-Abinyam
--	--	--	--

4.2.11. Emploi et formation professionnelle

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	1. Absence de structures de formation professionnelle	- Difficulté d'insertion socioprofessionnelle - Absence de personnes formées - Insuffisance de main d'œuvre qualifiée - Exode rural - Chômage	- Structures publiques de formation professionnelle - Créer au moins 04 centres agréés de formation professionnelle rapide à : Njingang, Ndockiti, Ndocksamba et Bindjeng
	2. Insuffisance d'opportunités d'emploi	- Oisiveté - Chômage - Exode rural - Délinquance juvénile	Diffusion des programmes et projets existant dans la commune
	3. Insuffisance d'infrastructures, équipements et personnels à la SAR/SM	- Formation inadaptée et inappropriée	Renforcement de la SAR/SM en infrastructures, équipements et personnels

4.2.12. Travail et sécurité sociale

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à la sécurité sociale des travailleurs	1. Absence de mutuelle de santé	- Non assistance médicale des travailleurs - Décès précoce	- Assistance/assurance maladie - Création de 01 mutuelle de santé pour les travailleurs
	2. Absence de structure de sécurité sociale pour les travailleurs	- Pas d'allocation familiale - Pas de couverture sociale en cas d'arrêt d'activités, d'accident, de décès, etc.	- Couverture sociale en cas d'arrêt d'activités, d'accidents, de décès - Création de 01 caisse d'assurance mutuelle pour les travailleurs des villages

4.2.13. Tourisme et loisirs

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer les activités touristiques	1. Sites touristiques non identifiés	- Difficulté à établir la carte touristique - Ignorance du patrimoine touristique - Absence d'activités touristiques	- 01 répertoire de sites touristiques - Identification et constitution du répertoire des sites touristiques de la commune
	2. Sites touristiques et voies d'accès non aménagés	- Difficulté d'accès aux sites touristiques - Faible valorisation du potentiel touristique - Pas de création de revenu	Aménagement des voies d'accès et des sites touristiques existant dans 14 villages concernés (11 grottes, 06 chutes et 02 bassins d'accumulation d'eau)
	3. Absence de structures touristiques	- Faible capacité d'accueil des touristes - Manque d'emplois - Perte de devises	Création des structures/établissements touristiques dans les villages de la commune
	4. Absence de culture touristique	- Non valorisation du potentiel touristique - Perte de devises	Sensibilisation/communication des populations sur les opportunités du tourisme
	5. Absence de guides touristiques	- Difficulté à orienter les touristes - Pas de création d'emplois	Formation de 14 guides touristiques dans les villages à potentiel touristique (Malé, Ndocktiba, Toumbassala, Ngoman II ou Bebondo et Mbema)
	6. Absence d'un office du tourisme fonctionnel	- Inorganisation du secteur touristique - Faible promotion du secteur touristique	Mise en fonction de l'office du tourisme créée de la commune

4.2.14. Forêt et faune

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté de protection et gestion durable de la forêt et de la faune	1. Exploitation anarchique des essences forestières et de la faune	- Menace de disparition des espèces fauniques et forestières - Amenuisement des ressources forestières - Perte de la biodiversité - Déforestation progressive	- Réduction de l'exploitation anarchique - Communication/information des populations sur l'importance de la préservation des ressources forestières - Désarmement des populations riveraines dans les villages - Formation des populations riveraines à l'élevage non conventionnel et en technique d'aquaculture
	2. Ignorance de la réglementation en matière forestière et faunique	- Exploitation anarchique du bois et de la faune - Difficulté à créer une forêt communautaire	- Vulgarisation de la réglementation forestière et faunique - Information sur la procédure de création des forêts communautaires
	3. Absence de comités de vigilance	- Insuffisance de contrôle - Exploitation anarchique	Incitation/facilitation de la création des comités de vigilance dans les villages

	4. Absence d'aires protégées	- Insuffisance de conservation de la biodiversité - Menace de disparition des espèces	Création d'aires protégées (02 réserves forestières et fauniques) dans les zones : *Abinyam-Toumbassala-Miné *Sam-Malè bis-Ndockouma-limite Est de la commune
	5. Absence de pépinières/plantations forestières	Difficulté à reboiser l'espace forestier de la commune	Création de 02 pépinières d'espèces menacées de disparition (Bubinga, Mobigui, Bilinga, Iroko, Fraké) à Abinyam-Toumbassala
	6. Insuffisance de poste forestier et chasse	- Difficulté de contrôle de la forêt - Exploitation anarchique de la forêt	Création de 02 postes forestiers et chasse dans les villages Ndockban1 et Abinyam-Ndockiti

4.2.15. Environnement, protection de la nature et développement durable

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté de protection et de gestion durable de l'environnement	1. Pêche au moyen des produits chimiques	- Pollution de l'eau par les produits chimiques - Destruction abusive de la faune aquatique	- Réduction de la destruction de la faune aquatique - Sensibilisation des populations sur les méfaits de la pêche par les produits chimiques - Formation des populations sur les techniques d'aquaculture
	2. Mauvaise utilisation des engrais et pesticides	- Pollution du sol, de l'eau de surface et de la nappe phréatique - Risque d'intoxication - Destruction de la microfaune et microflore	Formation des populations sur la fertilisation et la lutte phytosanitaire écologiques
	3. Insuffisance de toilettes aménagées	- Prolifération des moustiques - Risque de maladies - Risque d'accidents dans les toilettes - Pollution de la nature	- Aménagement des toilettes dans les villages - Sensibilisation des populations sur l'importance d'aménager des toilettes
	4. Insuffisance de reboisement dans les écoles primaires, les collèges et lycées	- Faible protection des bâtiments contre les intempéries naturelles - Absence de microclimat convivial dans les établissements - Insuffisance de couverture du sol	- Reboisement dans les écoles et établissements scolaires des villages - Création de 01 club des amis de la nature dans chaque école et établissement des villages
	5. Absence de bacs à ordures, de toilettes et points d'eau publics	- Insalubrité dans l'espace vile de la commune - Prolifération des maladies - Pollution de l'air et du sol de l'espace urbain	20 Bacs à ordures (10 à Mbema, 03 à Matoubé, 02 à Malè, 02 à Makita et 01 à Manguelé, 01 à Molock et 01 à Yandock) ; 04 toilettes publics (Matoubé, Malè1, Mbema et Molock) et de 05 points d'eau publics (02 à Matoubé, 02 à Mbema et 01 à Makita) dans l'espace urbain communal

	6.1 Absence de site communal de décharge d'ordures ménagères	- Incapacité de gestion des déchets urbains - Pas de possibilité de recyclage des ordures pour la fabrication du compost	- 01 site communal de décharge des déchets urbains
	6.2 Absence de cimetière communal	Difficultés à inhumer les corps	01 cimetière communal

4.2.16. Habitat et développement urbain

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à l'aménagement harmonieux des zones urbaines et rurale de la commune de Nkondjock	1. Habitat en matériaux provisoires	- Habitat précaire - Exposition aux intempéries - Non respect des normes de construction	- Habitats en matériaux définitifs - Sensibilisation des populations sur l'importance de la construction en matériaux définitifs
	2. Cherté du matériau de construction	Habitats en matériaux provisoires	- Matériaux définitifs de construction - Susciter l'installation des points de vente des matériaux définitifs de construction
	3. Absence de plan de construction	- Construction anarchique - Habitat désordonné	- Dotation les villages (excepté les villages pioniers) de 24 plans de lotissement
	4. Insuffisance de logements sociaux	Faible accès au logement chez les fonctionnaires, visiteurs et immigrants	Construction des logements sociaux
	5. Pas de Plan Sommaire d'Urbanisme de la ville de Nkondjock	- Difficulté de planification du développement de l'espace urbain - Difficulté d'aménager le territoire urbain communal de Nkondjock	01 PSU pour la commune de Nkondjock
	6. Pas de Plan d'Occupation des Sols dans la ville de Nkondjock	Occupation anarchique des sols	01 POS pour la commune de Nkondjock
	7. Absence de plans de construction dans les zones habitables des villages considérés comme établissements humains	- Construction anarchique - Habitat désordonné dans les villages - Non respect des normes de construction	De 04 plans de construction des zones habitables (Ndocksamba, Mabombé, Sohock et Didipé)

4.2.17. Domaines, cadastre et affaires foncières

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à la propriété foncière	1. Absence de titre foncier	- Conflits fonciers entre les populations - Occupation anarchique de l'espace dans les villages	- Titres fonciers - Facilitation de l'obtention des titres fonciers
	2. Ignorance des procédures d'obtention du titre foncier	Absence de titre foncier	- Vulgarisation des procédures d'obtention du titre foncier à travers les campagnes d'information
	3. Litiges frontaliers entre villages	- Risque de conflits entre villages	- Délimitation des zones de démarcation inter et intra villages
	4. Litiges fonciers dans les villages	- Risque de guerre	Résolution des conflits
	5. Raréfaction des terres d'occupation pour les populations de la ville	Risques de conflits fonciers	Constitution d'une réserve foncière urbaine et périurbaine

4.2.18. Recherche scientifique et innovation

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Accès limité aux résultats d'innovations de la recherche dans la commune de Nkondjock	1. Absence d'encadrement sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits (agricoles et forestiers) post récolte et d'élevage non conventionnel	- Utilisation du matériel végétal de mauvaise qualité - Baisse de la fertilité des sols - Perte des produits post récolte - Forte pression d'exploitation sur la faune sauvage	- Encadrement/formation sur les thématiques spécifiques - Organisation des sessions de formation sur : - La production du matériel végétal de qualité - Les techniques de lutte antiérosives et d'amélioration de la fertilité du sol - Les techniques de transformation des produits agricoles et forestiers non ligneux - Les techniques d'élevage non conventionnel
	2. Insuffisance d'utilisation des semences, variétés et races améliorées	- Faible production des unités de production agricoles et pastorales - Faible revenu	- Information sur les performances productives des variétés, semences et races améliorées - Vulgarisation des points d'approvisionnement en semences et races améliorées
	3. Absence de semences, variétés et races améliorées	- Faible développement des activités agricoles et pastorales	Approvisionnement des producteurs de villages en semences, variétés et races améliorées
	4. Ignorance sur l'existence des structures d'approvisionnement en	- Utilisation des variétés et races locales	Vulgarisation/diffusion de l'information sur les structures d'approvisionnement en semences, variétés et races améliorées

	variétés, semences et races améliorées	- Faible productivité des variétés et races	
	5. Faible identification et valorisation des plantes médicinales	Potentiel/vertu des plantes médicinales mal connu	- Inventaire et répertoire des plantes médicinales des villages - Maîtrise du potentiel et des vertus des plantes médicinales - Promotion de la recherche sur les plantes médicinales

4.2.19. Commerce

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer les activités commerciales	1. Absence de marché	- Difficulté d'approvisionnement en produits de première nécessité - Difficulté à commercialiser les produits de la récolte - Mévente des produits	Création et construction de 01 marché à : Madip, Matin-Miné, Dékoulé, Mabombé, Sam, Ndomalang, Ngoman1 et 2, Ndockouma, Njingang, Ndocksamba
	2. Insuffisance des équipements et infrastructures dans les marchés existants	- Insalubrité dans les marchés - Cadre et conditions d'exercice de l'activité commercial inappropriés - Difficulté à opérer les échanges commerciaux	- Equipements et infrastructures dans les 04 marchés existants - Dotation dans les 05 marchés existants de : Parc à petit bétail, abattoir, magasin, point d'eau, toilettes, etc.
	3. Absence de marchés à bestiaux	- Difficulté à obtenir les statistiques commerciales	Création et aménagement de 01 marché à bestiaux pour chacun des 07 villages concernés : Sohock, Tam, Kouedjou, Mabombé, Ndocksamba, Dékoulé, Ndockban2

4.2.20. Jeunesse et éducation civique

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'épanouissement de la jeunesse	1. Bâtiment du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ) inachevé	- Insuffisance d'activités d'animation pour les jeunes - Absence d'un cadre de concertation des jeunes - Insuffisance de formation des jeunes	Finition des travaux de construction du CMPJ de la commune de Nkondjock
	2. Absence d'un Centre d'Alphabétisation Fonctionnel	- Accentuation de l'analphabétisme - Faible capacité de formation des populations dans les secteurs productifs	Création et construction de 04 centres d'alphabétisation (Mabombé, Ndocktiba, Matin, Sohock)

	3. Insuffisance de stages de vacances pour jeunes des villages	- Difficulté à préparer les rentrées scolaires chez les jeunes - Faible autonomie financière des jeunes	- Stages de vacances pour jeunes des villages - Création d'un mécanisme d'accroissement du nombre de stage pour jeunes
	4. Non représentativité des jeunes des villages de la commune dans les stages de vacances	- Frustration - Tension sociale	- Mise en place d'un mécanisme permettant la représentativité/participation aux stages de vacances des jeunes de tous les villages
	5. Insuffisance d'appui financier des jeunes	- Faible autonomie des jeunes - Insuffisance d'activités économiques des jeunes - Faible pouvoir d'achat des jeunes	Augmentation du nombre de jeunes financièrement appuyés (les appuis financiers pour jeunes)
	6. Absence de colonies de vacances /camps des jeunes	Insuffisance d'activités de détente et loisir	Organisation des camps de jeunes ou des colonies de vacances
	7. Ignorance de l'existence d'un Conseil National de la Jeunesse du Cameroun-Bureau de Nkondjock (CNJC-BN)	- Absence d'un cadre de dialogue entre les jeunes - Sous information des jeunes sur leurs droits et devoirs	Communication/information des jeunes sur les activités du CNJC-BN

4.2.21. Sports et éducation physique

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer les activités sportives et d'éducation physique	1. Insuffisance des infrastructures sportives et d'éducation physique	- Absence de cadre d'épanouissement sportif - Oisiveté - Pratique désordonnée du sport - Exode des jeunes - Insuffisance de championnat de vacances	- Infrastructures sportives et d'éducation physique - Construction des aires de jeu dans les villages
	2. Absence de centre de formation en discipline sportive	- Absence d'identification et d'encadrement des talents sportifs - Faible promotion des disciplines sportives - Absence/insuffisance de formation en discipline sportive	Création et construction d'au moins 02 centres de formation en discipline sportive
	3. Absence de championnat de vacances inter villages	- Oisiveté - Exode vacancière - Insuffisance d'animation vacancière dans les villages - Faible rapprochement fraternel des populations des villages	Organisation des championnats de vacances inter villages
	4. Un stade municipal de football non aménagé	- Faible organisation des activités sportives - Faible fréquentation par les sportifs	Aménagement du stade municipal de football de la commune de Nkondjock

4.2.22. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLEME	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer les petites et moyennes entreprises (PME) et l'artisanat	1. Inorganisation des artisans et autres corps de métiers	- Difficulté pour les artisans de bénéficier des appuis - Difficulté de commercialiser les produits artisanaux	Accompagnement des artisans dans la création et la légalisation des GIC
	2. Absence de structures d'encadrement des artisans et des très petites « PME/PMI »	- Faible promotion des activités artisanales - Difficulté de commercialisation des produits artisanaux - Non participation des artisans au concours régionaux des artisans	Structures d'encadrement pour artisans
	3. Absence de PME	- Exode rural - Pas de création d'emplois - Chômage	Facilitation de la création et de l'installation des PME dans les villages
	4. Absence d'appuis aux artisans des villages	- Découragement des acteurs - Faible développement de l'activité artisanale	Appuis financiers/matériel pour artisans
	5. Un fichier communal des contribuables non actualisé	Difficulté de gestion des ressources financières issues des contribuables de la commune de Nkondjock	01 fichier communal des contribuables actualisé
	6. Ignorance de la réglementation fiscale par les corps de métiers	- Réticence au paiement de l'impôt libérateur et autres taxes fiscales - Conflits entre agents de recouvrement fiscal et les contribuables	Des réunions de concertation et d'échange/communication avec les corps de métiers sur la réglementation fiscale

4.2.23. Industries, mines et développement technologique

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté à développer les activités minières	1. Inorganisation des artisans miniers	- Difficultés à bénéficier des appuis financiers et/ou matériel	Accompagnement des artisans miniers dans la création et la formalisation en GIC de leurs groupes
	2. Exploitation informelle des carrières	- Faible bénéfice communautaire tiré - Absence de création de richesse (commune et villages)	Formalisation des activités du secteur minier
	3. Carrières de pierres et sable non exploitées	- Perte de devise	Création des projets valorisant le potentiel des carrières de sable et pierres non exploitées
	4. Non identification des ressources minières du sol et du sous-sol	- Potentiel minier inconnu - Perte de devise	Exploration et constitution du répertoire des ressources minières du sol et sous-sol de la commune
	5. Accès et sites miniers non aménagés	- difficulté d'exploitation et de commercialisation Rareté du matériau de construction	Aménagement des accès et sites miniers de la commune
	6. Exploitation artisanale des carrières	- Pénibilité du travail	Organisation et équipement Matériel des exploitants

		- Faible niveau d'extraction des ressources minières - Faible revenu des exploitations minières	mineurs de la commune
	7. Absence de fichier communal du potentiel minier	Difficulté à valoriser le potentiel minier	01 fichier communal du potentiel minier

4.2.24. Transport

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès et de circulation dans la commune de Nkondjock	1. Inorganisation du secteur de transport	Difficultés d'approvisionnement -Coût de vie élevé -Découragement - Cherté du transport	- Organisation des acteurs du secteur du transport - Mettre en place un cadre de concertation entre les acteurs du secteur du transport.
	2. Absence de gare routière	-Stationnement abusifs -Encombrement des routes	Création et aménagement des gares routières.
	3. Insuffisance de moyens de transport.	-Perte des produits liés à la commercialisation, -dépérissement des produits vivriers. -Retard dans les missions et tout autre rendez-vous.	- Faciliter de la création d'au moins une agence de voyage
	4. Mauvais état de la route	-Cherté du transport -Insuffisance d'approvisionnement en produits de première nécessité -Difficultés d'installation des opérateurs économiques -Frein au développement économique de la localité/villages de l'Arrondissement de Nkondjock.	. Aménagement routier des axes pont Mahè-Ndocban et Ndocbounè-pont Makombè
	5. Coût élevé de transport dans la commune	- Difficulté de déplacement - Difficulté d'échange avec l'extérieur	01 cadre consensuel de fixation concertée du tarif de transport
	6. Insuffisance d'appui aux transporteurs	Difficulté d'exercice de l'activité de transport en toute sécurité	En équipement de protection/identification (casques, lunettes, chasubles, gangs, etc.)
	7. Mauvaises conditions de transport des personnes et des biens dans la commune	-Risques d'accidents -Insuffisance d'approvisionnement en produits de première nécessité -Difficultés d'installation des opérateurs économiques	02 postes de contrôle en prévention routière

4.2.25. Postes et télécommunication

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès aux réseaux de télécommunication	1. Insuffisance de couverture en réseau téléphonique (MTN, Orange, Camtel)	- Retard dans la transmission de l'information - Sous information - Difficulté à communiquer	- Couverture complète des villages de la commune en réseau téléphonique MTN, Orange et Camtel - Installation de 02 pylônes supplémentaires dans la commune, à Bébondou et Sohock ou Sam
	2. Un Centre Polyvalent Numérique d'Accès (CPNA) non fonctionnel au Bureau des postes de la commune de Nkondjock	Difficulté d'accès aux technologies de l'information et de la communication	01 antenne camtel
	3. Absence de télécentre communautaire	Difficulté d'accès aux technologies de l'information et de la communication	01 télécentre communautaire créé
	4. Insuffisance de personnels, matériel au bureau des postes	Faible efficacité de fonctionnement du bureau des postes de la commune	- 01 agent de guichet - 01 receveur - 01 agent d'entretien/gardien - Matériel technique de transfert d'argent

4.2.26. Communication

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès et de partage de l'information	1. Absence de couverture en radio/presse écrite	- Longue chaîne d'information - Déformation de l'information	- Couverture des villages en radio, presse écrite et télévision - Installation des antennes de relais, radio et télé - Création des kiosques à journaux
	2. Absence de radio communautaire	- Déficit d'information de la population - Pas de diffusion de l'information en langue local - Sous information des populations - Faible promotion/valorisation des langues locales	Création d'une radio communautaire dans la commune
	3. Perturbation des réseaux de communication	- Déficit d'information de la population - Sous information des populations	- 01 réseau de communication stable - Installation des pylônes de communication

4.2.27. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès aux infrastructures publiques, aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre dans la commune de Nkondjock	1. Insuffisance de postes de gendarmerie	- Insécurité des biens et des personnes - Risque de transit des réseaux de trafic	03 postes de gendarmerie de proximité à Njingang, Benga1 et Madip
	2. Insuffisance de centre d'état civil	Difficulté d'établissement des actes de naissance	05 centres d'état civil à : Matin, Mabombé, Sohock, Ndocksama et Nondock
	3. Litiges fonciers entre villages	Risque de conflits	- 01 commission de résolution des litiges frontaliers - Résolution définitive des conflits à travers l'établissement des actes/décisions de délimitation et de bornage
	4. Insuffisance de comités de vigilance opérationnels	- Faible surveillance des ressources naturelles dans la commune - Risque d'insécurité	- Redynamisation de 39 comités de vigilance dans la commune de Nkondjock
	5. Insuffisance de personnels à la sous préfecture de Nkondjock	Réduction de l'efficacité de fonctionnement de la sous préfecture	Affectation de 03 personnels à la sous préfecture de Nkondjock
	6. Absence de 01 commissariat de sécurité publique	Risque d'insécurité dans la commune de Nkondjock	Création d'un commissariat de sécurité publique

4.2.28. Enseignement supérieur

PROBLEME REFORMULE	CAUSES PRINCIPALES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficulté d'accès à aux établissements de l'enseignement supérieur	1. Absence d'établissement de l'enseignement supérieur	- Abandon précoce des études - Exode rural	Facilitation de la création des établissements de l'enseignement supérieur
	2. Coût élevé d'accès à l'enseignement supérieur	- Inaccessibilité aux études supérieures - Faible professionnalisation	- Appuis financiers/bourses aux diplômés du supérieur - Octroi des bourses d'études aux étudiants - Réduction du coût des logements universitaires

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectif du PCD

Le PCD vise la mise à la disposition de la commune d'Arrondissement de Nkondjock d'un document de référence fournissant la vision de développement dans tous les secteurs tel que envisagée par toutes les catégories d'acteurs dans l'espace géographique de la commune.

Plus spécifiquement, le PCD vaudrait:

- ✓ Permettre à l'institution communale de faire un état des lieux de la situation de développement dans 27 secteurs sur l'espace géographique de la commune et d'arrêter les actions à entreprendre ;
- ✓ Permettre aux acteurs de développement sur le territoire communal d'élaborer et de valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la commune ;
- ✓ Permettre à l'institution communale d'élaborer et de valider un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour la première année de mise en œuvre du PCD dans la commune ;
- ✓ Mettre en place un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- ✓ Mettre en place au sein de l'institution communale, un plan marketing du PCD et une stratégie pour la recherche des financements à la réalisation des actions envisagées;
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre du processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL GADD.

5.2. Cadre logique par secteur

SECTEUR 0 : Institution communale				
PROBLEME PRIORITAIRE : Faible capacité d'intervention technique et financière de l'institution communale				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la capacité d'intervention technique et financière de l'institution communale			
Objectifs spécifiques	1. Accroître l'effectif du personnel communal	Le nombre de personnel communaux passe de 16 à 18 d'ici 2012	-Comptes administratifs de la commune	Sources de financement disponibles
	2. Renforcer les capacités opérationnelles du personnel et des conseillers municipaux.	Le nombre de séminaires à l'intension des Conseillers Municipaux passe de 01 à 3 d'ici 2013	Documents communaux	Financement disponible
		Le nombre de séminaire sur le recouvrement des taxes propres de la commune passe de 0 à 1	-Documents communaux	Le personnel communal joue effectivement son rôle
		un profil de carrière du personnel communal existe et est appliqué d'ici 2016	Comptes administratifs de la commune	
		03 séminaires de renforcement des capacités à l'intension du personnel communal organisé d'ici 2017	Documents communaux	
	3 Mettre sur pieds les mécanismes d'accroissement des recettes communales	Les recettes communales augmentent de 60% d'ici 2020	-Documents communaux - Comptes de gestion de la commune	- les populations collaborent normalement - Les agents communaux font effectivement leur travail
	4. Améliorer les capacités du conseil municipal à la Gestion du Patrimoine Communal (GPC).	Le nombre de session d'information et de formation du conseil municipal à la gestion du patrimoine communal passe de 0 à 3 d'ici 2017	-Documents communaux Comptes de gestion de la commune	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	5. Susciter l'institution communale à la recherche des partenariats.	Deux partenariats au moins signés avec d'autres communes d'ici 2020	-Documents communaux - Conventions de partenariat de la commune	Les autres communes adhérentes à l'idée de partenariat entre commune
		Le plan de marketing et de communication existe d'ici 2015	-Documents communaux	Disponibilité de financement
6. Faciliter le contrôle citoyen au sein	Le nombre de rencontres commune-population	Documents communaux	- Sources de	

	de l'institution communale.	<p> passe de 0 à 03 dans l'espace communal d'ici 2017</p> <p> une plate forme de concertation avec les autres de développement de commune fonctionnelle.</p>	Documents communaux	<p> financement disponibles</p> <p> - Les populations et autres acteurs de développement collaborent/adhérent aisément</p>
Résultats	R.1) L'effectif du personnel communal a accru	Le nombre de personnel communaux passe de 16 à 18 d'ici 2012	-Comptes administratifs de la commune	Sources de financement disponibles
	R.2) Les capacités opérationnelles du personnel et des conseillers municipaux sont renforcées.	Le nombre de séminaires à l'intension des Conseillers Municipaux est passé de 01 à 3 d'ici 2013	Comptes administratifs de la commune	Financement disponible
		Le nombre de séminaire sur le recouvrement des taxes propres de la commune est passé de 0 à 1	Documents communaux	Le personnel communal joue effectivement son rôle
		un profil de carrière du personnel communal existe et est appliqué d'ici 2014	Documents communaux	
		03 séminaires de renforcement des capacités à l'intension du personnel communal nouvellement organisé d'ici 2015	Documents communaux	
	R.3) Les mécanismes d'accroissement des recettes communales sont mises sur pied	Les recettes communales augmentent de 60% d'ici 2020	-Documents communaux - Comptes de gestion de la commune	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	R.4) Les capacités du conseil municipal à la Gestion du Patrimoine Communal sont améliorées.	Le nombre de sessions d'information et de formation du conseil municipal à la gestion du patrimoine communal organisé d'ici 2017	-Documents communaux Comptes de gestion de la commune	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	R.5) La recherche de partenariats par l'Institution communale est suscitée.	Deux partenariats au moins signés avec d'autres communes d'ici 2020	-Documents communaux	Les sources de financements sont disponibles
		Le plan de marketing et de communication existe d'ici 2015	-Documents communaux	Disponibilité de financement
	R.6) Le contrôle citoyen au sein de l'institution communale est facilité.	Le nombre de rencontres commune-population passe de 0 à 03 dans l'espace communal d'ici 2017	Documents communaux	- Sources de financement disponibles
Une plate forme de concertation avec les autres de développement de commune fonctionnelle.		Documents communaux	- Les populations et autres acteurs de développement	

				collaborent/adhérent aisément
Activités		Moyens	Coût (Millier Fcfa)	Conditions préalables de réalisation
	1. Recrutement de 02 cadres communaux.	Humains, financiers, matériels	1 000	Sources de financement disponibles
	2.1 Réalisation des études pour l'élaboration du profil de carrière du personnel communal.	Humains, financiers, matériels	200	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	2.2 Organisation de 01 séminaire par an et sur 3 ans de renforcement des capacités à l'intention du personnel communal et des conseillers municipaux.	Humains, financiers, matériels	1 500	
	3.1 Identification de toutes les sources de recettes propres de la commune	Humains, financiers, matériels	1 000	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	3.2 Elaboration d'un fichier du contribuable de la commune	Humains, financiers, matériels	500	Les populations collaborent aisément avec la commune
	3.3 Organisation d'un séminaire sur les techniques de recouvrement des taxes propres de la commune	Humains, financiers, matériels	500	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	3.4 Mise en fonction et équipement de l'office du tourisme de la commune	Humains, financiers, matériels	8 000	Disponibilité des financements
	3.5 Construction et équipement d'un musée d'art municipal	Humains, financiers, matériels	20 000	Sources de financement disponible
	4.1 Information/Communication sur l'importance de l'implication du Conseil Municipal dans la gestion de l'ensemble du patrimoine communal	Humains, financiers, matériels	1500	Le personnel communal joue effectivement son rôle
	4.2 Mise à jour du registre d'inventaire du patrimoine communal	Humains, financiers, matériels	300	

	5.1 Promotion des partenariats avec d'autres communes.	Humains, financiers, matériels	5 000	Disponibilité de financement
	5.2 Elaboration d'un plan de marketing et de communication pour le PCD.	Humains, financiers, matériels	7 500	Disponibilité de financement
	5.3 Création et mise en fonction d'une bibliothèque municipale.	Humains, financiers, matériels	(Coût pris en compte dans le secteur Communication)	
	5.4 Mise en place d'un site web de la commune	Humains, financiers, matériels		
	6.1 Organisation de 03 rencontres commune-population dans l'espace communal.	Humains, financiers, matériels	1 700	- Sources de financement disponibles
	6.2 Mise sur pied d'une plate forme de concertation avec les autres acteurs de développement de la commune.	Humains, financiers, matériels	1 000	- Les populations et autres acteurs de développement collaborent/adhérent aisément
	6.3 Octroi de 100 stages de vacances par an et pendant 3 ans dans la commune	Humains, financiers, matériels	7 500	Sources de financement disponibles
TOTAL			57 700	/

SECTEUR 01 : Agriculture et Développement Rural

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à développer une agriculture rentable et durable dans la commune de Nkondjock

Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la pratique d'une agriculture rentable et durable			
Objectifs spécifiques	1. Renforcer l'encadrement technique et le soutien matériel des agriculteurs dans la commune de Nkondjock	02 sessions de formation en vue du renforcement des capacités des agriculteurs par trimestre d'ici 2017	Rapports de DDADER Yabassi	Les GIC ont adhéré à la campagne d'encadrement
		180 GIC créées d'ici 2020	Rapports de DDADER Yabassi	
	46 BVIP sont créées et équipées d'ici 2025	Rapports de DDADER Yabassi	Les agriculteurs sont suffisamment sensibilisés	
	Un CEAC est créée, construit et	Rapports de DDADER Yabassi	Un dossier de demande est	

		équipé d'ici 2015		soumis à temps au MINADER
		04 postes agricoles construits et équipés d'ici 2020	Rapports de DDADER Yabassi	Les postes agricoles demandés sont construits et équipés par l'Etat
		Le personnel d'encadrement agricole passe de 5 à 10 d'ici 2015	Rapports de DDADER Yabassi	Le personnel d'encadrement technique est affecté dans chaque poste agricole
		06 motos disponibles pour encadreurs agricole d'ici 2017	Rapports de DDADER Yabassi	Les financements sont disponibles
	2. Accroître et aménager les pistes de collectes dans la commune de Nkondjock	- 44 km de piste agricole aménagé - 88 Km de piste collecte ouverte	Rapports de DDADER et DDTP Yabassi	Les pistes de collectes demandées sont ouvertes et aménagées par l'Etat
	3. Faciliter l'accès des agriculteurs de Nkondjock aux intrants agricoles de bonne qualité	Le nombre d'OP appuyé augmente de 3 à 320 d'ici 2022	- Rapports de DDADER Yabassi - Documents communaux	La demande d'appuis financier/matériel des OP est satisfaite
		Un magasin de stockage et de vente des produits phytosanitaires est disponible et fonctionnel à Nkondjock d'ici 2017	Acte de création de la commune	La commune dispose des ressources financière pour soutenir ce projet
		06 sessions de formation sur les mécanismes de recherche de financement organisées d'ici 2016.	Rapports de DDADER Yabassi	Les OP sont formées sur les mécanismes de montage de microprojets et requêtes de financement agricole
		32 OP effectuent des achats groupés dans la commune d'ici 2015	Rapports de DDADER Yabassi	Les achats groupés des intrants agricoles sont effectués par les OP
	4. Encourager les agriculteurs de la commune à la pratique de leur activité	02 mini comices pastoraux organisé dans la commune d'ici 2015	Rapport DDEPIA yabassi	Les financements sont disponibles
Résultats	R.1 L'encadrement technique et le soutien matériel des agriculteurs sont renforcés dans la commune	02 sessions de formation en vue du renforcement des capacités des agriculteurs par trimestre d'ici 2017	Rapports de DDADER Yabassi	Les GIC ont adhéré à la campagne d'encadrement
		04 postes agricoles construits et équipés d'ici 2020	Rapports de DDADER Yabassi	Les postes agricoles demandés sont construits et équipés par

				l'Etat
		Le personnel d'encadrement agricole passe de 5 à 10 d'ici 2015	Rapports de DDADER Yabassi	-Le personnel d'encadrement technique est affecté dans chaque poste agricole
		06 motos disponibles pour encadreurs agricole d'ici 2017	Rapports de DDADER Yabassi	Les financements sont disponibles
	R.2 Les pistes de collecte ont accrues et sont aménagées dans la commune	- 44 km de piste agricole aménagé - 88 Km de piste collecte ouverte	Rapports de DDADER Yabassi	Les pistes de collectes demandées sont ouvertes et aménagées par l'Etat
	R.3 L'accès des agriculteurs de Nkondjock aux intrants agricoles (pesticides et semences) est facilité.	Le nombre d'organisation des agriculteurs ayant accès aux intrants est passé de 3 à 320 d'ici 2022	Rapports de DDADER Yabassi	La demande d'appuis financier/matériel des OP est satisfaite
		06 sessions de formation sur les mécanismes de recherche de financement organisées d'ici 2016.	Rapports de DDADER Yabassi	Les OP sont formées sur les mécanismes de montage de microprojets et requêtes de financement agricole
		32 OP effectuent des achats groupés dans la commune d'ici 2015	Rapports de DDADER Yabassi	Les achats groupés des intrants agricoles sont effectués par les OP
		Un magasin de stockage de produits phytosanitaires construit d'ici 2020	Rapports de DDADER Yabassi	
	R.4 Les agriculteurs de la commune sont encouragés dans la pratique de leur activité	02 mini comices pastoraux organisé dans la commune d'ici 2015	Rapport DDEPIA yabassi	Les financements sont disponibles
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Organisation de 10 campagnes de sensibilisation des agriculteurs sur la mise en place des nouveaux GIC.	Humains, Financiers, Matériels	10 000	Les GIC ont adhéré aux campagnes d'encadrement
	A.1.2. Création de 46 BVIP dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	140 000	
	A.1.3 Organisation de 10 sessions de formation des agriculteurs de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	10 000	Les formations sollicitées sont réalisées par le personnel

	sur les techniques culturelles.			d'encadrement agricole
	A.1.4. Création, construction et équipement d'un CEAC dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	65 000	Le MINADER crée et affecte le budget de construction et d'équipement
	A.1.5 Construction et équipement de 04 postes agricoles. (Benga1, Malé, Sohock, Toumbassala)	Humains, Financiers, Matériels	72 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.1.6. Mise en place d'une unité communale de production des semences améliorées (Cacao, café, bananier plantain etc.) à Mbema	Humains, Financiers, Matériels	286 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.1.7 Réhabilitation du CEFER de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	214 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.1.8 Acquisition de 06 motos (AG 100) pour encadreurs agricoles	Humains, Financiers, Matériels	18 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.1.7 Affectation de 05 personnels d'encadrement agricole (02 CPA (Mabombé et Malè) et 03 personnels d'appui pour la DAADER) dans la commune de Nkondjock.	Humains, Financiers, Matériels	200	L'Etat continue à affecter le personnel d'encadrement technique agricole
	A.2.1 Aménagement de 44 km de piste agricoles dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	Cf travaux publics	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.2.2 Ouverture de 88 km de piste de collecte dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	Cf travaux publics	
	A.3.1 Octroi des subventions aux producteurs de la commune en par an et pendant 10 ans	Humains, Financiers, Matériels	500	Les subventions accordées aux OP sont inscrites dans le BIP
	A.3.2. Organisation de 2 sessions de formation des leaders des OP par an et pendant 3 ans sur les mécanismes de recherche de financement	Humains, Financiers, Matériels	9 000	- Les cadres de formations sont mobilisés - Les OP ont souscrits
	A.3.3 Organiser 2 campagnes de sensibilisation des OP sur l'importance des achats groupés	Humains, Financiers, Matériels	2 000	
	A.3.4. Construction et équipement d'un magasin de stockage des produits	Humains, Financiers, Matériels	500 000	

	phytosanitaires à Mbema			
	A.4. Organisation annuelle d'un mini comice Agro pastoral	Humains, Financiers, Matériels	5 000	Les financements sont disponibles
Total			1 331 700	

SECTEUR 02 : Elevage, Pêche et Industries Animales

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à développer un élevage rentable dans la commune de Nkondjock

Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèse de réalisation	
Objectif global	Faciliter le développement d'un élevage rentable dans la commune de Nkondjock				
Objectifs spécifiques	1. Renforcer l'encadrement technique des éleveurs de la commune de Nkondjock	02 CZCSV créées d'ici 2020	Rapport Yabassi	DDEPIA	Les CZCSV demandés sont créés par l'Etat
		Le nombre de campagne de sensibilisation des éleveurs de la commune sur la mise en place des GIC est passé de 0 à 5 en 2017	Rapport Yabassi	DDEPIA	- Le personnel d'encadrement des producteurs remplissent leur rôle - De nouvelles sollicitations des GIC sont enregistrées
		80 OE créées dans la commune d'ici 2020	Rapport yabassi	DDEPIA	
		Le nombre de personnel qualifié d'encadrement des éleveurs dans la commune passe de 1 à 5 d'ici 2014	Rapport Yabassi	DDEPIA	Le personnel d'encadrement technique est affecté par l'Etat
		10 sessions de formation des éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel et non conventionnel organisées d'ici 2017	Rapport Yabassi	DDEPIA	Le personnel d'encadrement des producteurs remplissent leur rôle
	2. Faciliter l'accès des éleveurs de la commune de Nkondjock aux intrants d'élevage (races améliorées, provendes et vaccins) et en semences piscicoles	49 sessions de formation des OE sur la fabrication des aliments à base d'ingrédients locaux d'ici 2020	Rapport Yabassi	DDEPIA	
		40 leaders d'O.E formés sur les mécanismes de recherche des financements d'ici 2014	Rapport Yabassi	DDEPIA	Les OE sont formées sur les mécanismes de montage de microprojets et requêtes de financement d'élevage
		Le nombre d'O.E appuyé financièrement et en intrants d'élevage passe de 14 à 40 d'ici 2017	Rapport yabassi	DDEPIA	La demande d'appuis financier/matériel des OE est satisfaite
	40 OE effectuent les achats groupés d'ici 2017	Rapport	DDEPIA	Les achats groupés des intrants	

			Yabassi	d'élevage sont effectués par les OP
		Le nombre de multiplicateurs des reproducteurs est passé de 0 à 49 d'ici 2015	DDEPIA Yabassi	Les multiplicateurs de reproducteurs sont formés par les encadreurs d'élevage
		Le nombre de journées d'information sur les points de production et d'approvisionnement en intrants d'élevage passe de 0 à 5 d'ici 2017		Les journées demandées sont organisées par le personnel d'encadrement en élevage
		Le nombre de point de vente des intrants d'élevage passe de 02 à 05 d'ici 2017	DDEPIA Yabassi	Les conditions d'installation des points de ventes sont facilitées
	3. Renforcer les infrastructures et équipements du CZCSV et la DAEPIA de la commune	- 01 CZCSV construit et équipé d'ici 2020 - Un bâtiment à la DAEPIA réhabilité d'ici 2020	Rapport Yabassi DDEPIA	Les financements sont inscrits dans le BIP
	4. Encourager les éleveurs de la commune à la pratique de leur activité	Le nombre de campagne de vaccination collective des bêtes dans la commune passe de 0 à 10 d'ici 2022	Rapport Yabassi DDEPIA	Les campagnes de vaccination collectives sollicitées sont organisées
		80 nouveaux groupes d'éleveurs créés dans la commune d'ici 2018	Rapport Yabassi DDEPIA	Les nouvelles sollicitations de création des OE sont enregistrées
Résultats	R.1 L'encadrement technique des éleveurs de la commune est renforcé	02 CZCSV créés d'ici 2020	Rapport Yabassi DDEPIA	Les CZCSV demandés sont créés par l'Etat
		Le nombre de personnel qualifié d'encadrement des éleveurs dans la commune passe de 1 à 5 d'ici 2014	Rapport Yabassi DDEPIA	Le personnel d'encadrement technique est affecté par l'Etat
		80 OE créés dans la commune d'ici 2020	Rapport Yabassi DDEPIA	- Le personnel d'encadrement des producteurs remplissent leur rôle - De nouvelles sollicitations des GIC sont enregistrées
		Le nombre de personnel qualifié d'encadrement des éleveurs dans la commune passe de 1 à 5 d'ici 2014	Rapport Yabassi DDEPIA	
		10 sessions de formation des éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel et non conventionnel organisées d'ici 2017	Rapport Yabassi DDEPIA	Le personnel d'encadrement des producteurs remplissent leur rôle
	R.2 L'accès des éleveurs aux intrants d'élevage et semences piscicoles est facilité dans la commune	49 sessions de formation des OE sur la fabrication des aliments à base d'ingrédients locaux d'ici 2020	Rapport Yabassi DDEPIA	Le personnel d'encadrement des producteurs remplissent leur rôle
		40 leaders d'O.E formés sur les mécanismes de recherche des financements d'ici 2014	Rapport Yabassi DDEPIA	Les OE sont formées sur les mécanismes de montage de microprojets et requêtes de

			yabassi	financement d'élevage
		Le nombre d'O.E appuyé financièrement et en intrants d'élevage passe de 14 à 40 d'ici 2017		Les conditions d'installation des points de ventes sont facilitées
		40 OE effectuent les achats groupés d'ici 2017	Rapport Yabassi DDEPIA	La demande d'appuis financier/matériel des OE est satisfaite
		Le nombre des multiplicateurs des reproducteurs est passé de 0 à 49 d'ici 2015	DDEPIA Yabassi	Les multiplicateurs de reproducteurs sont formés par les encadreurs d'élevage
		Le nombre de journées d'information sur les points de production et d'approvisionnement en intrants d'élevage passe de 0 à 5 d'ici 2017	Rapport Yabassi DDEPIA	Les journées demandées sont organisées par le personnel d'encadrement en élevage
		Le nombre de point de vente des intrants d'élevage passe de 02 à 05 d'ici 2017	DDEPIA Yabassi	Les conditions d'installation des points de ventes sont facilitées
	R.3 Les infrastructures et équipements à la DAEPIA et au CZCSV de la commune sont renforcés	- 01 CZCSV construit et équipé d'ici 2020 - Un bâtiment à la DAEPIA réhabilité d'ici 2020	Rapport Yabassi DDEPIA	Les financements sont inscrits dans le BIP
	R.4 Les éleveurs de la commune sont encouragés dans la pratique de leurs activités	Le nombre de campagne de vaccination collective des bêtes dans la commune	Rapport Yabassi DDEPIA	Les campagnes de vaccination collectives sollicitées sont organisées
		80 nouveaux groupes d'éleveurs créés dans la commune d'ici 2018	Rapport Yabassi DDEPIA	Les nouvelles sollicitations de création des OE sont enregistrées
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Création, construction et équipement de 02 nouveaux CZCSV dans la commune (à Sohock et Benga)	Humains, Financiers, Matériels	80 000	
	A.1.2 Organisation d'une campagne de sensibilisation par an des éleveurs de la commune sur la mise en place des GIC pendant 5 ans	Humains, Financiers, Matériels	750	
	A.1.3 Sollicitation d'affectation de 05 personnels qualifiés au	Humains, Financiers, Matériels	200	

CZCSV (1Chef de centre, 01TS en aquaculture et 01 TS des industries animales) et la DAEPIA (02 personnels d'appui)			Disponibilité des sources de financement
A.1.4 Organisation de 02 sessions de formation des éleveurs par an et pendant 5ans sur les techniques d'élevage conventionnel et non conventionnel	Humains, Financiers, Matériels	20 000	
A.2.1 Organisation de 49 sessions de formation des éleveurs sur la fabrication des aliments à base des ingrédients locaux	Humains, Financiers, Matériels	2 000	
A.2.2 Formation de 40 leaders des OE existant dans la commune sur les mécanismes de recherche des financements	Humains, Financiers, Matériels	200	
A.2.3 Appui aux OE existant dans la commune financièrement et en intrants d'élevage	Humains, Financiers, Matériels	100 000	
A.2.4 Organisation de 20 formations des OE sur les techniques et gestion des achats groupés	Humains, Financiers, Matériels	1 000	
A.2.5 Formation de 49 multiplicateurs de reproducteurs dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	10 000	
A.2.6 Organisation d'une journée d'information et de sensibilisation par an et sur 5 ans sur les points de production et d'approvisionnement en intrants d'élevage	Humains, Financiers, Matériels	750	
A.2.7 Facilitation à la création de 3 points de vente des intrants	Humains, Financiers, Matériels	200	

d'élevage à Ndockban, Mabombè-Ndocksamba et Ndocktiba			
A.3.1 Construction et équipement du CZCSV de la commune	Humains, Financiers, Matériels	18 000	
A.3.2 Réhabilitation d'un bâtiment à la DAEPIA de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	15 000	
A.4.1 Organisation d'une campagne de vaccination collective des bêtes par an dans la commune et pendant 10 ans	Humains, Financiers, Matériels	15 000	
Total		263 100	

SECTEUR 03 : Santé Publique				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Ouvrir le CSI crée de Madip.	Le nombre de formation sanitaires publiques fonctionnelles dans la commune passe de 7 à 8 d'ici 2017	- Rapports du District de santé de Nkondjock	Disponibilité des financements
	2. Renforcer les infrastructures dans les formations sanitaires publiques de la commune.	Le nombre de bâtiments de CSI nouvellement construit passe de 1 à 5 d'ici 2020	Rapports de l'Hôpital de District de Nkondjock (HDN)	Les infrastructures, médicaments et équipement demandés sont accordés par l'Etat
		Le nombre de forage nouvellement aménagé dans les formations sanitaires publiques de la commune passe de 0 à 6 d'ici 2015	Rapports de l'hôpital de district de Nkondjock	
		Le nombre de formations sanitaires publiques de la commune sécurisée par une clôture passe de 0 à 6 d'ici 2020	Rapport de l'HDN	
		Le nombre de fosse de traitement de déchets dans les formations sanitaires publiques passe de 1 à 6 d'ici 2020	Rapport de l'HDN	
		Présence d'électricité au CSI de Benga 1, Sohock, Ndocktiba, Dissouck et Mabombè	Rapport de l'HDN	
3. Renforcer les équipements et	Le nombre de lits d'hospitalisation est passé de 49 à 79	Rapport de l'HDN		

	médicaments dans les formations sanitaires publiques de la commune.	dans les formations sanitaires de la commune Les tables d'accouchement et escabeau, le matériel de Laboratoire, les réfrigérateurs et les médicaments renforcés dans les formations sanitaires d'ici 2020.	Rapport de l'HDN	
	4. Augmenter l'effectif du personnel médical dans les formations sanitaires de la commune.	L'effectif du personnel médical passe de 22 à 50 dans les 06 formations sanitaires publiques de la commune	Rapports de l'hôpital de district de Nkondjock	Le personnel médical sollicité est affecté par l'Etat
	5. Promouvoir l'organisation des populations de la commune en organisation de base communautaire pour les actions en faveur de la santé	Le nombre de mutuelles de santé passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2020.	Rapport de l'HDN	Les populations adhèrent
		01 COSA et 01 COGE de la commune redynamisé d'ici 2015	Rapport de l'HDN	
	6. Mettre en place un mécanisme permettant de subventionner les formations sanitaires privées de la commune	Le nombre de CSI privés subventionné est passé de 0 à 5 d'ici 2030	Rapport de l'HDN	Les fonds de subventions allouées aux communes sont disponibles
Résultats	R.1 Le CSI crée de Madip est ouvert.	Le nombre de formation sanitaires publiques fonctionnelles dans la commune passe de 7 à 8 d'ici 2017	Rapports de l'hôpital de district de Nkondjock Rapport communaux	Disponibilité des financements
	R.2 Les infrastructures des formations sanitaires de la commune sont renforcées.	Le nombre de bâtiments de CSI nouvellement construit passe de 1 à 5 d'ici 2020	- Rapports du DD de la santé du Nkam - Rapports de l'Hôpital de district de Nkondjock	Les infrastructures, médicaments et équipement demandés sont accordés par l'Etat
		Le nombre de forage nouvellement aménagé dans les formations sanitaires publiques de la commune passe de 0 à 6 d'ici 2015	Rapports de l'Hôpital de district de Nkondjock	
		Le nombre de formations sanitaires publiques de la commune sécurisée par une clôture passe de 0 à 6 d'ici 2020	Rapport de l'HDN	
		Le nombre de fosse de traitement de déchets dans les formations sanitaires publiques passe de 1 à 6 d'ici 2020	Rapport de l'HDN	
		Présence d'électricité au CSI de Benga 1, Sohock, Ndocktiba, Dissouck et Mabombè	Rapport de l'HDN	
	R.3 Les équipements en	Le nombre de lits d'hospitalisation est passé de 49 à 79	Rapport de l'HDN	

	matériel de soins, d'hospitalisation et les médicaments des formations sanitaires publiques de la commune sont renforcés	dans les formations sanitaires de la commune Les tables d'accouchement et escabeau, le matériel de Laboratoire, les réfrigérateurs et les médicaments renforcés dans les formations sanitaires d'ici 2020.	Rapport de l'HDN	
	R.4 L'effectif du personnel médical a augmenté de 30 dans 06 formations sanitaires publiques de la commune	L'effectif du personnel médical passe de 22 à 52 dans les 06 formations sanitaires publiques de la commune	Rapports de l'hôpital de district de Nkondjock	Le personnel médical sollicité est affecté par l'Etat
	R.5 Les populations de la commune sont organisées en OBC pour les actions en faveur de la santé	Le nombre de mutuelles de santé est passé de 0 à 3 dans la commune d'ici 2020.	Rapports de l'hôpital de district de Nkondjock	Les populations adhèrent
		01 COSA et 01 COGE de la commune redynamisé d'ici 2015	Rapport de l'HDN	Les financements sont mobilisés
	R.6 Les formations sanitaires privées sont subventionnées	Le nombre de CSI privés subventionné est passé de 0 à 5 d'ici 2030	Rapport de l'HDN	Les fonds de subventions allouées aux communes sont disponibles
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1. Construction et équipement du CSI de Madip	Humains, Financiers, Matériels	50 000	Disponibilité de financement
	A.2.1 Construction de 04 bâtiments (Mabombé, Sohock, Ndocktiba, Dissouck)	Humains, Financiers, Matériels	200 000	Disponibilité de financement
	A.2.2 Aménagement de 06 forages dans 06 formations sanitaires publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	48 000	Disponibilité de financement
	A.2.3 Construction de 05 clôtures dans les 05 CSI de la commune et achèvement de la construction de la clôture de l'hôpital de district de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	30 000	Disponibilité de financement
	A.2.3 Aménagement de 05 fosses de traitement des	Humains, Financiers, Matériels	6 500	Disponibilité de financement

déchets (CSI de Mabombè, Sohock, Dissouck, Ndocktiba, Benga I)			
A.2.4 Extension du réseau électrique dans 05 CSI de la commune (Benga1, Sohock, Ndocktiba, Dissouck et Mabombè)	Humains, Financiers, Matériels	Cf Eau et énergie	Disponibilité de financement
A.3.1 Dotation de 04 formations sanitaires publiques de la commune en 30 lits d'hospitalisation (Benga (06), Ndocktiba (5), Dissouck(5), Mabombè (8) et Sohock(6))	Humains, Financiers, Matériels	3 000	Disponibilité de financement
A.3.2 Dotation des 06 CSI de la commune en 09 tables d'accouchement et escabeau, matériels de Laboratoire et en Médicament.	Humains, Financiers, Matériels	30 000	Disponibilité de financement
A.3.3 Dotation des 04 CSI de réfrigérateurs (Mabombè, Sohock, Dissouck, Ndocktiba)	Humains, Financiers, Matériels	2 000	Disponibilité de financement
A.3.4 Dotation des CSI de Ndocktiba et Dissouck de 01 ordinateur, 01 copieurs, et mobilier de bureau	Humains, Financiers, Matériels	3 000 x 2= 6 000	Disponibilité de financement
A.3.5 Aménagement et équipement de l'hôpital de district de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	45 000	
A.4.1 Sollicitation d'affectation de 30 nouveaux personnels médicaux dans les 06 formations sanitaires publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	200	Disponibilité de financement
A.5.1 Redynamisation de 02 COGE et 03 COSA dans la	Humains Financiers, Matériels	200	Disponibilité de financement

	commune			
	A.5.2 Création de 04 COGE et 03 COSA dans la commune.	Humains Financiers, Matériels	400	Disponibilité de financement
	A.6.1 Subvention de 05 centres de santé privés de la commune	Humains Financiers, Matériels	5 000	Disponibilité de financement
TOTAL			425 900	/

SECTEUR 04 : Travaux publics				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté de déplacement des personnes et des biens dans l'Arrondissement de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter les déplacements des personnes et des biens dans l'arrondissement de Nkondjock.			
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'accès dans la commune de Nkondjock à travers les principaux axes d'entrées/sorties que sont : *Benga1 – Nkondjock centre (110 km) *Carrefour Ndockbouné – pont makombé (11 km) *Nkondjock centre – Ndomalang (45 km)	La longueur de route bitumée passe de 0 à 166 km sur les axes principaux d'entrées/sorties dans la commune d'ici 2035	Rapports de la DDTP du Nkam	Le bitume demandé sur la route est réalisé par l'Etat
		02 ponts construits dans la commune d'ici 2016		
		Réduire de 30% la durée de parcours pour accéder aux arrondissements voisins (Bakou, Yabassi, Nord-Makombé, Ndobian)		
	2. Entretenir 44 km de pistes rurales dans 18 villages et 15 km de voirie urbaine dans la commune de Nkondjock.	44 km de pistes rurales et 15 km de voirie urbaine entretenue dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTP du Nkam - Rapports des entreprises de BTP Fokou foberd et CETP	Les pistes de rurales demandées sont ouvertes et aménagées par l'Etat
		Le nombre de tronçons de desserte des villages passe de 13 à 29 dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTP du Nkam - Rapports des entreprises de BTP Fokou foberd et CETP - Documents communaux	
	3. Ouvrir 88 km de pistes de collecte dans 39 villages de la commune de Nkondjock	88 km de pistes de collecte Créé dans les villages de la commune d'ici 2025	- Rapports de la DDTP du Nkam	
		39 villages desservis par de nouvelles pistes de collecte d'ici 2025	- Rapports de la DDTP du Nkam	
	4. Mettre en place un dispositif et un	Le nombre de comités de route créés	- Rapports de la DDTP du Nkam	- Les moyens sont

	mécanisme de gestion de routes dans la commune.	<p>passé de 2 à 48 dans la commune d'ici 2020</p> <p>Le nombre de séances de formation des comités de route passe de 0 à 40 d'ici 2020.</p> <p>Le nombre de comités de route équipés en matériel et opérationnels passe de 0 à 40 d'ici 2020</p>	<p>- Rapports de la sous préfecture</p> <p>- Rapports de la DDTP du Nkam</p> <p>- Rapports de la DDTP du Nkam</p>	<p>mobilisés par la commune</p> <p>- Les populations adhèrent</p>
Résultats	R.1 L'accès dans l'arrondissement de Nkondjock à travers les principaux axes est amélioré	La longueur de route bitumée et passée de 0 à 166 km dans la commune d'ici 2035	- Rapports de la DDTP du Nkam	Le bitume demandé sur la route est réalisé par l'Etat
		02 ponts construits dans la commune d'ici 2016		
		La durée de parcours pour atteindre les Arrondissements voisins (Bakou, Ndobian, Yabassi et Nord-Makombé) est réduite de 30% d'ici 2035	- Rapports de la DDTP du Nkam - Enquêtes indépendantes sur le terrain	
	R.2 Quarante quatre (44) km de pistes rurales sont entretenues dans 18 villages de la commune ainsi que 15 km de voirie urbaine.	44 km de pistes rurales et 15 km de voirie urbaine entretenue dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTP du Nkam - Rapports des entreprises de BTP Fokou foberd et CETP	
		Le nombre de tronçons de desserte des villages passe de 13 à 29 dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTP du Nkam - Documents de la commune	
	R.3 Quatre vingt huit 88 km de route, sont ouvertes dans 39 villages de la commune de Nkondjock	88 km de pistes de collecte Créé dans les villages de la commune d'ici 2025	- Rapports de la DDTP du Nkam - Rapports des entreprises de BTP Fokou foberd et CETP	Les pistes rurales demandées sont ouvertes et aménagées par l'Etat
		39 villages desservis par de nouvelles pistes de collecte d'ici 2025	- Rapports de la DDTP du Nkam - Rapports des entreprises de BTP Fokou foberd et CETP	
	R.4 Un dispositif et un mécanisme de gestion de routes est mis en place dans 05 zones de la commune.	Le nombre de comités de route créés est passé de 2 à 48 dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTP du Nkam - Documents de la sous préfecture	- Les moyens sont mobilisés par la commune - Les populations adhèrent et les comités de gestion des routes sont opérationnels
40 séances de formation des comités de routes organisées d'ici 2020		- Rapports de la DDTP du Nkam		
Le nombre de comités de route équipés en matériel et opérationnels		- Rapports de la DDTP du Nkam		

Activités	est passé de 0 à 48 d'ici 2020	Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
A.1.1 Bitumage de 166 km de route sur les principaux axes d'entrées/sorties de la commune de Nkondjock : *Benga1 – Nkondjock centre (110 km) *Carrefour Ndockbouné – pont makombé (11 km) *Nkondjock centre – Ndomalang (45 km)		Humains, Financiers, Matériels	22.000 000	Disponibilité des sources de financements
A.1.2 Construction de 02 ponts dans la commune (sur la Makombé sud (Mandia) et le Nkam)		Humains, Financiers, Matériels	2 000 000	Disponibilité des sources de financements
A.2.1 Réalisation des travaux d'entretien de 44 km de pistes rurales entretenues dans 18 villages de la commune ainsi que 15 km de voirie urbaine.		Humains, Financiers, Matériels	270 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.1 Création de 88 km de route de pistes de collecte dans 39 villages de la commune de Nkondjock.		Humains, Financiers, Matériels	2.020 000	Disponibilité des sources de financements
A.4.1 Constitution des dossiers de création de 46 comités de route et les soumettre à la sous- préfecture.		Humains, Financiers, Matériels	1 000	Disponibilité des sources de financements
A.4.2 Organisation de 12 séances de formation pour les 46 comités de route de la commune.		Humains, Financiers, Matériels	2 000	Disponibilité des sources de financements
A.4.3 Appui en matériel des 46 comités de routes.		Humains, Financiers, Matériels	46 000	Disponibilité des sources de financements
TOTAL			26 339 000	

SECTEUR 05 : Education de Base					
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité dans la commune de Nkondjock					
Désig-nations	Logique d'intervention	Indicateurs Vérifiable (IOV)	Objectivement	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité dans la commune de Nkondjock				

Objectifs spécifiques	1. Créer de nouvelles écoles primaires publiques bilingues et francophones dans la commune	- Une nouvelle école primaire publique francophone créée dans la commune d'ici 2020 - Une nouvelle école primaire bilingue créée dans la commune d'ici 2020	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock Texte de création à l'inspection de base de Nkondjock	Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	2. Créer des nouvelles écoles maternelles publiques dans la commune	07 nouvelles écoles maternelles publiques créées dans la commune d'ici 2035	Texte de création à l'inspection de base de Nkondjock	
	3. Renforcer l'IAEB, les écoles primaires et maternelles publiques de la commune de Nkondjock en infrastructures, matériel et équipements.	Les infrastructures, équipements et matériels renforcées dans les écoles primaires et maternelles publiques de la commune d'ici 2020	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock PV de réception	Les infrastructures et équipements sollicités sont renforcés par l'Etat
		Le nombre de bacs à ordures passe de 0 à 56 dans les 29 écoles primaires publiques de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Le nombre de bacs à ordures passe de 0 à 17 dans les 17 maternelles publiques de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Le nombre de tables-bancs s'accroît de 2391 à 2471 dans les 29 écoles primaires de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Le nombre de tables-bancs s'accroît de 162 à 231 dans les 17 écoles maternelles de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Les travaux de réhabilitation et les équipements effectués à l'IAEB de la commune de Nkondjock d'ici 2020	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		32 motos nouvellement octroyés aux responsables des écoles primaires et à l'inspecteur de base d'ici 2025	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
	4. Accroître l'effectif des enseignants des écoles primaires et maternelles publiques de la commune.	Le nombre d'enseignants des écoles primaires publiques passe de 195 à 209 dans la commune d'ici 2018	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	L'Etat continu à affecté le personnel
Le nombre d'enseignants des écoles maternelles publiques passe de 28 à 45 dans la commune d'ici 2018		Rapports de l'inspection de base de Nkondjock		
5. Sécuriser par une clôture les écoles primaires	Le nombre écoles primaires et	-Rapports de l'inspection	Budget disponible	

	et maternelles publiques de la commune.	maternelles sécurisé par une clôture	de base de Nkondjock	
	6. Reboiser les écoles primaires et maternelles publiques de la commune.	Le nombre d'arbre nouvellement planté dans chacune des 29 et 17 écoles primaires et maternelles publiques respectives de la commune	- Rapports de l'inspection de base de Nkondjock - Rapports du DDEPN de Yabassi	Les conditions climatiques sont favorables
Résultats	R.1 Les nouvelles écoles primaires publiques bilingues et francophones sont créées et construites dans la commune	- Une nouvelle école primaire publique francophone créée dans la commune d'ici 2020 - Une nouvelle école primaire bilingue créée dans la commune d'ici 2020	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock Texte de création à l'inspection de base de Nkondjock	Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	R.2 De nouvelles écoles maternelles publiques créées dans la commune	07 nouvelles écoles maternelles publiques créées dans la commune d'ici 2035	Texte de création à l'inspection de base de Nkondjock	
	R.3 L'IAEB, les écoles primaires, et maternelles publiques de la commune de Nkondjock sont renforcés en infrastructures, matériel et équipements.	Les infrastructures, équipements et matériels renforcés dans les écoles primaires et maternelles publiques de la commune d'ici 2020	-Rapports de l'inspection de base de Nkondjock PV de réception	Les infrastructures et équipements sollicitées sont fournis par l'Etat
		Le nombre de bacs à ordures passe de 0 à 56 dans les 29 écoles primaires publiques de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Le nombre de bacs à ordures passe de 0 à 17 dans les 17 maternelles publiques de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock PV de réception	
		Le nombre de tables-bancs s'accroît de 2391 à 2471 dans les 29 écoles primaires de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock PV de réception à la commune	
		Le nombre de tables-bancs s'accroît de 162 à 231 dans les 17 écoles maternelles de la commune d'ici 2015	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
		Les travaux de réhabilitation et les équipements nouvellement effectués à l'IAEB de la commune de Nkondjock d'ici 2020	Rapports de la DD de Base du Nkam et de l'inspection de base de Nkondjock	
32 motos nouvellement octroyés aux responsables des écoles primaires et à l'inspecteur de base d'ici 2025	Rapports de la DD de Base du Nkam et de l'inspection de base			

			de Nkondjock	
	R.4 L'effectif d'enseignants est accru dans les écoles primaires et maternelles publiques de la commune.	Le nombre d'enseignants des écoles primaires publiques passe de 195 à 219 dans la commune d'ici 2018	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock Décision d'affectation	- L'Etat continu à former le personnel enseignant - L'Etat continu à affecté le personnel enseignant dans les établissements scolaires
		Le nombre d'enseignants des écoles maternelles publiques passe de 28 à 40 dans la commune d'ici 2018	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock Décision d'affectation	
	R.5 Les écoles primaires et maternelles publiques de la commune sont sécurisées par une clôture	Le nombre écoles primaires sécurisé par une clôture est passé de 0 à 29 en .2017	-Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	Budget disponible
		Le nombre écoles maternelles sécurisé par une clôture passe de 0 à 17 d'ici 2017	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	
	R.6 Les écoles publiques maternelles et primaires sont reboisées	Le nombre d'arbre nouvellement planté dans chacune des 46 écoles (primaires et maternelles) publiques de la commune	Rapports de l'inspection de base de Nkondjock	Les conditions climatiques favorables
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Création d'une école primaire francophone avec bloc administratif à Yamissang	Humains, Financiers, Matériels	32 000 + 14 000 = 46 000	Disponibilité des sources de financements
	A.1.2 Constitution des dossiers d'érection de l'école primaire publique de Miné en école primaire publique bilingue	Humains, Financiers, Matériels	200	Disponibilité des sources de financements
	A.2 Constitution des dossiers de création de 6 écoles maternelles francophones à Kouedjou, Sahè, Makita, Molock, Benga 1 et Bebondou; et d'une école maternelle bilingue à Mbéma	Humains, Financiers, Matériels	200	Disponibilité des sources de financements
	A.3.1 Construction et équipement de 36 salles de classes dans 17 écoles primaires publiques de la commune Miné, Dekoulé, Dissouck, Madip, Malè bis, Malè 6 ^{ième} , Goman 2, Sam, Bindjen 9 ^{ième} , Kouedjou, Sahè, Makakan, Ndocktiba, Benga1, Ndocksamba, GBPS Nkondjock et Ndocban 1, Mabombè	Humains, Financiers, Matériels	272 000 + 30 600 = 302 600	Les financements sont mobilisés par la commune

A.3.2 Réhabilitation de 76 salles de classe dans 24 écoles primaires publiques et 20 dans 16 écoles maternelles publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	192 000	Les financements sont mobilisés par la commune
A.3.3 Dotation de 11 écoles primaires et 13 écoles maternelles publiques en 80 et 69 tables-bancs. respectivement	Humains, Financiers, Matériels	19 440	Les financements sont mobilisés par la commune
A.3.4 Dotation des écoles primaires et maternelles publiques de la commune de 56 et 17 bacs à ordures respectivement	Humains, Financiers, Matériels	1 500	Disponibilité des financements
A.3.5 Construction de 32 et 17 logements pour enseignants (dont un logement par école) dans 32 et 17 écoles primaires et maternelles publiques respectives de la commune.	Humains, Financiers, Matériels	980 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.6 Aménagement d'un point d'eau potable (49 au total) dans chacune des écoles primaires et maternelles publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	245 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.7 Construction de 25 blocs latrines dans 25 écoles (primaires (15) et maternelles (10)) publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	87 500	Disponibilité des sources de financements
A.3.8 Construction d'un bloc administratif dans chacune des 29 écoles primaires publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	203 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.9 Aménagement d'une aire de jeux et de loisir pour chacune des 29 écoles primaires publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	29 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.10 Extension du réseau électrique dans 5 écoles primaires (Groupe A et B, GBPS de Nkondjock et Molock) et dans 03 écoles maternelles (Nylon, Mbema et Matoubé) publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	1 500	Les financements sont mobilisés par la commune
A.3.11 Dotation en bibliothèque de 05 écoles primaires (Groupe A et B, GBPS de Nkondjock et Molock) publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	75 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.12 Réhabilitation et équipement de l'IAEB de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	25 000	Disponibilité des sources de financements
A.3.13 Dotation de 32 responsables des écoles primaires et l'inspecteur de base en matériel	Humains, Financiers, Matériels	115 500	Disponibilité des sources de

	roulant (motos)			financements
	A.4.1 Sollicitation d'affectation de 24 maîtres qualifiés dans les écoles primaires publiques (Miné(1), Madip (1), Ngoman2 (1), Njingang (3), Sam(6), Dokouma(1), Bindjen 2 (1), Mkakan (1), Ndocktiba (3), Benga 1(1), Bebondo (1), Mabombé (2) Ndockban (2)) de la commune.	Humains, Financiers, Matériels	200	Disponibilité des sources de financements
	A.4.2 Sollicitation d'affectation de 12 maîtres qualifiés dans les écoles maternelles publiques, excepté Ndocksamba, Mabombé, Malé 6 ^e , Sohock et Nylon		200	Disponibilité des sources de financements
	A.5 Construction d'une clôture dans chacune des 46 écoles primaires et maternelles publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	460 000	Disponibilité des sources de financements
	A.6 Plantation des arbres dans 46 écoles primaires et maternelles publiques de la commune	Humains, Financiers, Matériels	400	Disponibilité des sources de financements
TOTAL			2 761 240	

SECTEUR 06 : Culture

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à promouvoir les valeurs culturelles de la commune de Nkondjock

Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir les valeurs culturelles de la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Créer des cadres/espaces de valorisation du patrimoine socioculturel de la commune de Nkondjock	18 foyers communautaires dans la commune d'ici 2035	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune - Enquête et sondage auprès des chefferies	Les fonds sont mobilisés par la commune
		02 musées d'art de la culture créés d'ici 2035	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	Les fonds sont mobilisés par la commune
	2. Favoriser la conservation /préservation de la culture locale	Le nombre de groupes de danse traditionnelle légalisés dans la commune passe de 0 à 8 d'ici 2015	- Registre des associations à la préfecture - Rapport commune	Le climat social entre les populations et entre les villages est stable et calme
		Le nombre de festivals organisés dans les	- Rapports DDCULT-Nkam	Le climat social entre les

		cantons Mbang et Diboum passe de 0 à 2 tous les deux ans d'ici 2015	- Rapport commune - Enquête et sondage auprès des chefferies Mbang et Diboum	populations et entre les villages est stable et calme
	3. Promouvoir les activités socioculturelles éducatives	Le nombre de bibliothèque municipale construite passe de 0 à 1 d'ici 2016	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	Les fonds sont mobilisés par la commune
	4. Promouvoir les langues et traditions locales	Le nombre de conférences/débats dans la commune passe de 0 à 2 chaque année d'ici 2015	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	
		Le nombre de communication/échange hebdomadaire en langue locale sur des chaînes radios locales ou voisines passe de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapport commune - Rapport des stations radio	
Résultats	R.1 les Cadres/espaces de valorisation du patrimoine socioculturel créés de la commune sont créés	Le répertoire des objets d'art et documents historiques est disponible d'ici 2020	- Rapports DRCULT-Nkam - Rapport commune	Les fonds sont mobilisés par la commune
		Le nombre de foyers communautaires dans la commune est passé de 19 à 37 d'ici 2035	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune - Enquête et sondage auprès des chefferies	
		Le nombre de musées d'art de la culture passe de 0 à 2 dans la municipalité d'ici 2035	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	
	R.2 les valeurs culturelles locales sont conservées et préservées	Le nombre de groupes de danse traditionnelle légalisés dans la commune est passé de 0 à 8 en 2015	- Registre des associations à la préfecture - Rapport commune	Le climat social entre les populations et entre les villages est stable et calme
		Le nombre de festivals/mini foire organisés dans les cantons Mbang et Diboum est passé de 0 à 2 tous les deux ans d'ici 2015	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune - Enquête et sondage auprès des chefferies Mbang et Diboum	
	R.3 Les activités socioculturelles éducatives sont promues	Le nombre de bibliothèque municipale construite est passé de 0 à 1 d'ici 2016	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	Les fonds sont mobilisés par la commune
	R.4 Les langues et traditions locales sont valorisées	Le nombre de conférences/débats sur les langues et traditions locales dans la commune est passé de 0 à 2 chaque année d'ici 2014	- Rapports DDCULT-Nkam - Rapport commune	Les fonds sont mobilisés par la commune
		Le nombre de communication/échange hebdomadaire en langue locale sur des chaînes radios locales ou voisines est passé de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapport commune - Rapport des stations radio	Les fonds sont mobilisés par la commune

		Moyen	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
Activités	A.1.1 Identification et répertorisation des objets d'art, vestiges et documents historiques dans toute la commune	Humains, financiers, matériels	3 000	Les activités prévues sont inscrites dans le BIP
	A.1.2 Construction et équipement de 02 musées d'art de la culture Mbang et Badem	Humains, financiers, matériels	60 000	
	A.1.3 Construction de 18 foyers communautaires dans 18 villages (Ndockiti, Malé 6 ^e , Nkondock, didipe, Mabombe, Nkomalang, Ndockban I, Nsam, Ngoman II, Sohock, Dissouk, Ndockbouné, Yamissang, Ndocktiba, Molock, Manguélé, Makita 1, et Matoubé)	Humains, financiers, matériels	180 000	
	A.2.1 Accompagnement de 8 groupes de danse dans leur légalisation (bolobolo, djangalo, mbon, miamba, dimassalé, sébé, nyaka et kongolo)	Humains, financiers, matériels	500	
	A.2.2 Accompagnement des cantons Mbang et Badem dans l'organisation de 01 festival/mini foire chacun tous les deux ans	Humains, financiers, matériels	40 000	
	A.3.1 Construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Mbema	Humains, financiers, matériels	50 000	
	A.4.1 Organisation de 02 conférences/débats sur les langues et traditions locales par an à Mbema	Humains, financiers, matériels	15 000	
	A.4.2 Appui financier de l'organisation de 01	Humains, financiers, matériels	3 500	

	communication/échange en langue locale sur les chaînes radiophoniques.			
TOTAL			352 000	

SECTEUR 07 : Promotion de la Femme et de la famille				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté de promotion et de protection de la femme et de la famille dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses réalisation
Objectif global	Assurer la promotion et la protection de la femme et de la famille dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Mettre en place les structures d'accompagnement de la Femme et de la Famille dans la commune.	Le nombre de CPFF public passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2015	Rapports de la DDPROFF du Nkam	Le centre de promotion de la femme et de la famille sollicité est créé
		Le nombre de Délégation d'Arrondissement de Promotion de le Femme et de la Famille est passé de 0 à 1 d'ici 2017		La Délégation d'Arrondissement de Promotion de le Femme et de la Famille t créée
	2. Promouvoir les droits de la femme et son intégration socioéconomique	Le nombre de formation aux AGR ou petits métiers dans le réseau d'association des femmes passe de 0 à 12 d'ici 2015.	- Rapports de la DDPROFF du Nkam	Le dynamisme des femmes autour du réseau des associations est maintenu
		Le nombre de filières de formation passe de 3 à 10 dans la commune de Nkondjock d'ici 2015	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapports à la commune	
		Le nombre de femmes/jeunes filles accompagnées dans le montage des requêtes de financement et dans la mise en œuvre des micro-projets passe de 0 à 100 dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapport à la commune	Le dynamisme des femmes autour du réseau des associations est maintenu
	3. Renforcer et conforter la situation des femmes dans la vie conjugale	Le nombre d'association nouvellement légalisé dans la commune d'ici 2015	Documents préfecture du Nkam	Disponibilité des financements
- Six campagnes d'information/sensibilisation des familles organisées dans la commune d'ici 2015. - Une campagne de mariages collectifs organisés chaque année dans la commune d'ici 2015		- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapports à la commune	Les couples en union libres adhèrent et les fonds mobilisés par la commune	

	4. Promouvoir le bien être de la femme et de la famille.	90 familles vulnérables bénéficient des aides sociales dans la commune d'ici 2015	-Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapport à la commune	Les conditions socioéconomiques sont favorables
Résultats	R.1 Les structures d'accompagnement de la femme et de la famille créées	Le nombre de CPFF est passé de 0 à 1 dans la commune d'ici 2015	Rapports de la DDPROFF du Nkam	Le centre de promotion de la femme et de la famille sollicité est créé
		Le nombre de Délégation d'Arrondissement de Promotion de le Femme et de la Famille est passé de 0 à 1 d'ici 2017	Rapports de la DDPROFF du Nkam	La Délégation d'Arrondissement de Promotion de le Femme et de la Famille t créée
	R.2 Les droits de la femme et son insertion socioéconomiques sont promus	-200 familles sensibilisées dans la commune sur leurs droits et devoirs, la menace des IST/SIDA d'ici 2015 -7 nouvelles filières de formation des femmes aux AGR/petits métiers disponibles dans la commune d'ici 2015 -100 femmes/jeunes filles accompagnées dans le financement de leurs microprojets d'ici 2015 - Au moins 50 associations légalisées dans la commune d'ici 2015 -12 formations aux AGR ou petits métiers données au sein du réseau d'association des femmes d'ici 2015	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Documents prefecture du Nkam	Les financements sont mobilisés par la commune - Le dynamisme des femmes autour du réseau des associations est maintenu
	R.3 La situation des femmes dans la vie conjugale est renforcée et confortée	- Six campagnes d'information/sensibilisation des familles organisées dans la commune d'ici 2015. - Une campagne de mariages collectifs organisés chaque année dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapports à la commune	Les couples en union libres adhèrent et les fonds mobilisés par la commune
	R. 4 Les familles vulnérables (veuves et filles mères) ont accès aux aides sociales diverses (dons, crédits financements, etc.)	90 familles vulnérables bénéficient des aides sociales dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapports à la commune	Les financements sont mobilisés par la commune
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Constitution des dossiers de création du CPFF et les soumettre aux autorités compétentes.	Humains, Financiers, Matériels	200	Les sources de financements sont disponibles
	A.1.2 Construction et équipement du	Humains, Financiers, Matériels	90 000	-Le CPFF demandé est créé

	CPFF de la commune de Nkondjock.			- Les sources de financements sont disponibles
	A.1.3 Construction d'une Délégation d'Arrondissement de promotion de la femme et de la famille et y affecter le personnel	Humains, Financiers, Matériels	100 000	Les sources de financements sont disponibles
	A.2.1 Organisation de 12 campagnes de formation des femmes/jeunes filles aux AGR ou petits métiers dans 7 filières/domaines porteurs dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	3 600	Les sources de financements sont disponibles
	A.2.2 Accompagnement de 100 femmes/jeunes filles dans le montage, le financement et la mise en œuvre de leurs microprojets.	Humains, Financiers, Matériels	6 000	Les sources de financements sont disponibles
	A.2.3 Accompagnement de 50 associations des femmes dans la légalisation de leur structure	Humains, Financiers, Matériels	250	- Les membres des structures existantes collaborent - Les financements sont inscrits dans le BIP
	A.2.4 Organisation 12 campagnes d'information/sensibilisation pour 200 femmes sur leurs droits et devoirs, la menace des IST/SIDA dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	2 400	Les sources de financements sont disponibles
	A.3.1 Organisation de 3 campagnes de célébration des mariages collectifs à 45 couples de la commune.	Humains, Financiers, Matériels	1 500	Les sources de financements sont disponibles
	A.4 Octroi des aides sociales à 90 familles vulnérables	Humains, Financiers, Matériels	18 000	Les sources de financements sont disponibles
Total			221 950	

SECTEUR 08 : Affaires Sociales				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'encadrement des personnes vulnérables dans commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Contribuer à l'épanouissement des personnes vulnérables dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de Nkondjock de structures sociales d'encadrement des populations vulnérables	-Le nombre de centre social dans la commune de Nkondjock est passé de 0 à 1 d'ici 2015 - Le nombre de maison des ages est passé de 0 à 1 d'ici 2020 - Le nombre de pouponnière pour orphelins passe de 0 à 1 d'ici 2015	Rapports de la DDAS du Nkam	-Les structures sociales demandées sont créées - Les dossiers de création du Centre social sont reçus favorablement au MINAS -Les dossiers de création des maisons des âges sont reçus favorablement au MINAS
	2. Promouvoir l'intégration socioéconomique des personnes vulnérables dans la commune de Nkondjock (handicapés, personnes âgées, orphelins et enfants vulnérables, personnes indigentes et nécessiteuses) et l'esprit de solidarité nationale au sein des populations de la commune	- 01 fichier des handicapés et personnes âgées, orphelins et enfants vulnérables est disponible dans la commune d'ici 2018 -120 nouveaux handicapés possèdent une carte nationale d'invalidité d'ici 2015 -120 aides sociales supplémentaires octroyées aux personnes vulnérables d'ici 2015 - 02 associations des handicapés et personnes âgées légalisées (Sohock et Nkondjock- centre) créées d'ici 2017le fichier des handicapés et personnes âgées disponible à la commune de Nkondjock d'ici 2018	- Rapports de la DDAS du Nkam - Rapport de la commune	- Le personnel d'encadrement des personnes vulnérables joue leur rôle -Les cartes d'invalidités demandées sont établies - Les fonds mobilisés sont mobilisés par la commune
		Le nombre d'organisations légalisées des handicapés, orphelins et enfants vulnérables passe de 1 à 3 dans la commune.	- Rapports de la DDAS du Nkam - Fichier des associations de la préfecture	
	3. Former et appuyer les personnes vulnérables à la gestion des microprojets générateurs de revenu	Le nombre d'ateliers formation de rencontre/concertation entre couches vulnérables, commune et affaires sociale passe de 0 à 6 dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDAS du Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	Les financements sont mobilisés
	4. Faciliter l'accès et l'usage des édifices	Le nombre de rampes d'accès aux édifices	- Rapports de la DDAS du	Les rampes d'accès

	publics aux handicapés et personnes âgées	publics pour les Handicapés moteurs et personnes âgées passe de 0 à 10 dans chacune des structures d'ici 2020	Nkam - Bordereau de livraison des travaux - Rapport de la commune	demandées sont construites
	5. Améliorer les conditions socioéducatives des enfants vulnérables	-100 actes de naissance établis aux enfants nécessiteux d'ici 2012 -100 aides scolaires accordées aux orphelins et enfants vulnérables d'ici 2013	-Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapport à la commune	Les conditions socioéconomiques sont favorables
Résultats	R.1 La commune de Nkondjock est dotée de structures sociales d'encadrement des populations vulnérables (handicapés, orphelins, enfants vulnérables et personnes âgées)	Le nombre de centre social dans la commune de Nkondjock est passé de 0 à 1 d'ici 2015	Rapports de la DDAS du Nkam	- Les dossiers de création du Centre social sont reçus favorablement au MINAS
		Le nombre de maison des ages est passé de 0 à 1 d'ici 2020	Rapports de la DDAS du Nkam	-Les dossiers de création des maisons des âges sont reçus favorablement au MINAS
		Le nombre de pouponnière pour orphelins passe de 0 à 1 d'ici 2015	Rapports de la DDAS du Nkam	
	R.2 L'intégration socioéconomique des personnes vulnérables et l'esprit de solidarité nationale sont promus dans la commune de Nkondjock	- 01 fichier des handicapés et personnes âgées, orphelins et enfants vulnérables est disponible dans la commune d'ici 2018 -120 nouveaux handicapés possèdent une carte nationale d'invalidité d'ici 2015 -120 aides sociales supplémentaires octroyées aux personnes vulnérables d'ici 2015 - 02 associations des handicapés et personnes âgées légalisées (Sohock et Nkondjock- centre) créées d'ici 2017	- Rapports de la DDAS du Nkam - Documents de la commune - Fichier des associations de la préfecture	- Disponibilité des ressources financières
	R.3 Les personnes vulnérables sont formées et appuyées à la gestion des microprojets générateurs de revenu	-6 ateliers de formation ou de rencontre/concertation entre couches vulnérables, commune et affaires sociale organisés dans la commune d'ici 2015 -Le nombre de microprojets financé pour la reconversion des personnes âgées passe de 0 à 50 d'ici 2017	- Rapports de la DDAS du Nkam - Documents de la commune de Nkondjock - Rapports de la DDAS du Nkam	Les financements sont inscrits dans le BIP
R.4 L'accès et l'usage des edifices publics aux handicapés et personnes âgées sont facilités	Le nombre de rampes d'accès aux edifices publics pour les Handicapés moteurs et personnes âgées passe de 0 à 10 dans	- Rapports de la DDAS du Nkam - Bordereau de livraison des	Les rampes d'accès demandées sont construites	

		chacune des structures d'ici 2020	travaux - Rapport de la commune	
	R.5. Les conditions socioéducatives des enfants vulnérables de la commune sont améliorées	-100 actes de naissance établis aux enfants nécessiteux d'ici 2012 -100 aides scolaires accordées aux orphelins et enfants vulnérables d'ici 2013	- Rapports de la DDPROFF du Nkam - Rapports à la commune	Les financements sont mobilisés par la commune
		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Construction d'un centre social dans la commune de Nkondjock.	Humains, Financiers, Matériels	120 000	Les activités sont inscrites dans le BIP
	A.1.2 Construction d'une maison des âges dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	215 000	Les activités sont inscrites dans le BIP
	A.2.1 Identification/ recensement des personnes vulnérables de la commune de Nkondjock.	Humains, Financiers, Matériels	200	Les fonds sont mobilisés par la commune
	A.2.2 Accompagnement de 02 associations des handicapés de Sohock et Nkondjock centre dans leur légalisation.	Humains, Financiers, Matériels	100	Les fonds sont mobilisés par la commune
	A.2.3 Accompagnement de tous les handicapés invalides à l'établissement de leur carte nationale	Humains, Financiers, Matériels	300	Les fonds sont mobilisés par la commune
	A.2.4 Octroi de 120 aides sociales aux personnes vulnérables de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	24 000	Les fonds sont mobilisés par la commune
	A.3.1 Organisation d'une session de formation des personnes vulnérables par an sur la gestion des microprojets générateurs de revenu	Humains, Financiers, Matériels	5 000	Les fonds sont mobilisés par la commune
	A.3.2 Appui à 50 microprojets pour la reconversion des personnes âgées	Humains, Financiers, Matériels	20 000	
Activités	A.4.1 Construction de 10 rampes d'accès à l'hôtel de ville et à la sous préfecture de Nkondjock pour les Handicapés moteurs et personnes âgées	Humains, Financiers, Matériels	5 000	Les sources de financements sont disponibles

	A.5.1 Octroi des aides scolaires à 100 orphelins, enfants vulnérables par an dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	8 000	Les sources de financements sont disponibles
	A.5.2 Organisation des campagnes promotionnelles annuelles d'établissement de 100 actes de naissance aux orphelins et enfants vulnérables par jugement supplétifs	Humains, Financiers, Matériels	1 000	Les sources de financements sont disponibles
TOTAL			400 400	

SECTEUR 09 : Eau et Energie				
a) Eau				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à l'eau potable dans la ville et zones rurales de la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable aux populations de la ville et zones rurales de la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Créer de nouveaux points d'eau potable (Forages ou puits) dans la commune	59 forages/puits dans la commune d'ici 2025	Rapports de la DDEE du Nkam	Les points d'eau demandés sont construits, aménagés et/ou réhabilités
	2. Aménager les sources potentielles dans la commune	43 sources aménagées dans la commune de Nkondjock d'ici 2025	Rapports de la DDEE du Nkam	
	3. Réhabiliter les réseaux d'Adduction en Eau Potable (RAEP) dans la commune de Nkondjock	05 RAEP réhabilités dans la commune d'ici 2020	Rapports de la DDEE du Nkam	
	4. Viabiliser les ouvrages hydrauliques (puits/forages) non fonctionnels dans la commune.	08 puits ou forages viabilisés dans la commune d'ici 2020	Rapports de la DDEE du Nkam	
	5. Lutter contre le phénomène de pollution environnemental des points d'eau dans la commune.	- La distance entre le point d'eau, les habitats, les toilettes domestiques ou publiques et l'activité humaine à risque de pollution la plus proche au moins de 100 m	- Rapport/Enquêtes de la commune auprès des ménages - Rapport des comités de gestion	Les points d'eau sont maintenus à l'abri des éléments polluants
	6. Mettre en place un dispositif et un mécanisme de gestion des points d'eau dans	73 comités de gestion créés dans la commune d'ici 2025	Rapports commune	Les comités de gestion et le système de pérennisation des

	la commune.			infrastructures sont opérationnels
Résultats	R.1 De nouveaux points d'eau potable (Forages/puits) sont créés dans la commune	59 forages et/ou puits créés dans 27 villages de la commune	-Rapports de la DDEE du Nkam	Les points d'eau demandés sont construits, aménagés et/ou réhabilités
	R.2 Des sources potentielles sont nouvellement aménagées dans la commune	43 sources aménagées dans 4 quartiers et 39 villages la commune d'ici 2025	- Rapports de la Commune	
	R.3 Les RAEP sont nouvellement réhabilités et alimentent 2 quartiers de l'espace urbain et 5 villages	05 villages et 02 quartiers alimentés par 05 RAEP nouvellement réhabilités	- Rapports de la DDEE du Nkam	
	R.4 Les ouvrages hydrauliques (puits/forages) sont nouvellement viabilisés dans la commune	01 quartier et 04 villages couverts par 08 puits/forages viabilisés dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDEE du Nkam	
	R.5.1 Les points d'eau aménagés et/ou construits sont distants d'au moins 100 m des habitations, des toilettes domestiques ou publiques et de toute activité humaine à risque de pollution.	La distance entre le point d'eau et les habitations, les toilettes domestiques ou publiques et les activités humaines à risque au moins de 100 m	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports des centres de santé de la commune	Les points d'eau sont maintenus à l'abri des éléments polluant
	R.5.2 La composition chimique et bactériologique de l'eau des points d'eau est dans la limite acceptable pour une consommation saine	- Incidence sur le taux de maladies hydriques.	- Rapports des centres de santé - Rapports de commune	
	R.6 Un dispositif et un mécanisme de gestion des points d'eau sont mis en place	73 comités de gestion créés dans la commune d'ici 2025 d'ici	Rapports de la DDEE du Nkam/ Commune	Les comités de gestion et le système de pérennisation des infrastructures sont opérationnels
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Construction de 47 points d'eau (forages ou puits) dans 21 villages (Nkongmalang, Nkondock, Didipé, Malè bis, Malè 6 ^{ième} , Nkakè, Mandia, Ndockiti, Tombassala, Benga2, Ndockbouné, Dékoulé, Dissouck, Matin, Miné, Yamissang, Sam, Ndomalang, Njingang, Ndockouma, Ndockban1) Matoubé, Molock, Yandock,	Humains, Financiers, Matériels	472 000	Les financements sont mobilisés par la commune

	Manguélé, Nylon, Malè 6 ^{ème} et 12 forages/puits dans 6 quartiers (Matoubé, Molock, Yandock, Manguélé, Nylon, Malè 6 ^{ème}) de la commune d'ici 2025.			
	A.2.1 Aménagement de 04 sources dans les quartiers Makita, Mbéma, Matoubé, Nylon, et 01 source dans chacun des 39 villages de la commune d'ici 2025	Humains, Financiers, Matériels	86 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.3.1 Réhabilitation de 02 RAEP aux quartiers Mbéma et Matoubé, et 03 RAEP dans les villages Benga1, Ndockban et Sohock de la commune	Humains, Financiers, Matériels	500 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.4.1 Viabilisation de 03 forages à Bindjen 9 ^{ème} , Bindjen, Ndocktiba ; 01 puits à Benga1 ; et 04 forages au quartier Mbéma	Humains, Financiers, Matériels	24 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.5.1 Réalisation d'un plan d'impact environnemental et social des points d'eau aménagés, créés et réhabilités	Humains, Financiers, Matériels	7 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.6.1 Création de 73 comités de gestion des points d'eau créés, réhabilités et viabilisés	Humains, Financiers, Matériels	15 000	Les financements sont mobilisés par la commune
TOTAL			1.104	
b) Energie				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans la ville et zones rurales de la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'énergie électrique aux populations de la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Etendre le réseau électrique de basse tension et moyenne tension dans les villages de la commune de Nkondjock	La longueur du réseau électrique de basse tension étendue de 55 km et de moyenne tension étendue de 209,5 km dans 39 villages de la commune d'ici 2035	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock	Les conditions socioéconomiques sont favorables
		30% de ménages nouvellement branchés dans les villages sur le réseau AES Sonel d'ici 2035	- Rapports de la DDEE du Nkam	

	2. Améliorer la qualité de l'offre en service électrique dans la commune d'ici 2035.	- 34 transformateurs installés dans la commune d'ici 2035 - 4460 poteaux installés dans la commune d'ici 2035	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock	Les infrastructures électriques sont renforcées
	3. Réhabiliter les ouvrages électriques défectueux de la commune	- 03 km de basse tension réhabilitée dans la commune d'ici 2014 - 55 poteaux remplacés dans la commune d'ici 2014	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock	- Les sources de financement sont disponibles - Les comités de gestions des infrastructures sont opérationnels
	4. Vulgariser les informations et faciliter la procédure de branchement électrique des ménages de la commune de Nkondjock.	- 02 campagnes d'information organisées sur la procédure de branchement électrique d'ici 2015 - Le taux de branchement en toile d'araignée est réduit de 50% d'ici 2015 dans la commune	Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock - Observations sur le terrain	Les conditions socioéconomiques sont favorables
	5. Développer les sources d'énergie renouvelable.	- 50 Plaques solaires installées dans la commune d'ici 2035 -03 mini barages hydroélectriques construits à Malé1, Ndocktiba et Toumbassala d'ici 2035	-Rapports de la DDEE du Nkam -Documents de la commune	
Résultats	R.1 Le réseau électrique de basse et moyenne tension est étendu dans la commune de Nkondjock	55 km de basse tension et 209,5 km de moyenne tension nouvellement installée dans 39 villages de la commune d'ici 2035 30% de ménages nouvellement branchés dans les villages sur le réseau AES Sonel d'ici 2035	-Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock -Rapports de la DDEE du Nkam	
	R.2 La qualité de l'offre en service électrique est améliorée dans la commune de Nkondjock	- 34 transformateurs installés dans la commune d'ici 2035 - 4460 poteaux installés dans la commune d'ici 2035	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sonel de Nkondjock	Les infrastructures électriques sont renforcées
	R.3 Les ouvrages électriques defectueux de la commune sont recyclés	- 03 km de basse tension réhabilitée dans la commune d'ici	-Rapports de la DDEE du Nkam	- Les comités de gestions des

		2014 - 55 poteaux remplacés dans la commune d'ici 2014	- Rapports du bureau AES Sone de Nkondjock	infrastructures opérationnelles sont
	R.4 Les informations sur la procédure de branchement électrique des ménages de Nkondjock sont vulgarisées et la procédure est facilitée	- 02 campagnes d'information organisées sur la procédure de branchement électrique d'ici 2015 - Le taux de branchement en toile d'araignée est réduit de 50% d'ici 2015 dans la commune	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sone de Nkondjock	Les sources de financements sont disponibles
	R.5 Des sources d'énergie renouvelable développées.	- 50 Plaques solaires installées dans la commune d'ici 2035 -03 mini barages hydroélectriques construits à Malé1, Ndocktiba et Toumbassala d'ici 2035	- Rapports de la DDEE du Nkam - Rapports du bureau AES Sone de Nkondjock - Documents de la commune	Les sources de financement sont disponibles
		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisations
Activités	A.1.1 Extension du réseau électrique de basse tension (55 km) et moyenne tension (209,5 km) dans 39 villages de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	1 200 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.2.1 Installation de 4460 poteaux et 34 transformateurs dans 39 villages et 3 quartiers de l'espace urbain de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	461 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.3.1 Réhabilitation de 3 km de basse tension et 30 poteaux à Malé 6 ^{ième} , 25 poteaux et 3 km de basse tension à Mabombé et 5 km de basse tension dans l'espace urbain	Humains, Financiers, Matériels	35 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.4.1 Organisation de 02 campagnes d'information sur Les procédures de branchement du courant électrique dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	800	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.4.2 Mise en place 01 lobbying pour plaidoyer de réduction du coût de branchement électrique dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	3 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.5 Réalisation des études pour l'installation	Humains, Financiers, Matériels	5 000	Les sources de financement

	des plaques solaires et la construction des mini-barrages hydro-électriques dans la commune.			sont disponibles
TOTAL			1 704 800	/

SECTEUR 10 : Enseignements Secondaires				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire de qualité dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de Nkondjock de nouveaux établissements d'enseignement secondaire	06 établissements d'enseignement secondaire général créés dans la commune d'ici 2030 01 établissement d'enseignement secondaire technique créé dans la commune d'ici 2020	-Rapports du DDES Yabassi -Texte de création à la DDES de Yabassi	Les établissements demandés sont créés
	2. Construire le CETIC de Ndocksamba-Mabombé et le CES de Benga créés dans la commune	- Le CETIC de Ndocksamba construit d'ici 2014 - Le CES de Benga construit d'ici 2014	-Rapports du DDES de Yabassi -Arrêté d'ouverture	Le CETIC et le CES demandés sont construits
	3. Renforcer les établissements d'enseignement secondaire public de la commune en infrastructures et équipements	19 salles de classe, 04 blocs administratifs, 04 blocs latrine, 04 cantines, 02 bibliothèques, 05 clôtures, 02 laboratoires, 06 points d'eau construits et /ou réhabilités d'ici 2020	-Rapports du DDES de Yabassi -PV de réception	Les infrastructures, équipements sollicités sont disponibles
		Le nombre de tables-bancs s'accroît de 1017 à 1191 dans les 06 établissements d'enseignement secondaire public de la commune d'ici 2015	-Rapports du DDES de Yabassi - PV de réception à la commune	
		Le nombre de bacs à ordures augmente de 0 à 26 dans les 06 établissements d'enseignement secondaire public de la commune d'ici 2015	-Rapports du DDES de Yabassi - PV de réception	
	4. Augmenter l'effectif d'enseignants dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune.	39 enseignants augmentés dans les 06 établissements secondaire de la commune d'ici 2017	-Rapports du DDES de Yabassi	- L'Etat continu à former et à affecté le personnel enseignant
5. Reboiser l'environnement des établissements secondaires publics de la commune.	06 établissements secondaire public de la commune reboisés d'ici 2020	-Rapports du DDES de Yabassi	Les conditions climatiques sont favorables	

Résultats	R.1 De nouveaux établissements d'enseignements secondaires créés dans la commune de Nkondjock	-Le nombre d'établissements d'enseignement secondaire général ouvert et fonctionnel passe de 06 à 12 dans la commune en 2025 -01 CETIC créé à Ndockiti-Abinyam d'ici 2020	-Rapports du DDES Yabassi -Texte de création à la DDES Yabassi	Les établissements demandés sont créés
	R.2 Le CETIC de Ndocksamba-Mabombé et le CES de Benga sont construits et ouverts dans la commune	- Le CETIC de Ndocksamba construit d'ici 2014 - Le CES de Benga construit d'ici 2014	-Rapports du DDES de Yabassi	Le CETIC et le CES demandés sont construits
	R.3 Les établissements de l'enseignement secondaire sont renforcés en infrastructures et équipements	08 salles de classe, 04 blocs administratifs, 04 blocs latrine, 04 cantines, 02 bibliothèques, 05 clôtures, 02 laboratoires, 06 points d'eau construits et /ou réhabilités d'ici 2020	-Rapports du DDES de Yabassi -PV de réception	Les infrastructures, équipements sollicités sont disponibles
		Le nombre de bacs à ordures a augmenté de 26 dans les 06 établissements d'enseignement secondaire public de la commune	-Rapports du DDES de Yabassi - PV de réception	
		Le nombre de tables-bancs s'est accru de 1017 à 1191 dans les 06 établissements d'enseignement secondaire public de la commune d'ici 2015	-Rapports du DDES de Yabassi - PV de réception à la commune	
	R.4 L'effectif d'enseignant a augmenté dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune.	39 enseignants augmentés dans les 06 établissements secondaire de la commune d'ici 2017	Rapports du DDES Yabassi	- L'Etat continu à former et à affecter le personnel enseignant
R.5 L'environnement des établissements secondaire public de la commune est reboisé.	06 établissements secondaire public de la commune reboisés d'ici 2020	Rapports du DDEPN de Yabassi	Les conditions climatiques sont favorables	
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
	A.1.1 Création et construction de 06 CES à Ndockban1, Matoubé, Malé bis Mabombé, Ndocksamba et Bindjen avec blocs administratifs	Humains, Financiers, Matériels	138 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.1.2 Constitution des dossiers de création de 01 CETIC à Ndockiti-Abinyam			
	A.2 Réalisation des travaux de construction et équipement du CES de Benga (02 salles de classe et 01 bloc administratif) et du CETIC de	Humains, Financiers, Matériels	106 000	

Ndocksamba-Mabombé (02 salles de classe, 02 ateliers, 01 bloc administratif).			
A.3.1 Construction de 08 salles de classe (02 à Ndocktiba, 02 à Madip, 02 à Sohock, 02 à Tam) dans les établissements secondaires publics	Humains, Financiers, Matériels		64 000
A.3.2 Réhabilitation de 09 salles de classe dans les établissements secondaires de la commune (06 au lycée bilingue et 03 à Tam)	Humains, Financiers, Matériels		12 000
A.3.3 Construction d'une clôture dans les établissements de l'enseignement secondaire excepté Lycée bilingue de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels		60 000
A.3.4 Construction d'un point d'eau dans chacun des établissements secondaire public de la commune	Humains, Financiers, Matériels		56 000
A.3.5 Construction de 04 blocs latrines dans les établissements secondaires publics de l'Arrondissement (Madip, Ndocktiba, Sohock et Tam)	Humains, Financiers, Matériels		14 000
A.3.6 Construction de 07 logements pour enseignants dans les établissements secondaires publics de la commune	Humains, Financiers, Matériels		140 000
A.3.7 Aménagement de 05 aires de jeux et de loisir à Sohock, Madip, Tam, Ndocktiba et au lycée technique	Humains, Financiers, Matériels		5 000
A.3.8 Dotation des établissements secondaires publics en 174 tables bancs (lycée de Sohock(84), CES Tam (74), CES de Ndocktiba (17).	Humains, Financiers, Matériels		5 220
A.3.9 Equipement des 06 établissements d'enseignement secondaire en 26 bacs à ordures Lycée technique(10), lycée bilingue(10), lycée sohock (4), CES Tam (4), CES Ndocktiba(4), CES Madip(5).	Humains, Financiers, Matériels		390
A.3.10 Construction et équipement de 02 laboratoires scientifiques aux Lycées de Sohock et technique de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels		100 000
A.3.11 Construction et équipement de 04 blocs	Humains, Financiers, Matériels		108 000

	administratifs aux CES de Ndocktiba, Tam et Madip et au lycée technique de Nkondjock			
	A.3.12 Construction de 04 cantines scolaires aux lycées de Sohock et Nkondjock, au lycée technique de Nkondjock et au CES de Tam	Humains, Financiers, Matériels	20 000	
	A.3.13 Construction et équipement de 02 bibliothèques avec le matériel informatique au lycée de Sohock et lycée technique de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	12 000	
	A.3.14 Réalisation des travaux de branchement électrique dans 05 établissements secondaires de la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	1 500	
	A.3.15 Equipement des établissements du secondaire de la commune sauf Lycée bilingue de Nkondjock, en ordinateurs, copieurs et mobilier	Humains, Financiers, Matériels	48 000	
	A.4 Sollicitation d'affectation de 39 nouveaux enseignants qualifiés	Humains, Financiers, Matériels	200 000	
	A.5 Dotation de 07 établissements d'enseignement secondaire de la commune d'espace vert pourvus de bancs publics	Humains, Financiers, Matériels	10 500	
TOTAL			900 810	

SECTEUR 11 : Emploi et Formation Professionnelle

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi dans la commune de Nkondjock

Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Accroître les structures de formation professionnelle, et d'encadrement des jeunes aux métiers dans la commune	Le nombre de centre de formation professionnelle public créé et construite dans la commune passe de 02 à 04 d'ici 2020	Rapport DDFOP-Yabassi	Les structures de formation professionnelles sollicitées sont créées par l'Etat
		Le nombre centres de formation professionnelle privé créés et fonctionnels dans la commune passe de 1 à au moins 02 d'ici 2025	Rapport DDFOP-Yabassi	

	2. Renforcer la SAR/SM de Nkondjock en infrastructures	03 bâtiments réhabilité à la SAR/SM de Nkondjock d'ici 2017	-Rapport DDFOP-Yabassi	Les infrastructures et équipements demandés sont fournis par l'Etat
		Présence d'un point d'eau, d'une clôture et d'un bloc latrine à la SAR/SM d'ici 2017	-Rapport communaux -Rapport DDFOP-Yabassi	
	3. Renforcer la SAR/SM de Nkondjock en équipements	02 ateliers nouvellement équipés à la SAR/SM d'ici 2017		
	4. Augmenter les opportunités d'emplois stables de la commune	Les emplois directs et indirects dans la commune augmentés de 30% d'ici 2035	-Rapport DDFOP -Yabassi	Les conditions socioéconomiques sont favorables
	5. Mettre à la disposition des chercheurs d'emploi toutes les informations sur les opportunités d'emploi existant dans la commune.	- 01 étude sur les opportunités d'emploi dans la commune disponible d'ici 2015 - 01 liste des projets et programmes de financement disponible	Copie de la liste à la commune	
	6. Augmenter l'effectif du personnel qualifié à la SAR/SM de Mbema	08 enseignants de la SAR/SM affectés dans la commune d'ici 2020	Rapport DDFOP-Yabassi	L'Etat continu à former le personnel enseignant
Résultats	R.1 Les structures de formation professionnelle, et d'encadrement des jeunes aux métiers sont accrues dans la commune	02 centres de formation professionnelle public (SAR/SM, CFR) nouvellement créés et construites dans la commune d'ici 2030	Rapport DDFOP-Yabassi	Les structures de formation professionnelles sollicitées sont créées par l'Etat
		02 centres de formation professionnelle privés créés et fonctionnels dans la commune d'ici 2025	Rapport DDFOP-Yabassi	
	R.2 Les infrastructures de la SAR/SM de la commune sont renforcées	03 bâtiments réhabilité à la SAR/SM de Nkondjock d'ici 2017	Rapport DDFOP-Yabassi	Les infrastructures et équipements demandés sont fournis par l'Etat
		Présence d'un point d'eau, d'une clôture et d'un bloc latrine à la SAR/SM d'ici 2017		
	R.3 Les équipements de la SAR/SM de Nkondjock sont renforcés	02 ateliers nouvellement équipés à la SAR/SM d'ici 2017	Rapport DDFOP-Yabassi	
	R.4 Les emplois stables sont augmentés dans la commune	Les emplois directs et indirects dans la commune augmentés de 30% d'ici 2035	Rapport DDFOP-Yabassi	Disponibilité des financements
	R.5 Les informations sur les opportunités d'emploi dans la commune sont contenues dans une base de données diffusées.	- 01 étude sur les opportunités d'emploi dans la commune disponible d'ici 2015 - 01 liste des projets et programmes de financement disponible	Rapport DDFOP-Yabassi	
R.6 L'effectif du personnel de la SAR/SM a augmenté.	08 enseignants de la SAR/SM affectés dans la commune d'ici 2020	Rapport DDFOP-Yabassi	L'Etat forme et affecte le personnel enseignant	
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation

A.1.1 Création, construction et équipement de 02 SAR/SM dans l'Arrondissement (Ndocktiba, Njingang)	Humains, Matériels Financiers	160 000	Les sources de financements sont disponibles
A.1.2 Facilitation d'octroi des agréments à 02 centres de formation professionnelle privés.	Humains, Matériels Financiers	1 000	Les procédures de demandes d'agréments sont maîtrisées
A.2.1 Réhabilitation de 03 bâtiments à la SAR/SM	Humains, Matériels Financiers	12 000	Les sources de financements sont disponibles
A.2.2 Construction et équipement de 02 salles de classes au MINEFOP de Nkondjock	Humains, Matériels Financiers	36 000	
A.2.3 Dotation du centre de formation professionnelle public (SAR/SM) moderne de Mbema de 01 bloc latrine, de 01 point d'eau et d'une clôture.	Humains, Matériels Financiers	5 000+8 000+15 000 =28 000	
A.3 Equipement de 02 ateliers du centre de formation professionnelle public (SAR/SM) moderne de Mbema	Humains, Matériels Financiers	40 000	Les sources de financements sont disponibles
A.4 Accompagnement des apprenants dans la création et recherche des emplois directs et indirects dans la commune	Humains, Matériels Financiers	15 000	Les sources de financements sont disponibles
A.5.1 Elaboração d'une étude sur les opportunités d'emploi dans tous les secteurs de la commune	Humains, Matériels Financiers	7 000	Les sources de financements sont disponibles
A.5.2 Large diffusion sur les projets et programme de financement existants	Humains, Matériels Financiers	2 000	Les financements sont mobilisés par la commune
A.6.1 Sollicitation d'affectation de 08 enseignants à la SAR/SM de Nkondjock et suivi des dossiers	Humains, Matériels Financiers	800	
A.6.2 Construction de 06 logements d'astreintes à la SAR/SM pour enseignants	Humains, Matériels Financiers	45 000	
TOTAL		346 800	

SECTEUR 12 : Travail et Sécurité Sociale				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à la sécurité sociale des travailleurs de la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir la protection sociale des travailleurs dans la commune de Nkondjock à la sécurité sociale			
Objectifs spécifiques	1. Encourager la création et l'installation des structures de protection sociale dans la commune.	Le nombre de mutuelle de santé passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2015	- Rapports DDTSS Nkondjock	Les conditions socioéconomiques et institutionnelles sont favorables
	2. Faciliter l'accès des travailleurs de la commune aux prestations des structures de la protection sociale (paiement des pensions retraites, allocations familiales et indemnités, etc.)	Les campagnes de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale passe de 0 à 2 d'ici 2015	Rapports DDTSS Nkondjock	
		Le nombre de session de formation pour les travailleurs du secteur privé sur le droit travail passe de 0 à au moins 05 d'ici 2015	Rapports DDTSS Nkondjock	
Résultats	R.1 La création et l'installation des structures de protection sociale dans la commune sont encouragés	La commune couverte par une structure de protection sociale d'ici 2020	Rapports DDTSS Nkondjock	Les conditions socioéconomiques et institutionnelles sont favorables
	R.2 L'accès des travailleurs de la commune aux prestations de protection sociale	- Les campagnes de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale est passé de 0 à 2 en 2015 - Le nombre de session de formation pour les travailleurs du secteur privé sur le droit travail est passé de 0 à au moins 5 en 2020	- Rapports DDTSS Nkondjock	
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	
	A.1 Création d'une mutuelle de santé dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	5 000	Disponibilité de financement
	A.2.1 Organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale par an et pendant 3 ans.	Humains, Financiers, Matériels	3 000	
	A.2.2 Vulgarisation des procédures d'inscription au registre de protection sociale.	Humains, Financiers, Matériels	1 000	Disponibilité de financement
	A.2.3 Organisation de 05 sessions de formation des travailleurs du secteur privé sur le droit de travail.	Humains, Financiers, Matériels	3 000	
Total			12 000	

SECTEUR 13 : Tourisme et loisirs				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à développer les activités touristiques dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités touristiques dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Susciter la création et l'aménagement des structures touristiques decentes dans la commune	Le nombre de structures touristiques dans la commune passe de 1 à 5 d'ici 2020 03 campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de créer et/ou aménager les établissements d'accueil dans la commune d'ici 2015	Rapports DDTOUR-Yabassi -Rapports DDTOUR- Yabassi - Rapport communaux	Les conditions d'installation des operateurs sont facilitées
	2. Procéder à un recensement du potentiel touristique de la commune	01 répertoire des sites touristiques de la commune disponible d'ici 2018	Rapports DDTOUR- Yabassi	
	3. Aménager les voies d'accès et les sites touristiques de la commune	Le nombre de sites touristiques aménagés passe de 0 à 04 d'ici 2020	Rapports DDTOUR- Yabassi -Rapports de la commune	Les sources de financement sont disponibles
	4. Informer et communiquer sur les opportunités du tourisme	Le nombre de campagnes d'information et de sensibilisation sur les opportunités du tourisme passe de 0 à 3 d'ici 2020	Rapports de la commune	
	5. Promouvoir les sites touristiques de la commune	Le nombre d'insertion dans les médias de masse/la presse des spots publicitaires sur les sites touristiques de la commune d'ici 2025	Rapports DDTOUR-Yabassi - Comptes administratifs de la commune	
		Le nombre de participation aux salons nationaux sur le tourisme passe de 0 à 3 d'ici 2020	Rapports DDTOUR-Yabassi - Comptes administratifs de la commune	
Résultats	R.1 La création et l'aménagement des structures touristiques descentes dans la commune sont suscités	Le nombre de structures touristiques dans la commune passe de 1 à 5 d'ici 2020	Rapports DDTOUR-Yabassi	Les conditions d'installation des operateurs sont facilitées
		03 campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de créer et/ou aménager les établissements d'accueil dans la commune d'ici 2015		
	R.2 Le potentiel touristique de la commune est recensé	01 répertoire des sites touristiques de la commune disponible d'ici 2018		Les sources de financements sont disponibles
	R.3 Les sites touristiques et voies d'accès sont aménagés	Le nombre de site touristique et voies d'accès aménagé passe de 0 à 4 d'ici 2017	Rapport de la commune	
	R.4 Les opportunités du tourisme	Le nombre de campagnes d'information et de	Rapport de la commune	

	connues dans la commune	sensibilisation sur les opportunités du tourisme passe de 0 à 3 d'ici 2020		
	R.5 Les sites touristiques de la commune de Nkondjock sont connus	Le nombre de participation aux salons nationaux sur le tourisme passe de 0 à 2 d'ici 2020	- Rapport de la commune -Rapport DDTOUR Yabassi	Une large diffusion des sites est faite par la commune
		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables de réalisation
Activités	A.1.1 Mise en fonction de l'office communal de tourisme de Nkondjock	Humains, financiers et matériels	1 000	
	A.1.2 Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation par an et sur 3 ans des responsables des établissements d'accueils sur l'importance de créer et d'améliorer le cadre des logements	Humains, financiers et matériels	3 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.2.1 Identification et répertoriage des sites touristiques de la commune	Humains, financiers et matériels	500	Les sources de financements sont disponibles
	A.3 Viabilisation des sites touristiques et leurs voies d'accès	Humains, financiers et matériels	80 000	
	A.4. Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation sur les opportunités du tourisme par an et pendant 03 ans	Humains, financiers et matériels	3 000	
	A.5.1 Deux insertions faites dans les médias de masse, la presse, des spots publicitaires sur les sites touristiques de la commune par an	Humains, financiers et matériels	2 000	
	A.5.2 Formation de 5 guides touristiques dans la commune	Humains, financiers et matériels	2 500	
	A.5.3 Participation à 2 salons nationaux sur le tourisme	Humains, financiers et matériels	800	
	Total			92 800

SECTEUR 14 : Forêts et Faune				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à gérer et à protéger durablement la forêt et la faune de la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Favoriser la protection et la gestion durable de la forêt et de la faune dans la commune			
Objectifs spécifiques	1. Encourager l'exploitation et la gestion contrôlée des espèces forestières et fauniques dans la commune.	Le nombre de personnel travaillant au poste forestier passe de 1 à 6 2015	Rapport DDFOF Yabassi	- Le personnel recruté est affecté au poste forestier
		Le nombre de réserves forestières dans la commune passe 0 à 2 d'ici 2020	Rapport DDFOF Yabassi	- Les sources de financements sont disponibles
		Une équipe de sensibilisation des populations sur l'importance de la préservation des ressources forestières et fauniques passe est créée et passe chaque année dans chaque village de la commune de Nkondjock.	Rapport DDFOF Yabassi	-Les comités de vigilance créés sont opérationnels
		Un séminaire de formation des populations aux techniques d'élevage non conventionnel et d'aquaculture se tient une fois chaque année	-Rapport DAEPIA Nkondjock	- Le personnel affecté joue leur rôle
		02 reboisements créés par la commune dans des sites choisis d'ici 2015	Rapport DDFOF Yabassi	- Les conditions climatiques sont favorables
	2. Vulgariser la réglementation en matière forestière et faunique dans la commune.	Le nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur le respect de la réglementation en matière forestière et faunique passe de 0 à 5 d'ici 2017	Rapport DDFOF Yabassi	Les sources de financements sont disponibles

Résultats/Axes stratégiques	R.1 L'exploitation et la gestion contrôlées des espèces forestières et fauniques de la commune sont encouragées	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de personnel au PFC de Nkondjock passe de 1 à 6 en 2011 - Le nombre de réserves forestières dans la commune passe 0 à 2 d'ici 2020 - Un séminaire de formation des populations aux techniques d'élevage non conventionnel et d'aquaculture se tient une fois chaque année à Nkonjock 	Rapport DDFOF Yabassi	<ul style="list-style-type: none"> - Les personnel sollicité est affecté. - Les sources de financements sont disponibles -Les comités de vigilance créés sont opérationnels - Les personnels affectés jouent leur rôle
	R.2 La réglementation en matière forestière et faunique est vulgarisée dans la commune	Deux (02) reboisements sont créés d'ici à 2025 dans la commune	Rapport DDFOF Yabassi	- les conditions climatiques favorables
		Une campagne d'information des populations sur la réglementation forestière et faunique organisée dans la commune d'ici 2017.	Rapport DDFOF Yabassi	Les financements sont mobilisés par la commune
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditons préalables de réalisation
	A.1.1 Recrutement et mise à la disposition du PFC de 05 agents	Humains, matériels, financiers	3 000	La commune prend en charge ces agents
	A.1.2. Equipement du PFC en moyen logistique (02 motos)	Humains, matériels, financiers	2 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.1.3 Création de 02 réserves forestières dans les zones Abinyam-Toumbassala et Sam-Malè bis-Ndockouma-limite Est de la commune	Humains, matériels, financiers	100 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.1.4 Création de 18 comités de vigilance dans l'Arrondissement	Humains, matériels, financiers	3 600	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.1.5 Organisation d'une session de formation par an et pendant 5 ans des populations aux techniques d'élevage non conventionnel et d'aquaculture	Humains, matériels, financiers	1 000	
	A.1.6 Reboisement de 02 sites (08 ha) dans la commune	Humains, matériels, financiers	24 000	Les sources de financement sont disponibles
	A.2 Organisation d'une campagne d'information	Humains, matériels, financiers	1 000	Les financements sont

	des populations sur la réglementation forestière et faunique dans la commune			disponibles
TOTAL			134 000	

SECTEUR 15 : Environnement, protection de la nature et développement durable				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficultés à protéger et à gérer durablement l'environnement et la nature de la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter la protection de la nature, la gestion de l'environnement.			
Objectifs spécifiques	1. Assurer une meilleure gestion des déchets ménagers et industrielle dans l'espace communal.	Le nombre de campagne de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets passe de 0 à 3 d'ici 2016	Rapport des services d'hygiène de la commune	- Volonté de l'exécutif communal - Projet pris en compte dans la politique des services compétents gouvernementaux
		L'effectif des agents de collecte formés passe de 0 à 4 d'ici 2018		
		Le nombre de services communaux de traitement de déchets passent de 0 à 1 d'ici		
		Une décharge municipale est créée à Nkondjock d'ici 2015		
		Un véhicule de collecte est acquis d'ici 2017		
		La quantité de déchets transformés en compost passe de 0 à 1 tonne et celle de compost produite et distribuée de 0 à 500 kg par trimestre d'ici 2025		
2. Lutter contre les pesticides obsolètes		Le nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur l'utilisation, la gestion et les effets des pesticides passe de 0 à 5 d'ici 2017	Rapport des sectoriels (DDADER/DDEPN)	Les services compétents de la mairie, de l'environnement et de l'agriculture remplissent leurs missions
		L'effectif des formateurs villageois formé sur l'identification, la gestion et l'utilisation des pesticides passe de 0 à 49 en 2020		
3. Eradiquer la pratique de la pêche par les		Le nombre de campagnes de sensibilisation	Rapport des	

	produits chimiques dans la commune	des populations sur les méfaits de la pratique de la pêche par les produits chimiques passe de 0 à 5 d'ici 2017	sectoriels (DDADER/DDEPN/DEPIA)	
	4. Créer des espaces verts dans les établissements publics de la commune	55 espaces verts créés dans la commune d'ici 2020	Rapport des sectoriels DDEPN	Les services de l'environnement ainsi que les chefs d'établissements scolaires remplissent leurs missions
	5. Organiser des campagnes de d'hygiène et de salubrité à Nkondjock	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur l'importance d'aménager les toilettes dans la commune est passé de 0 à 3 en 2015 Le nombre de toilettes publiques aménagées dans l'espace urbain communal passe de 0 à 3 d'ici 2018	Rapport des services d'hygiène de la commune	La mairie et les services compétents de l'environnement remplissent leurs missions
	6. Elaborer un plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) de la commune	Un PUGDT de la commune disponible d'ici 2025	Rapports de DDADER	- La mairie et les services compétents de l'environnement remplissent leurs rôles
Résultats	R.1 Les déchets de l'espace communal sont rationnellement gérés.	Le nombre de campagne de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets passe de 0 à 3 d'ici 2016	Rapport des services d'hygiène de la commune	- Volonté de l'exécutif communal - Projet pris en compte dans la politique des services compétents gouvernementaux
		L'effectif des agents de collecte formés passe de 0 à 4 d'ici 2018		
		Le nombre de services communaux de traitement de déchets passent de 0 à 1 d'ici 2016		
		Le nombre de site de décharges est passé de 0 à 1 d'ici 2017		
		Le dispositif de collecte et gestion des déchets passe de 0 à 1 d'ici 2018		
		La quantité de déchets transformés en compost passe de 0 à 1 tonne et celle de compost produite et distribuée de 0 à 500 kg par trimestre d'ici 2025		
	R.2 Les pesticides sont judicieusement utilisés dans la commune.	L'effectif des formateurs villageois formé sur l'identification, la gestion et l'utilisation des	Rapport des sectoriels	Les services de la mairie, de l'environnement et de

		pesticides passe de 0 à 49 en 2020	(DDADER/DDEPN)	l'agriculture remplissent leurs missions
	R.3 La pratique de la pêche par les produits chimiques est éradiquée dans la commune	Le nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur les méfaits de la pratique de la pêche par les produits chimiques passe de 0 à 5 d'ici 2017	Rapport des sectoriels (DDADER/DDEPN/DEPIA)	Les services compétents de la mairie, de l'environnement et de l'élevage, pêche et industries animales remplissent leurs missions
	R.4 Les espaces vert créés dans les établissements publics de la commune sont reboisés	Le nombre d'établissements possédant un espace vert dans la commune est passé de 1 à 56 d'ici 2020 Le nombre de club des amis de la nature dans la commune est passé de 0 à 56 d'ici 2025	Rapport des sectoriels (DDADER/DDEPN/DEPIA)	Les services de l'environnement ainsi que les chefs d'établissements scolaires remplissent leurs missions
	R.5 Les populations de Nkondjock sont sensibilisées sur l'importance d'aménager les toilettes	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur l'importance d'aménager les toilettes dans la commune est passé de 0 à 3 en 2015 Le nombre de toilettes publiques aménagées dans l'espace urbain communal passe de 0 à 3 d'ici 2018	Rapport sectoriel (DDEPN)	La mairie et les services compétents de l'environnement remplissent leurs missions
	R.6 Un PUGDT de la commune est élaboré.	Un PUGDT de la commune disponible d'ici 2025	Rapport sectoriel (DDEPN)	- Volonté de l'exécutif communal
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Organisation d'une campagne de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets par an et pendant 3 ans.	Humains, Financiers, Matériels etc.	4 500	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.1.2 Formation de 4 agents de collecte de déchets dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels etc.	1 500	
	A.1.3 Création d'un service communal de traitement de déchets	Humains, Financiers, Matériels etc.	1 500	
	A.1.4 Selection et aménagement d'un site de décharge des déchets	Humains, Financiers, Matériels etc.	25 000	
	A.1.5 Acquisition du matériel de collecte des déchets	Humains, Financiers, Matériels etc.	100 000	
	A.1.6 Transformation des déchets en compost	Humains, Financiers, Matériels etc.	15 000	

	et distribution.			
	A.2.1 Organisation de 5 campagnes de sensibilisation des populations sur l'utilisation, la gestion et les effets des pesticides.	Humains, Financiers, Matériels etc.	7 500	
	A.2.2 Formation de 49 formateurs villageois sur l'identification, la gestion et l'utilisation des pesticides.	Humains, Financiers, Matériels etc.	20 000	
	A.3. Organisation d'une campagne de sensibilisation par an des populations sur les méfaits de la pratique de la pêche par les produits chimiques sur 5 ans	Humains, Financiers, Matériels etc.	5 000	
	A.4.1 Identification de 02 essences adaptées de reboisement.	Humains, Financiers, Matériels etc.	1 000	
	A.4.2 Mise en place d'une pépinière de 800 pieds de l'espèce choisie	Humains, Financiers, Matériels etc.	7 500	
	A.4.3 Plantation de 800 arbres dans les 56 établissements publics de la commune	Humains, Financiers, Matériels etc.	82 500	
	A.4.4 Création de 56 clubs des amis de la nature dans chacun des établissements publics de la commune	Humains, Financiers, Matériels etc.	11 200	
	A.4.5 Aménagement de 55 espaces verts dans les établissements publics de la commune	Humains, matériels, financiers	5 000	
	A.5.1 Organisation de 03 campagnes de sensibilisation sur l'importance d'aménager les toilettes	Humains, Financiers, Matériels etc.	3 000	
	A.5.2 Aménagement de 04 toilettes publiques dans l'espace urbain communal (Matoubé, Mbema, Malè1 et Molock)	Humains, Financiers, Matériels etc.	20 000	
	A.6 Elaboration d'un PUGDT	Humains, Financiers, Matériels	30 000	
Total			340 200	

SECTEUR 16 : Habitat et Développement Urbain

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à l'aménagement harmonieux des zones urbaine et rurale de la commune de Nkondjock

Désig-	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
--------	------------------------	--------------------------------------	-------------------------	---------------------------

nations	(IOV)			
Objectif global	Contribuer au développement urbain et rural, et à l'amélioration de l'habitat dans la Commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Réaliser les documents de base pour une gestion de l'urbanisme et une planification urbaine dans la commune de Nkondjock.	<ul style="list-style-type: none"> - La carte cadastrale définitive de délimitation de la zone urbaine disponible d'ici 2015 - Le nombre de Plan Sommaire d'Urbanisme passe de 0 à 1 d'ici 2025 - Le nombre de Plan d'Occupation de Sol passe de 0 à 1 d'ici 2035 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la DDH DU du Nkam - Rapports de la DDDCAF du Nkam - Document de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique de l'exécutif communal - Participation efficace de la communauté locale - Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme
	2. Promouvoir la politique de construction de l'habitat durable et pour tous	Le nombre de lobbying pour les plaidoyers en faveur de la construction des logements sociaux passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2015 Le nombre de sessions de sensibilisation/communication sur la construction en matériau définitif passe de 0 à 12 d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et documents de la commune - Rapports de la DDH DU du Nkam 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique de l'exécutif communal - Collaboration des services compétents de l'urbanisme
	3. Mettre en place une politique de planification des zones habitables dans les communautés rurales de la commune de Nkondjock.	Le nombre de plans de construction des communautés rurales passe de 0 à 6 d'ici 2025	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la DDH DU du Nkam - Rapports de la DDDCAF du Nkam - Document de la commune - Documents des chefferies 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration des services compétents de l'urbanisme et des affaires foncières

Résultats	R.1 Les documents de base pour une gestion de l'urbanisme et une planification urbaine dans la commune de Nkondjock sont réalisés	- 01 carte participative définitive de la zone urbaine disponible d'ici 2015 - Un Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) approuvé par le Maire de Nkondjock d'ici 2025 - Un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé par le préfet du Nkam d'ici 2035	- Rapports de la DDH DU du Nkam - Rapports de la DDDCAF du Nkam - Document de la commune	- Volonté politique de l'exécutif communal - Participation efficace de la communauté locale - Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme
	R.2 La politique de construction de l'habitat durable est promue dans la commune	- Un (01) lobbying créé dans la commune pour la construction des logements sociaux d'ici 2015 ; -12 sessions de sensibilisation/communication sur la construction en matériaux définitifs d'ici 2015	- Rapports et documents de la commune - Rapports de la DDH DU du Nkam	- Volonté politique de l'exécutif communal - Collaboration des services compétents de l'urbanisme
	R.3 La politique de planification des zones habitables dans les communautés rurales de Nkondjock est mise en place	Six plans de construction des zones habitables dans les communautés rurales de la commune sont disponibles à Sohock, Didipé, Mabombé, Ndocksamba, Tam et Malè 6 ^{ième}	- Rapports de la DDH DU du Nkam - Rapports de la DDDCAF du Nkam - Document de la commune - Documents des chefferies	- Volonté politique de l'exécutif communal - Collaboration des services compétents de l'urbanisme, des affaires foncières et des communautés villageoises
Activités	Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables	
A.1.1 Elaboration de la carte cadastrale définitive de délimitation de la zone urbaine de la commune	Humains, Financiers, Matériels	5 000	- Volonté politique de l'exécutif communal	
A.1.2 Elaboration d'un Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU)	Humains, Financiers, Matériels	15 000	- Collaboration des services compétents de l'urbanisme, des affaires foncières et des communautés villageoises	
A.1.3 Elaboration d'un Plan d'Occupation de Sol(POS)	Humains, Financiers, Matériels	15 000		
A.2.1 Création d'un lobbying militant en faveur de la construction des logements sociaux	Humains, Financiers, Matériels	2 000	- Disponibilité des financements	
A.2.2 Organisation de 12 sessions de sensibilisation/communication sur	Humains, Financiers, Matériels	6 000		

	la construction en matériaux définitifs			
	A.3 Elaboration de 06 plans de construction des zones habitables dans les communautés rurales de Sohock, Didipé, Mabombé, Ndocksamba, Tam et Malè 6 ^{ième}	Humains, Financiers, Matériels	15 000	
TOTAL			58 000	

SECTEUR 17 : Domaine, Cadastre et affaires foncières				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à la ressource foncière dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter de l'accès à la ressource foncière dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Vulgariser la procédure d'obtention du titre foncier dans la commune de Nkondjock	- Le nombre de réunions de sensibilisation/information sur la procédure d'obtention du titre foncier passe 0 à au moins 12 dans la commune d'ici 2015 - 16 tracts/affichages et/ou communiqués radio distribués et/ou diffusés d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Les services de la sous préfecture et de la mairie accomplissent leurs missions - Participation efficace des populations
	2. Promouvoir la gestion pacifique des conflits fonciers inter et intra villages	Le nombre de commission communale de règlement pacifique des conflits fonciers passe de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture	- Les services de la sous préfecture et de la mairie accomplissent leurs missions
		06 séances d'échanges entre les autorités administratives, traditionnelles et les populations concernées par les cas de litiges fonciers d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture	- Participation efficace des communautés villageoises et des forces de l'ordre
	3. Constituer 01 réserve foncière urbaine et péri urbaine dans la commune	Le nombre de réserve foncière urbaine et péri urbaine passe de 0 à 1 d'ici 2020	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune	- Participation efficace de la communauté locale - Collaboration des services des

				affaires foncières et de l'urbanisme
	4. Borner et classer le domaine public naturel et artificiel ainsi le domaine privé de la commune de Nkondjock	Le nombre de domaine public classé dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2035	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Volonté politique de l'exécutif communal - Participation efficace de la communauté locale
		Le nombre de domaine privé de l'Etat classé passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2035	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme
Résultats	R.1 Les populations de la commune de Nkondjock sont sensibilisées sur la procédure d'obtention du titre foncier.	- Le nombre de réunions de sensibilisation/information sur la procédure d'obtention du titre foncier passe 0 à au moins 12 dans la commune d'ici 2015 - 16 tracts/affichages et/ou communiqués radio distribués et/ou diffusés d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture	- Les services de la sous préfecture et de la mairie accomplissent leurs missions - Participation efficace des populations
	R.2.1 Les conflits fonciers/frontaliers sont réglés.	Le nombre de commission communale de règlement pacifique des conflits fonciers est passé de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Les services de la sous préfecture et de la mairie accomplissent leurs missions
	R.2.2 Des échanges entre les autorités administratives, traditionnelles et les populations concernées par les litiges fonciers sont réalisées dans la commune de Nkondjock	06 séances d'échanges entre les autorités administratives, traditionnelles et les populations concernées par les cas de litiges fonciers d'ici 2015	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Participation efficace des communautés villageoises et des forces de l'ordre
	R.3. Des sites de réserve foncière urbaine et péri urbaine sont disponibles dans la commune	Le nombre de réserve foncière communale est passé de 0 à 1 d'ici 2020	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune	- Participation efficace de la communauté locale - Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme
	R.4.1 Le domaine public de l'Etat est classé dans la commune	Le nombre de domaine public classé dans la commune est passé de 0 à 1 d'ici 2035	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune - Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	- Volonté politique de l'exécutif communal - Participation efficace de la communauté locale
	R.4.2 Le domaine privé de l'Etat est classé dans la commune	Le nombre de domaine privé de l'Etat classé est passé de 0 à 1	- Rapports de DDDCAF du Nkam - Rapports de la commune	- Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme

		dans la commune d'ici 2035	- Rapport de la sous préfecture de Nkondjock	
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Organisation de 12 réunions de sensibilisation/information sur la procédure d'obtention du titre foncier.	Humains, Financiers, Matériels	6 000	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique de l'exécutif communal - Participation efficace de la communauté locale - Collaboration des services des affaires foncières et de l'urbanisme - Disponibilité des sources de financement
	A.2.1 Mise en place d'une commission communale de règlement pacifique des litiges fonciers.	Humains, Financiers, Matériels	500	
	A.2.2 Organisation de 6 séances d'échanges entre les autorités administratives, traditionnelles et les populations concernées sur le règlement des litiges fonciers dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	300	
	A.3.1 Acquisition d'une réserve foncière urbaine et péri urbaine dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	10 000	
	A.4.1 Bornage et classement du domaine public de l'Etat dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	15 000	
	A.4.2 Bornage et classement du domaine privé de l'Etat dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	15 000	
TOTAL			49 500	

SECTEUR 18 : Recherche Scientifique et Innovation				
PROBLEME PRINCIPAL: Accès limité aux résultats d'innovation de la recherche dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès des populations de la zone urbaine et rurale de Nkondjock aux produits de la recherche scientifique.			

Objectifs spécifiques	1. Renforcer l'encadrement des producteurs sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits post récolte et d'élevage non conventionnel	Le nombre de formateur des producteurs formé dans la commune sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits post récolte et d'élevage non conventionnel est passé de 0 à 320 en 2022	Rapport DAADER, DAEPIA de Nkondjock	- La compétence nécessaire du centre régional de recherche et de l'innovation est mobilisée et disponible au niveau communal - Collaboration des services de l'agriculture et des forêts de l'arrondissement
	2. Promouvoir la recherche sur les plantes médicinales dans la commune	Une liste de plantes médicinales identifiées et répertoriées dans la commune connue d'ici 2025	Rapport du centre régional pour la recherche et l'innovation	- L'expertise compétente des services gouvernementaux est mobilisée
	3. Créer 01 centre d'approvisionnement /distribution des races et autres semences améliorées (autres que le cacao et café) dans la commune	Le nombre de centre de distribution/approvisionnement en semences et races améliorées passe de 1 à 2 dans la commune d'ici 2020	-Compte de gestion de la commune - Rapports du DAADER Yabassi	- Les services gouvernementaux et de la mairie remplissent leurs missions d'accompagnement - Participation efficace des opérateurs économiques privés
	4. Renforcer la vulgarisation des produits de la recherche dans la commune et des structures d'approvisionnement en semences et races améliorées	10 séances de vulgarisation organisées sur les produits de la recherche et des structures d'approvisionnement en semences et races améliorées d'ici 2022	Rapports des CPA	Le personnel des services de la recherche est motivé
Résultats	R.1 L'encadrement des producteurs sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits post récolte et d'élevage non conventionnel renforcé	Le nombre de formateur des producteurs formé dans la commune sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits post récolte et d'élevage non conventionnel est passé de 0 à 320 en 2017	Rapport DAADER, DAEPIA de Nkondjock	- La compétence nécessaire du centre régional de recherche et de l'innovation est mobilisée et disponible au niveau communal - Collaboration des services de l'agriculture et des forêts de l'arrondissement
	R.2 La recherche sur les plantes médicinales est promue	Une liste de plantes médicinales identifiées et répertoriées dans la commune connue d'ici 2025	Rapport du centre régional pour la recherche et l'innovation	- L'expertise compétente des services gouvernementaux est mobilisée - Collaboration des services de la commune et des communautés locales
	R.3 Le centre d'approvisionnement	Un centre de	Compte de gestion de	- Les services gouvernementaux

	/distribution des races et autres semences améliorées dans la commune est créé	distribution/approvisionnement en semences et races améliorées créé dans la commune d'ici 2020	la commune - Rapports du DAADER	et de la mairie remplissent leurs missions d'accompagnement - Participation efficace des opérateurs économiques privés
	R.4 La vulgarisation des produits de la recherche et des structures d'approvisionnement en semences et races améliorées sont renforcées dans la commune	10 séances de vulgarisation organisées sur les produits de la recherche et des structures d'approvisionnement en semences et races améliorées d'ici 2022	Rapports des CPA	Le personnel des services de la recherche est motivé
		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables
Activités	A.1 Formation de 64 formateurs des producteurs par an et pendant 5 ans sur les techniques de production du matériel végétal de qualité, de protection et conservation des sols, de transformation des produits post récolte	Humains, matériels, financiers	15 000	- Les services compétents de la recherche scientifique et de la mairie remplissent leurs missions
	A.2. Identification et répertorisation des espèces médicinales de la commune	Humains, matériels, financiers	20 000	
	A.3. Création d'un centre de distribution/approvisionnement en races et autres semences améliorées	Humains, matériels, financiers	25 000	
	A.4. Organisation de 10 séances de vulgarisation sur les produits de la recherche et des structures d'approvisionnement en semences et races améliorées	Humains, matériels, financiers	5 000	
		TOTAL		83 000

SECTEUR 19 : Commerce

PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à développer des activités commerciales rentables dans la commune de Nkondjock

Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités commerciales rentable dans la commune			
Objectifs spécifiques	1. Créer et construire de nouveaux marchés dans l'espace communal	- 07 nouveaux marchés créés dans la commune d'ici 2020	Rapport DDCOMMERCE	- Volonté politique de l'exécutif communal

ques	de Nkondjock			
	2. Renforcer les marchés existants de la commune en infrastructures et équipements	Le nombre de boutiques de la commune dans les 06 marchés est passé de 23 à 93 d'ici 2025	Rapport DDCOMMERCE	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions
		Le nombre hangar de la commune est passé de 04 à 10 d'ici 2025	-Rapport DDCOMMERCE	- Disponibilité des sources de financement
		Le nombre de chambre froide de la commune est passé de 0 à 1 d'ici 2025	Rapport DDCOMMERCE	
		Le nombre de poissonnerie de la commune est passé de 0 à 03 d'ici 2020	Rapport DDCOMMERCE	
	3. Promouvoir la vie associative dans le milieu commerçant de la commune	un répertoire communal de commerçant de Nkondjock disponible d'ici 2015	-Fichier de contribuables de la commune	- Volonté politique de l'exécutif communal
une association de commerçants de la commune est fonctionnelle avant 2015		-Rapport DDCOMMERCE -Récépissé de déclaration à la préfecture	- Les services compétents de la mairie et gouvernementaux accompagnent le projet	
Résultats	R.1 De nouveaux marchés sont créés et construits dans l'espace communal de Nkondjock	07 nouveaux marchés créés dans la commune d'ici 2020	-Rapport DDCOMMERCE - Rapport communaux	- Volonté politique de l'exécutif communal
	R.2 Les marchés existant de la commune sont renforcés en infrastructures et équipements	Le nombre de boutiques de la commune dans les 06 marchés est passé de 23 à 93 d'ici 2025	Rapport DDCOMMERCE	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions
		Le nombre hangar de la commune est passé de 04 à 10 d'ici 2025	Rapport DDCOMMERCE	- Disponibilité des sources de financement
		Le nombre de chambre froide de la commune est passé de 0 à 1 d'ici 2025	Rapport DDCOMMERCE	
		Le nombre de poissonnerie de la commune est passé de 0 à 03 d'ici 2020	Rapport DDCOMMERCE	
	R.3 Les commerçants de l'espace communal de Nkondjock sont organisés en association.	un répertoire communal de commerçant de Nkondjock disponible d'ici 2015	Fichier de contribuables communes	- Volonté politique de l'exécutif communal
		une association de commerçants de la commune fonctionnelle d'ici 2020	Rapport DDCOMMERCE	- Les services compétents de la mairie et gouvernementaux accompagnent le projet
	Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)
A.1. Construction de 07 nouveaux marchés dans la commune (Madip, Matin-Miné, Dékoulé, Mabombé,		Humains, Matériels Financiers	280 000	

	Sam, Ndomalang, Ngoman1 et 2, Ndockouma, Njingang, Ndocksamba)			Disponibilité des ressources financières
	A.2.1 Construction de 70 boutiques dans cinq marchés de la commune (15 à Ndockban 2, 15 à Sohock, 15 à Tam, 15 à Bindjen, 10 à Ndocktiba)	Humains, Matériels Financiers	210 000	- Volonté politique de la commune et des services gouvernementaux compétents
	A.2.2 Construction de 06 hangars aux marchés (01 à Ndockban 2, 01à Sohock, 01à Tam, 01 à Bindjen, 01 à Ndocktiba, 01 à Mbeya.)	Humains, Matériels Financiers	90 000	Participation des opérateurs privés économiques
	A.2.3 Construction de 01 chambre froide à Mbema	Humains, Matériels Financiers	100 000	Participation des opérateurs privés économiques
	A.2.4 Sensibilisation des opérateurs économiques sur la nécessité de la mise en place de 03 poissonneries (01 à Ndockban 2, 01 à Sohock ,01 Ndocktiba)	Humains, Matériels Financiers	1 000	- Disponibilité de financement
	A.2.5 Construction de 06 blocs latrines dans 05 marchés (,01 à Mbema, 01 à Sohock, 01 à Ndocktiba, 01 à Ndockban 2, 01 à Bindjen)	Humains, Matériels Financiers	21 000	Disponibilité des ressources financières
	A.2.6 Mise en place de 06 comités de gestion des marchés dans la commune	Humain, Matériels, Financières	500	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.3.1 Etablissement d'un répertoire communal de commerçants de Nkondjock	Humains, Matériels Financiers	200	Disponibilité des ressources financières
	A.3.2 Constitution d'une association de commerçants de la commune	Humains, Matériels Financiers	500	Engagement des bénéficiaires
TOTAL			703 200	

SECTEUR 20 : Jeunesse et éducation civique				
PROBLEME PRINCIPAL : Faible épanouissement de la jeunesse dans la commune de Nkondjock				
Désig-nation	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Contribuer à l'épanouissement de la jeunesse dans la commune de Nkondjock.			
Objectifs spécifiques	1. Achever la construction et équiper le centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de la commune de Nkondjock	Le nombre de (CMPJ) construit et équipé dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapports de la DDJEUN- Nkam - Rapports de la DAJEUN- Nkondjock	- Volonté politique des services gouvernementaux compétents - Disponibilité des sources de financement
	2. Promouvoir l'esprit associatif chez les jeunes de la commune	Le nombre de causeries éducatives organisées sur la vie associative passe de 0 à au moins 09 dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DAJEUN- Nkondjock - Documents de la commune	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Environnement social favorable
		Le nombre de centre d'alphabétisation fonctionnel dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2018	- Rapports de la DDJEUN- Nkam - Rapports de la DAJEUN- Nkondjock	
		Le répertoire des associations jeunes légalisées dans la commune d'ici 2015	Documents de la DAJEUN de Nkondjock	
	3. Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la commune	Dix (10) projets supplémentaires jeunes financés d'ici 2013	- Rapports de la DAJEUN- Nkondjock	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Disponibilité des sources de financement
		Le nombre de séance de sensibilisation/information des jeunes sur les activités du CNJC-Bureau communal passe de 0 à 12 d'ici 2015	- Rapports de la DAJEUN- Nkondjock - Rapports du CNJC-Bureau de Nkondjock	
		Des stages de vacances à la commune octroyés de façon équitable aux jeunes des villages d'ici 2015	Rapports de la commune	
	4. Promouvoir les activités récréatives	Le nombre de championnats de vacances organisés annuellement dans la commune passe de 2 à 3 d'ici 2015	- Rapport à la DAJEUN- Nkondjock - Documents de la commune	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Participation des ONG, opérateurs économiques privés
		Le nombre de kermesses et de danses culturelles organisées dans la commune passe de 0 à 9 d'ici 2015	- Rapport à la DAJEUN- Nkondjock - Documents de la commune	
		Le nombre de camps de jeunes/colonies	- Rapport à la DAJEUN- Nkondjock	

		de vacances organisés passe de 0 à 3 d'ici 2015	- Documents de la commune	
	5. Lutter contre les maux qui minent la jeunesse dans la commune de Nkondjock (l'oisiveté, la débauche, la délinquance juvénile, les IST/SIDA, etc.)	Le nombre de tables- rondes/conférences interactives sur la thématiques de jeunesse organisés dans la commune passe de 0 à 10 d'ici 2015	- Rapport à la DAJEUN- Nkondjock - Documents de la commune	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Engagement et contribution de la jeunesse
Résultats	R.1 Le bâtiment du CMPJ est construit et équipé dans la commune.	01 bâtiment du CMPJ construit et équipé dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDJEUN- Nkam - Rapports de la DAJEUN-Nkondjock	Volonté politique des services gouvernementaux compétents
	R.2. L'esprit associatif est promu chez les jeunes de la commune	-Des causeries éducatives organisées sur la vie associative dans la commune -Un (01) centre d'alphabétisation fonctionnel dans la commune de Nkondjock d'ici 2018 -Trente (30) nouvelles associations légalisées de jeunes créées dans la commune	- Rapports de la DAJEUN-Nkondjock - Documents de la commune - Répertoire des associations de la préfecture	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Environnement social favorable
	R.3 L'insertion socioprofessionnelle des jeunes est facilitée	Dix (10) projets supplémentaires jeunes financés d'ici 2013	- Documents du PAJER-U Nkam - Rapports de la DDJEUN- Nkam	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Disponibilité des sources de financement
		Des séances de sensibilisation/information des jeunes sur les activités du CNJC-Bureau communal organisées d'ici 2015	- Rapports du CNJC-Bureau de Nkondjock	
		Des stages de vacances à la commune octroyés de façon équitable aux jeunes des villages d'ici 2015	- Documents de la commune	

	R.4 Les activités récréatives sont développées dans la commune de Nkondjock	- Le nombre de championnats de vacances organisés annuellement dans la commune est passé de 2 à 3 d'ici 2015 - Des kermesses et de danses culturelles organisées dans la commune passent de 0 à 9 d'ici 2015 - Des camps de jeunes/colonies de vacances organisés dans la commune passent de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapports de la DAJEUN-Nkondjock - Rapports de la commune - Rapports de la DDJEUN-Nkam	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Participation des ONG, opérateurs économiques privés
	R.5 les maux qui minent la jeunesse ont diminué	Le nombre de tables- rondes/conférences interactives sur la thématiques de jeunesse organisés dans la commune est passé de 0 à 10 d'ici 2015	- Rapports de la DAJEUN-Nkondjock - Rapports de la commune - Rapports de la DDJEUN-Nkam	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs mission
		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables
Activités	A.1.1 Réalisation des travaux de finition et d'équipement du CMPJ de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	20 000	- La mairie et les services gouvernementaux compétents remplissent leurs missions - Engagement et contribution de la jeunesse - Participation des ONG, opérateurs économiques privés - Environnement social favorable - Disponibilité des sources de financement
	A.2.1 Organisation de 9 causeries éducatives sur la vie associative dans la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	2 000	
	A.2.2 Constitution du dossier de création d'un centre d'alphabétisation dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	200	
	A.2.3 Accompagnement de 30 associations de jeunes dans leur légalisation.	Humains, Financiers, Matériels	1 000	
	A.3.1 Accompagnement de 30 jeunes dans le financement de leurs projets d'ici 2015.	Humains, Financiers, Matériels	30 000	
	A.3.2 Organisation de 12 séances de sensibilisation/information des jeunes sur les activités du CNJC- Bureau communal de Nkondjock d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	6 000	

A.4.1 Organisation de 3 championnats de vacances (minime, cadet, sénior) dans la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	2 000	
A.4.2 Organisation de 09 kermesses et de danses culturelles dans la commune d'ici 2015.	Humains, Financiers, Matériels	3 000	
A.4.3 Organisation de 03 camps de jeunes/colonies de vacances dans la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	1 200	
A.5.1 Organisation de 10 tables-rondes/conférences interactives sur les thématiques de jeunesse dans la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	3 000	
TOTAL		68 400	

SECTEUR 21 : Sports et Education Physique				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à promouvoir les activités sportives et l'éducation physique dans la commune de Nkondjock.				
Désignation	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter la pratique des activités sportives et de l'éducation physique dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Renforcer la capacité en infrastructures sportives dans la commune de Nkondjock	Le nombre de complexe multisports construit dans la commune passe de 0 à 01 d'ici 2020	- Rapports du DDSEP-Nkam - Documents communaux	Volonté politique des services gouvernementaux
	2. Viabiliser les infrastructures de la commune	Typologie des travaux d'aménagement effectués au stade municipal de Nkondjock (au niveau de l'aire de jeux, des gradins, vestiaires, toilettes, etc.) d'ici 2020	- Compte administratifs de la Commune - Rapports de la DDSEP-Nkam - Bordereau de livraison des travaux	La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions
		Le nombre de stade municipal de football aménagé passe de 0 à 1 dans la commune d'ici 2020	-Compte administratifs de la Commune - Rapports de la DDSEP-Nkam	
3. Affecter le personnel d'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires de la	06 enseignants d'éducation physique et sportive nouvellement affectés dans les 06 établissements scolaires de la	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Rapports de l'IAEB de Nkondjock	La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions	

	commune de Nkondjock	commune d'ici 2017		
	4. Promouvoir la pratique des activités et disciplines sportives dans la commune de Nkondjock	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la création des centres de formation en disciplines sportives dans la commune passe de 0 à 9 d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam	- La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions - Les ONG et opérateurs privés contribuent efficacement au projet
		Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la création d'associations sportives dans la commune passe de 0 à 9 d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam	
	5. Organiser un championnat de vacances inter villages dans la commune de Nkondjock	Le nombre de championnat de vacances inter village passe de 0 à 01 dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	- La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions
Résultats	R.1 La capacité en infrastructures sportives dans la commune de Nkondjock est renforcée	Le nombre de complexes multisports construits est passé de 0 à 1 dans la commune en 2020 Un (01) complexe multisports construits dans la commune de Nkondjock	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	Volonté politique des services gouvernementaux
	R.2 Les infrastructures de la commune de Nkondjock sont viabilisées	Des travaux d'aménagement (au niveau de l'aire de jeux, des gradins, vestiaires, toilettes, etc.) effectués au stade municipal de Nkondjock d'ici 2020	-Compte administratifs - Commune - Rapports du DDSEP-Nkam	La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions
	R.3 Des enseignants supplémentaires d'éducation physique et sportive sont affectés dans les établissements scolaires de la commune	06 enseignants d'éducation physique et sportive nouvellement affectés dans les 06 établissements scolaires de la commune d'ici 2017	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock - Rapport de la DDES-Nkam	La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions
	R.4 La pratique des activités et disciplines sportives dans la commune de Nkondjock est développée	La création des centres de formation en disciplines sportives vulgarisée dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	- La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions - Les ONG et opérateurs privés contribuent efficacement au projet
		Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la création d'associations sportives dans la commune est passé de 0 à 9 d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	
R.5 Le championnat de vacances inter villages est organisé dans la commune	Le nombre de championnat de vacances inter villages est passé de 0 à 01 dans la commune d'ici 2015	- Rapports de la DDSEP-Nkam - Documents de la commune de Nkondjock	- La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions	
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables

	A.1 Construction d'un complexe multisport dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	70 000	- La mairie et les services gouvernementaux remplissent leurs missions - Participation efficace des élites et opérateurs privés - Disponibilité des sources de financement
	A.2 Aménagement du stade municipal (Aire de jeu, gradins et vestiaires) de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	20 000	
	A.3 Constitution des dossiers d'affectation de 06 enseignants d'éducation physique et sportive dans les 06 établissements d'enseignement secondaires de la commune. et les soumettre aux autorités compétentes.	Humains, Financiers, Matériels	500	
	A.4.1 Organisation de 09 campagnes de sensibilisation sur la nécessité de création des centres de formation en disciplines sportives dans la commune de Nkondjock.	Humains, Financiers, Matériels	1 500	
	A.4.2 Organisation de 09 campagnes de sensibilisation sur la nécessité de création d'associations sportives dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	1 500	
	A.5. Organisation annuelle d'un championnat de vacances inter villages dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	1 500	
TOTAL			94 700	

SECTEUR 22 : Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté à développer les PME/PMI et l'artisanat dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir le développement des PME/PMI et de l'artisanat dans la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Actualiser le fichier communal des corps de métiers	Un fichier communal des corps de métiers actualisé d'ici 2015	Documents comptables de la commune	Volonté politique de l'exécutif communal

	2. Mettre en place des groupes organisés d'artisans et autres corps de métiers dans la commune.	Le nombre de GIC d'artisans créé dans la commune passe de 0 à 10 d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	- La mairie rempli ses missions - Accompagnement du projet par les services gouvernementaux compétents - Franche collaboration des artisans et corps de métiers
		Le nombre de corps de métiers organisés en groupe dans la commune passe de 0 à 10 d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Commune	
	3. Mettre en place des infrastructures d'encadrement/casement des artisans et autres corps de métiers, dans la commune de Nkondjock	Le nombre de mini musée de fabrication et exposition artisanale passe de 0 à 01 dans la commune d'ici 2020	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Documents comptables de la commune	- Volonté politique de l'exécutif communal - Les services compétents gouvernementaux accompagnent le projet - Mobilisation et adhésion au projet des opérateurs économiques
		Le nombre de boutiques/hangars de casement des corps de métiers passe de 0 à 12 dans la commune d'ici 2015		
	4. Financer les activités des groupes organisés d'artisans, d'autres corps de métiers ainsi que des petites entreprises/industries	Le nombre de groupe d'artisans appuyés passe de 0 à 10 d'ici 2015 dans la commune	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	- Projet pris en compte et accompagné par les services compétents gouvernementaux - Disponibilité des sources de financement à la mairie de Nkondjock
		Le nombre de groupe de corps de métiers appuyés passe de 0 à 3 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	
		Le nombre de très petites entreprises/industries artisanales (cacaoculteurs, transformateurs d'huile de palme) appuyées passe de 0 à 05 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	
	5. Créer des activités promotrices du secteur artisanal	Le nombre de salon/mini foire artisanale passe de 0 à 3 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Rapports de la commune	- Mobilisation et adhésion au projet des opérateurs économiques et des artisans
	6. Créer un cadre d'information/échange sur la réglementation fiscale régissant l'activité des corps de métiers	Le nombre d'ateliers de rencontre entre les agents fiscaux, la commune et les corps de métiers passe de 0 à 6 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Rapports de la commune	- Participation de toutes les parties prenantes (Mairie, gouvernement, représentant des artisans et corps de métiers, etc.)
	Résultats	R.1 Le fichier communal des corps de métiers est actualisé.	Le nombre de fichier communal actualisé des corps de métiers est passé de 0 à 1 d'ici 2015	Documents comptables de la commune
R.2 Des groupes organisés d'artisans		Le nombre de GIC d'artisans créé dans	- Rapport de la	- La mairie rempli ses missions

	et autres corps de métiers sont mis en place dans la commune de Nkondjock	la commune est passé de 0 à 10 d'ici 2015	DDPMEESA-Nkam	- Accompagnement du projet par les services gouvernementaux compétents - Franche collaboration des artisans et corps de métiers
		Le nombre de corps de métiers organisés en groupe dans la commune est passé de 0 à 10 d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	
	R.3 Des infrastructures d'encadrement/casement des artisans et autres corps de métiers sont construites sur des sites appropriés dans la commune de Nkondjock	Le nombre de mini musée de fabrication/exposition artisanale est passé de 0 à 01 dans la commune d'ici 2020	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Documents comptables de la commune	- Volonté politique de l'exécutif communal - Les services compétents gouvernementaux accompagnent le projet - Mobilisation et adhésion au projet des opérateurs économiques
		Le nombre de boutiques/hangars de casement des corps de métiers est passé de 0 à 12 dans la commune d'ici 2015		
	R.4 Des groupes organisés d'artisans, d'autres corps de métiers ainsi que des très petites entreprises/industries reçoivent des appuis/financements dans la commune de Nkondjock	Le nombre de groupe d'artisans appuyés est passé de 0 à 10 d'ici 2015 dans la commune	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	- Projet pris en compte et accompagné par les services compétents gouvernementaux - Disponibilité des sources de financement à la mairie de Nkondjock
		Le nombre de groupe de corps de métiers appuyés est passé de 0 à 10 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	
		Le nombre de petites entreprises/industries artisanales (cacaoculteurs, transformateurs d'huile de palme) appuyées est passé de 0 à 05 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam	
	R.5 Des activités promotrices du secteur artisanal sont organisées dans la commune	Le nombre de salon/mini foire artisanale est passé de 0 à 3 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Rapports de la commune	- Mobilisation et adhésion au projet des opérateurs économiques et des artisans
	R.6 Le cadre d'information/échange sur la réglementation fiscale régissant l'activité des corps de métiers est créé dans la commune	Le nombre d'ateliers de rencontre entre les agents fiscaux, la commune et les corps de métiers est passé de 0 à 6 dans la commune d'ici 2015	- Rapport de la DDPMEESA-Nkam - Rapports de la commune	Participation de toutes les parties prenantes (Mairie, gouvernement, représentant des artisans et corps de métiers, etc.)
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Constitution d'un fichier communal actualisé des corps de métiers.	Humains, Financiers, Matériels	500	Disponibilité des sources de financement
	A.2.1 Accompagnement du groupe	Humains, Financiers, Matériels	500	Participation de toutes les parties

	des artisans de la commune à la légalisation de 10 GIC.			prenantes (Mairie, gouvernement représentant des artisans et corps de métiers, etc.)
	A.2.2 Accompagnement de 10 groupes de corps de métiers dans leur légalisation en GIC dans la commune.	Humains, Financiers, Matériels	500	Disponibilité des sources de financement
	A.3.1 Construction d'un mini musée de fabrication/exposition artisanale dans la commune de Nkondjock.	Humains, Financiers, Matériels	25 000	Disponibilité des sources de financement
	A.4.1 Appui financier ou matériel des groupes organisés d'artisans (10), de corps de métiers (10) ainsi que les petites entreprises/industries artisanales (5) de séchage de cacao et de transformation d'huile de palme.	Humains, Financiers, Matériels	30 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.5.1 Organisation de 03 salons/mini foires artisanales dans la commune de Nkondjock d'ici 2015.	Humains, Financiers, Matériels	15 000	Les financements sont mobilisés par la commune
	A.6.1 Organisation de 06 rencontres d'échange/information sur la réglementation fiscale régissant l'activité des corps de métiers dans la commune d'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	6 000	Les financements sont mobilisés par la commune
TOTAL			77 500	/

SECTEUR 23 : Industries, Mines et Développement Technologique				
PROBLEME PRINCIPAL : Faible développement des activités minières dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'exploitation des ressources minières nécessaires au développement économique et social de la commune de Nkondjock			
Objectifs spécifiques	1. Elaborer un (01) fichier communal du potentiel minier de Nkondjock	Deux d'enquêtes/recherches exploratoires pour identification des potentielles ressources minières du sol et sous-sol organisées d'ici 2018	Documents comptables de la commune de Nkondjock	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique de l'exécutif communal - Disponibilité des sources de financement - Expertise mobilisée

		Un fichier du potentiel minier de la commune de Nkondjock disponible d'ici 2015	- Documents comptables de la commune de Nkondjock	- Les services gouvernementaux appuient le projet
	2. Renforcer les capacités organisationnelles, matérielles et/ou financières des artisans miniers de la commune de Nkondjock.	Le nombre de GIC d'artisans miniers dans la commune passe de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapport de la DD MIDT-Nkam	- La mairie joue son rôle
		Le nombre de GIC d'exploitants miniers appuyés dans la commune passe de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapport de la DD MIDT-Nkam - Fichier communal du contribuable	- Les services gouvernementaux appuient le projet - Disponibilité des sources de financement
	3. Générer des recettes municipales à travers l'exploitation formelle des carrières de pierres et sable de la commune	L'exploitation formelle des carrières de pierres ou sable passe de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapports du service des recettes municipales	- Volonté politique de l'exécutif communal - Bonne collaboration des acteurs du secteur minier
	4. Viabiliser 07 sites miniers et leurs accès dans la commune	Le nombre de sites d'exploitation minière aménagés passe de 0 à 3 d'ici 2025	- Rapport de la DD MIDT-Nkam - Documents de la commune	- Disponibilité des sources de financement à la mairie - Accompagnement du projet par les services gouvernementaux
	5. Faciliter la mise en place des petites industries pourvoyeuses d'emploi dans la commune de la commune.	Une plate forme des potentiels acteurs économiques de la commune de Nkondjock créée d'ici 2020	- Rapport de la commune - Enquêtes indépendantes	La mairie et les services gouvernementaux compétents jouent leur rôle
Résultats	R.1.1 Des enquêtes/recherches exploratoires pour identification des ressources minières de la commune de Nkondjock sont réalisées	Deux d'enquêtes/recherches exploratoires pour identification des potentielles ressources minières du sol et sous-sol organisées d'ici 2018	Rapport de la commune de Nkondjock	- Volonté politique de l'exécutif communal - Disponibilité des sources de financement - Expertise mobilisée
	R.1.2 Le fichier des exploitants miniers est disponible dans la commune d'ici 2015	Un fichier du potentiel minier de la commune de Nkondjock disponible d'ici 2015	Documents comptables de la commune de Nkondjock	- Les services gouvernementaux appuient le projet
	R.2.1 Des groupes d'artisans miniers sont organisés dans la commune	Le nombre de GIC d'artisans miniers dans la commune est passé de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapport de la DD MIDT-Nkam	- La mairie joue son rôle - Les services gouvernementaux appuient le projet
	R.2.2 Des exploitants miniers de la commune de Nkondjock sont appuyés/équipés d'ici 2015	Le nombre de GIC d'exploitants miniers appuyés dans la commune est passé de 0 à 3 d'ici	- Rapport de la DD MIDT-Nkam	- Disponibilité des sources de financement

		2015		
	R.3 Des recettes communales sont générées grâce à l'exploitation formelle de 3 carrières d'ici 2015	L'exploitation formelle des carrières de pierres ou sable dans la commune de Nkondjock est passé de 0 à 3 d'ici 2015	- Documents comptables de la commune - Rapports du service de la recette municipale	- Volonté politique de l'exécutif communal - Bonne collaboration des acteurs du secteur minier
	R.4 Des sites d'exploitation minières et leur accès sont aménagés dans la commune de Nkondjock d'ici 2025	Le nombre de sites d'exploitation minière aménagés est passé de 0 à 3 d'ici 2025	- Rapport de la DD MIDT-Nkam - Documents de la commune	- Disponibilité des sources de financement à la mairie - Accompagnement du projet par les services gouvernementaux
	R.5.1 Un cadre de réflexion entre les potentiels acteurs économiques pour l'installation des petites industries dans la commune de Nkondjock est créé	Une plate forme des potentiels acteurs économiques de la commune de Nkondjock créée d'ici 2020	- Rapport de la commune - Enquêtes indépendantes	La mairie et les services gouvernementaux compétents jouent leur rôle
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Réalisation d'une enquête/recherche exploratoire pour l'identification des potentielles ressources minières de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	15 000	- Mobilisation de l'expertise compétente - Disponibilité des financements
	A.1.2 Elaboration d'un fichier communal des exploitants artisanaux de carrière de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	200	- La mairie et les services gouvernementaux compétents jouent leur rôle
	A.2.1 Accompagnement des exploitants de carrière de la commune de Nkondjock dans la légalisation de 03 GIC.	Humains, Financiers, Matériels	500	- - Disponibilité des sources de financement
	A.2.2 Appui financier ou matériel à 03 groupes organisés d'exploitants artisanaux de carrière de la commune sur 03 ans.	Humains, Financiers, Matériels	3 000	Disponibilité des sources de financement
	A.3.1 Formalisation de l'exploitation minière de 3 carrières dans la commune d'ici 2015 (Malé bis, Ngoman 2/Ndocksamba, Ndockbouné)	Humains, Financiers, Matériels	500	Disponibilité des sources de financement
	A.4 Réalisation des travaux d'aménagement de 03 sites d'exploitation minière et leurs accès	Humains, Financiers, Matériels	45 000	Les financements sont mobilisés par la commune

	dans la commune d'ici 2025 (Malé bis, Ngoman 2 et Mabombé)			
	A.5 Mise en place d'une plate forme des potentiels acteurs économiques pour l'installation des petites industries dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	3 000	Les financements sont mobilisés par la commune
TOTAL			67 200	/

SECTEUR 24 : Transports				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès et de circulation dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès et la circulation dans la commune de Nkondjock.			
Objectifs spécifiques	1. Créer et aménager les gares routières dans la commune de Nkondjock	Le nombre de gares routières créée et aménagées dans la commune passe de 0 à 9 d'ici 2020	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Comptes administratifs de la commune	Projet pris en compte par les services compétents des transports
	2. Organiser les acteurs du secteur des transports dans la commune de Nkondjock	Le nombre de syndicat des transporteurs dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle
	3. Rendre accessible et stabiliser le coût de transport dans la commune de Nkondjock	Le nombre de sessions de concertation/échange sur la réglementation en matière des transports, organisées entre acteurs du secteur dans la commune passe de 0 à 6 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle - Bonne collaboration des acteurs du secteur des transports de la commune
	4. Appuyer les moto- taximen de la commune de Nkondjock en équipement de protection/identification (casques, lunettes, gangs, choisubles, etc.).	Le nombre d'appuis en équipement reçus par les moto- taximen dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2015.	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- Les services gouvernementaux appuient les activités du projet

	5. Réguler l'activité des transports dans la commune de Nkondjock.	Le nombre de postes de contrôle en prévention routière dans la commune passe 0 à 2 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle
Résultats	R.1 Les gares routières sont créées aménagées dans la commune de Nkondjock d'ici 2020.	Neufs gares routières créées et aménagées dans la commune d'ici 2020	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Comptes administratifs de la commune	Projet pris en compte par les services compétents des transports
	R.2 Les transporteurs de la commune de Nkondjock sont organisés en 01 syndicat	Le nombre de syndicat des transporteurs dans la commune est passé de 0 à 1 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle
	R.3 Les coûts de transport sont accessibles à un prix plus ou moins stable aux populations de la commune de Nkondjock	Le nombre de sessions de concertation/échange sur la réglementation en matière des transports, organisées entre acteurs du secteur dans la commune est passé de 0 à 6 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle - Bonne collaboration des acteurs du secteur des transports de la commune
	R.4 Les moto taximen de la commune de Nkondjock reçoivent des appuis en équipement de protection/identification	Le nombre d'appuis en équipement reçus par les moto-taximen dans la commune est passé de 0 à 1 d'ici 2015.	- Rapports de la DDTrans-Nkam - Rapports de la commune	- Adhésion au projet des élites ou opérateurs économiques locaux
	R.5 Les conditions de transport des biens et personnes sont améliorées dans la commune de Nkondjock.	Le nombre de postes de contrôle en prévention routière dans la commune passe 0 à 2 d'ici 2015	- Rapports de la DDTrans-Nkam	- La mairie et les services compétents des transports jouent leur rôle
			Moyens	Coût (millier FCFA)
Activités	A.1.1 Réalisation des travaux d'aménagement de 09 gares routières dans la commune de Nkondjock	Humains, matériels, financiers	180 000	- Disponibilité des sources de financement à la mairie de Nkondjock
	A.2.1 Accompagnement des transporteurs de la commune de Nkondjock dans la mise en de 01 syndicat.	Humains, matériels, financiers	1 000	
	A.3.1 Organisation de 06 sessions de concertation/échange sur la réglementation en matière	Humains, matériels, financiers	12 000	- La mairie et les services compétents des transports

	des transports, entre acteurs du secteur dans la commune.				jouent leur rôle
	A.4.1 Dotation des moto- taximen de la commune de Nkondjock en équipement de protection/identification nécessaire dans leur activité.	Humains, financiers	matériels,	5 000	- Bonne collaboration des acteurs du secteur des transports de la commune
	A.5.1 Création de 02 postes de contrôle en prévention routière dans la commune de Nkondjock	Humains, financiers	matériels,	2 000	
TOTAL				200 000	

SECTEUR 25 : Postes et Télécommunication				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès aux réseaux de téléphonie et aux technologies de l'information et de la communication dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès au réseau de poste et télécommunication de la commune.			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la couverture de l'espace communal par les réseaux de téléphonie mobile MTN, Orange et CAMTEL	Le nombre d'antennes téléphoniques passe de 1 à 3 pour chaque opérateur (MTN, Orange et CAMTEL) dans la commune d'ici 2016	- Rapports du bureau des postes de la commune de Nkondjock	Bonne volonté politique des opérateurs économiques de téléphonie mobile
	2. Rendre fonctionnel le Centre Polyvalent Numérique d'Accès (CPNA) de la commune de Nkondjock	Le nombre d'antenne Camtel de connexion internet au CPNA passe de 0 à 1 d'ici 2015	Rapports du bureau des postes et télécommunication de la commune	Politique des services compétents des postes et télécommunication favorable
	3. Construire un télécentre communautaire dans la commune de Nkondjock	Le nombre de télécentre communautaire dans la commune passe de 0 à 1 d'ici 2016	- Rapports de la DR des POSTEL-Littoral - Documents de la commune	La mairie et les services compétents des postes et télécommunication remplissent leur rôle
	4. Réhabiliter le bâtiment du bureau des postes et télécommunication de la commune de Nkondjock et y affecter le personnel	Le nombre de personnels en service au bureau des postes et télécommunication de Nkondjock passe de 1 à 2 d'ici 2015 Un bâtiment réhabilité d'ici 2015	- Fichier du personnel du bureau des postes de Nkondjock - Rapports de la DR des POSTEL-Littoral	les services compétents des postes et télécommunication remplissent leur rôle
Résultats	R.1 L'espace communal est entièrement couvert par les réseaux de téléphonie mobile	Le nombre d'antennes téléphoniques passe de 1 à 3	- Rapports du bureau des postes de la commune de	- Bonne volonté politique des opérateurs économiques de

	Orange, MTN et CAMTEL.	pour chaque opérateur (MTN, Orange et CAMTEL) dans la commune d'ici 2016	Nkondjock	téléphonie mobile - Climat socioéconomique favorable
	R.2. Les usagers de la commune de Nkondjock ont accès aux NTIC grâce à 01 antenne Camtel de connexion internet	Le taux de fréquentation du CPNA est passé de 0 à 30% d'ici 2015	Rapports du bureau des postes et télécommunication de la commune	Politique des services compétents des postes et télécommunication favorable
	R.3 Le télécentre communautaire créé dans la commune de Nkondjock	Un télécentre communautaire créé dans la commune d'ici 2016	- Rapports de la DR des POSTEL-Littoral - Documents de la commune	La mairie et les services compétents des postes et télécommunication remplissent leur rôle
	R.4 Le bâtiment est réhabilité et le personnel est nouvellement affecté au bureau des postes et télécommunication de la commune de Nkondjock	Un bâtiment réhabilité et 01 nouveau personnel affecté au bureau des postes et télécommunication de Nkondjock.	- Rapports de la DR des POSTEL-Littoral	les services compétents des postes et télécommunication remplissent leur rôle
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Sollicitation d'installation de 02 antennes téléphoniques pour chacun des opérateurs MTN, orange et CAMTEL dans les sites de Bébondou et Sohock-Sam de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	500	- La mairie joue son rôle - La politique des opérateurs économiques de téléphonie favorable
	A.2.1 Installation d'une antenne Camtel de connexion internet au CPNA de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	30 000	Volonté politique des services compétents des postes et télécommunication
	A.3 Réalisation des travaux de construction et d'équipement du telecentre communautaire de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	140 000	- Plaidoyer de la commune - les services compétents des postes et télécommunication remplissent leur rôle
	A.4.1 Réalisation des travaux de réfection du bureau des postes et télécommunication de la commune sollicitation d'affectation d'un personnel	Humains, Financiers, Matériels	20 000	
TOTAL			190 500	

SECTEUR 26 : Communication				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès à la communication et à l'information dans la commune de Nkondjock				
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès à l'information et à la communication de masse			
Objectifs spécifiques	1. Favoriser la couverture de l'espace communal par les signaux de communication dans la commune	Le nombre de pylônes de communication dans la commune passe de 0 à 2 d'ici 2017	-Rapports de DR COM Yabassi - Service départemental du MINPOSTEL	- Le projet est pris en compte par les services compétents de la communication
	2. Accroître l'accès à l'information et à l'éducation de masse dans la commune	Une radio communautaire créée dans la commune d'ici 2020	Rapports de DR COM Yabassi	- Volonté politique des services de la communication favorable - La mairie joue son rôle
		Le nombre de kiosques à journaux passe de 0 à 2 dans la commune d'ici 2020	Rapports de la commune	
		Le site web de la commune est fonctionnel	Rapports de la commune	Disponibilité d'une source de financement à la mairie de Nkondjock
	Une bibliothèque municipale créée d'ici 2020	Rapports communaux		
Résultats	R.1 La couverture de l'espace communal est assurée par les signaux de communication	Le nombre de pylônes de communication dans la commune est passé de 0 à 2 d'ici 2018	Rapports de DR COM Yabassi - Service départemental du MINPOSTEL	- Le projet est pris en compte par les services compétents de la communication
	R.2 L'accès à l'information et à l'éducation de masse est accru dans la commune	Une radio communautaire créée dans la commune d'ici 2020	- Rapports de DR COM Yabassi	- Volonté politique des services de la communication favorable - La mairie joue son rôle
		Le nombre de kiosques à journaux passe de 0 à 2 dans la commune d'ici 2020	Rapports de la commune	
		Le site web de la commune est fonctionnel	Rapports de la commune	Disponibilité d'une source de financement à la mairie de Nkondjock
	Une bibliothèque municipale créée d'ici 2020	Rapports communaux		
Activités		Moyens	Coûts (Millier FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Installation de 02 pylônes de communication dans la commune		100 000	- Environnement sociopolitique et

	A.2.1 Création et mise en fonction d'une radio communautaire dans la commune	Humains, Financiers, Matériels	10 000	économique favorable - Disponibilité des sources de financement - Contribution efficace de la communauté locale - Bonne adhésion des partenaires socioéconomiques
	A.2.2 Promotion à la création d'un dépôt de presse/journaux à la librairie de Nkondjock et créer 02 kiosques à journaux	Humains, Financiers, Matériels	10 000	
	A.2.3 Elaboration d'un plan de communication de la commune	Humains, Financiers, Matériels	500	
	A.2.4 Création d'un site web de la commune	Humains, Financiers, Matériels	1 000	
	A.2.5 Création d'une bibliothèque municipale	Humains, Financiers, Matériels	10 000	
TOTAL			131 500	/

SECTEUR 27: Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre				
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès aux infrastructures publiques, aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre dans la commune de Nkondjock				
Désignation	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures publiques, aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre			
Objectifs spécifiques	1. Créer un commissariat de sécurité publique dans la commune de Nkondjock.	Un commissariat de sécurité publique créé dans la commune d'ici 2015	Rapports et/ou documents de la sous préfecture de Nkondjock	Les services gouvernementaux compétents sont favorables à la politique de sécurité publique dans la commune de Nkondjock
	2. Faire éclater la brigade de gendarmerie du centre ville de la commune de Nkondjock en 03 postes de gendarmerie de proximité.	Trois postes de gendarmerie de proximité créés dans la commune (Njingang, Benga1 et Madip) d'ici 2020.	- Rapports de la sous préfecture - Rapports de la commune	Les services gouvernementaux compétents sont favorables à la politique de sécurité publique dans la commune de Nkondjock
	3. Mettre en place un dispositif de proximité d'établissement des actes de naissance dans la commune.	04 nouveaux centres d'état civil créés dans la commune de Nkondjock d'ici 2020	- Rapports de la sous préfecture	La mairie de Nkondjock et les services de l'administration territoriale remplissent leur rôle
	4. Accélérer le processus de résolution définitive et pacifique des conflits fonciers inter villages dans la commune de Nkondjock	Le nombre de descente de la commission départementale de résolution de conflits pour le bornage des limites litigieuses passe de 0 à 3 d'ici 2015	- Rapports de la sous préfecture - Rapports de la commune	- La mairie de Nkondjock et les services de l'administration territoriale remplissent leur rôle - Les communautés villageoises contribuent efficacement au processus

	5. Redynamiser les comités de vigilance dans les villages de l'arrondissement de Nkondjock	39 comités de vigilance opérationnels dans la commune d'ici 2017	- Rapports de la sous préfecture	Les communautés villageoises contribuent efficacement au processus
	6. Affecter le personnel dans les services de la sous préfecture de Nkondjock	02 personnels affectés à la sous préfecture de Nkondjock d'ici 2015	- Rapports de la sous préfecture	Les services compétents de l'administration territoriale remplissent leur rôle
	7. Doter les services de la sous préfecture de Nkondjock d'un bâtiment privé administratif	Un bâtiment administratif abrite la sous préfecture de Nkondjock d'ici 2017	- Rapports de la sous préfecture	Disponibilité des sources de financement
Résultats	R.1 Le commissariat de sécurité publique est créé dans la commune de Nkondjock	Un commissariat de sécurité publique créé dans la commune d'ici 2015	Rapports et/ou documents de la sous préfecture de Nkondjock	Les services gouvernementaux compétents sont favorables à la politique de sécurité publique dans la commune de Nkondjock
	R.2 La brigade de gendarmerie de Nkondjock est éclatée en des postes de gendarmerie	Trois (03) postes de gendarmerie de proximité créés dans la commune d'ici 2020.	- Rapports de la sous préfecture - Rapports de la commune	Les services gouvernementaux compétents sont favorables à la politique de sécurité publique dans la commune de Nkondjock
	R.3 Le dispositif de proximité d'établissement des actes de naissance dans la commune est mis en place	04 nouveaux centres d'état civil créés dans la commune de Nkondjock d'ici 2020	- Rapports de la sous préfecture	La mairie de Nkondjock et les services de l'administration territoriale remplissent leur rôle
	R.4 Le processus de résolution définitive et pacifique des conflits fonciers inter villages est accéléré dans la commune de Nkondjock	Neuf (09) conflits fonciers définitivement résolus à travers des descentes de la commission départementale pour le bornage des limites litigieuses	- Rapports de la sous préfecture - Rapports de la commune	- La mairie de Nkondjock et les services de l'administration territoriale remplissent leur rôle - Les communautés villageoises contribuent efficacement au processus
	R.5 Les comités de vigilance des villages de la commune de Nkondjock sont de nouveau actifs et secondent l'administration publique	39 comités de vigilance opérationnels dans la commune d'ici 2017	- Rapports de la sous préfecture	Les communautés villageoises contribuent efficacement au processus
	R.6 La sous préfecture de Nkondjock dispose du personnel d'Etat nouvellement affecté	02 personnels affectés à la sous préfecture de Nkondjock d'ici 2015	- Rapports de la sous préfecture	Les services compétents de l'administration territoriale remplissent leur rôle
	R.7 La sous préfecture de Nkondjock est logé dans un nouveau Bâtiment privé administratif siège	Un bâtiment privé administratif abrite la sous préfecture de Nkondjock d'ici 2017	- Rapports de la sous préfecture	Disponibilité des sources de financement
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	
	A.1 Création et construction d'un commissariat	Humains, Financiers, Matériels	30 000	Disponibilité des sources de

	de sécurité publique dans la commune de Nkondjock.			financement
	A.2 Création de 03 postes de gendarmerie de proximité dans la commune de Nkondjock à Njingang, Benga1 et Madip	Humains, Financiers, Matériels	15 000	Les services compétents de l'administration territoriale remplissent leur rôle
	A.3 Construction de 04 nouveaux centres d'état civil dans la commune de Nkondjock à Mati-Miné, Sohock, Ndocksamba et Mabombé.	Humains, Financiers, Matériels	10 000	Disponibilité des sources de financement
	A.4 Organisation de 03 descentes de la commission départementale de résolution de conflits pour le bornage des limites litigieuses dans la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	15 000	Les communautés villageoises contribuent efficacement au processus
	A.5 Organisation de 07 sessions de redynamisation des comités de vigilance dans les villages de la commune de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	3 500	- La mairie joue son rôle - Les populations collaborent normalement
	A.6 Constitution du dossier d'affectation de 02 personnels d'Etat à la sous préfecture de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	500	Disponibilité des sources de financement
	A.7 Construction d'un bâtiment privé administratif siège de la sous préfecture de Nkondjock	Humains, Financiers, Matériels	50 000	Disponibilité des sources de financement
TOTAL			124 000	

SECTEUR 28 : Enseignement Supérieur					
PROBLEME PRINCIPAL : Difficulté d'accès aux établissements de l'enseignement supérieur					
Désignations	Logique d'intervention	Indicateurs Vérifiables	Objectivement	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux établissements de l'enseignement supérieur aux diplômés du secondaire de la commune de Nkondjock.				
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la création des établissements de l'enseignement supérieur à Nkondjock.	- Le nombre de campagnes de sensibilisation des potentiels promoteurs des établissements de l'enseignement supérieur dans la commune passe de 0 à 6 d'ici 2015 - Un établissement supérieur public créé et fonctionnel dans la commune de Nkondjock d'ici 2025	- Rapports de la commune de Nkondjock - Rapport du MINESUP	- Des facilités d'installation des établissements du supérieur sont accordées par les services compétents - Le climat socioéconomique et politique est favorable aux promoteurs	
	2. Favoriser la continuité des études supérieures des diplômés du secondaire de la commune de Nkondjock	50 bourses communales octroyé aux étudiants de la commune de Nkondjock par an d'ici 2017	- Comptes administratifs/gestion de la commune	Les responsables et partenaires au projet (Mairie et élites) remplissent leur contrat d'octroi des bourses d'excellence en temps voulu	
Résultats	R.1 L'établissement de l'enseignement supérieur est ouvert à Nkondjock.	- Le nombre de campagnes de sensibilisation des potentiels promoteurs des établissements de l'enseignement supérieur dans la commune passe de 0 à 6 d'ici 2015 - Un établissement supérieur public créé et fonctionnel dans la commune de Nkondjock d'ici 2025	- Rapports de la commune de Nkondjock	- Des facilités d'installation des établissements du supérieur sont accordées par les services compétents - Le climat socioéconomique et politique est favorable aux promoteurs	
	R.2 La continuité des études supérieures des diplômés du secondaire de la commune de Nkondjock est encouragée	50 bourses communales octroyé aux étudiants de la commune de Nkondjock par an d'ici 2017	- Comptes administratifs/gestion de la commune	Les responsables et partenaires au projet (Mairie et élites) remplissent leur contrat d'octroi des bourses d'excellence en temps voulu	
Activités		Moyens	Coût (Millier FCFA)	Conditions préalables	
	A.1.1 Organisation de 06 campagnes de sensibilisation des potentiels promoteurs des établissements de l'enseignement supérieur dans la commune D'ici 2015	Humains, Financiers, Matériels	3 000	Disponibilité d'un bon climat politique, socioéconomique des affaires	

	A.1.2 Création, construction et équipement d'un établissement supérieur public dans la commune de Nkondjock (Espace urbain)	Humains, Financiers, Matériels	2 000 000	- Disponibilité des terres - Les sources de financement sont disponibles
	A.1.4 Recrutement du personnel dans l'établissement supérieur public sollicité	Humains, Financiers, Matériels	500	Les sources de financement sont disponibles
	A.2.1 Octroi de 50 bourses de 50 000fcfa par an aux étudiants de la commune de Nkondjock et sur 05 ans	Humains, Financiers, Matériels	2 500	- Les financements sont mobilisés par la commune
TOTAL			3 006 000	/

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 9 : Coût estimatif du PCD

N°	DESIGNATIONS	COÛT (FCFA)
0	Institution communale	57 700 000
1	Agriculture et développement rural	1 331 700 000
2	Elevage, pêche et industrie animales	263 100 000
3	Santé publique	426 300 000
4	Travaux publics	26 339 000 000
5	Education de base	2 761 240 000
6	Culture	352 000 000
7	Promotion de la femme et de la famille	221 950 000
8	Affaires sociales	400 400 000
9	Eau et énergie	2 809 000 000
10	Enseignements secondaires	900 810 000
11	Emploi et formation professionnelle	346 800 000
12	Travail et sécurité sociale	12 000 000
13	Tourisme et loisirs	92 800 000
14	Forêt et faune	134 000 000
15	Environnement, protection de la nature et développement durable	340 200 000
16	Habitat et développement urbain	58 000 000
17	Domaine, cadastre et affaires foncières	49 500 000
18	Recherche scientifique et innovation	83 000 000
19	Commerce	703 200 000
20	Jeunesse et éducation civique	68 400 000
21	Sport et éducation physique	94 700 000
22	Petites et moyennes entreprises, Economie sociale et Artisanat	77 500 000
23	Industrie, mines et développement technologique	67 200 000
24	Transport	200 000 000
25	Postes et télécommunication	190 500 000
26	Communication	131 500 000
27	Administration Territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	124 000 000
28	Enseignement supérieur	3 006 000 000
TOTAL		41 642 500 000

5.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Le tableau 10 ci-dessous présente les ressources naturelles de la commune. De celui-ci, a été élaborée une esquisse de plan d'utilisation et de gestion des terres telle que ressortie par la carte N°3.

Tableau 10 : Matrice diagnostic des ressources naturelles

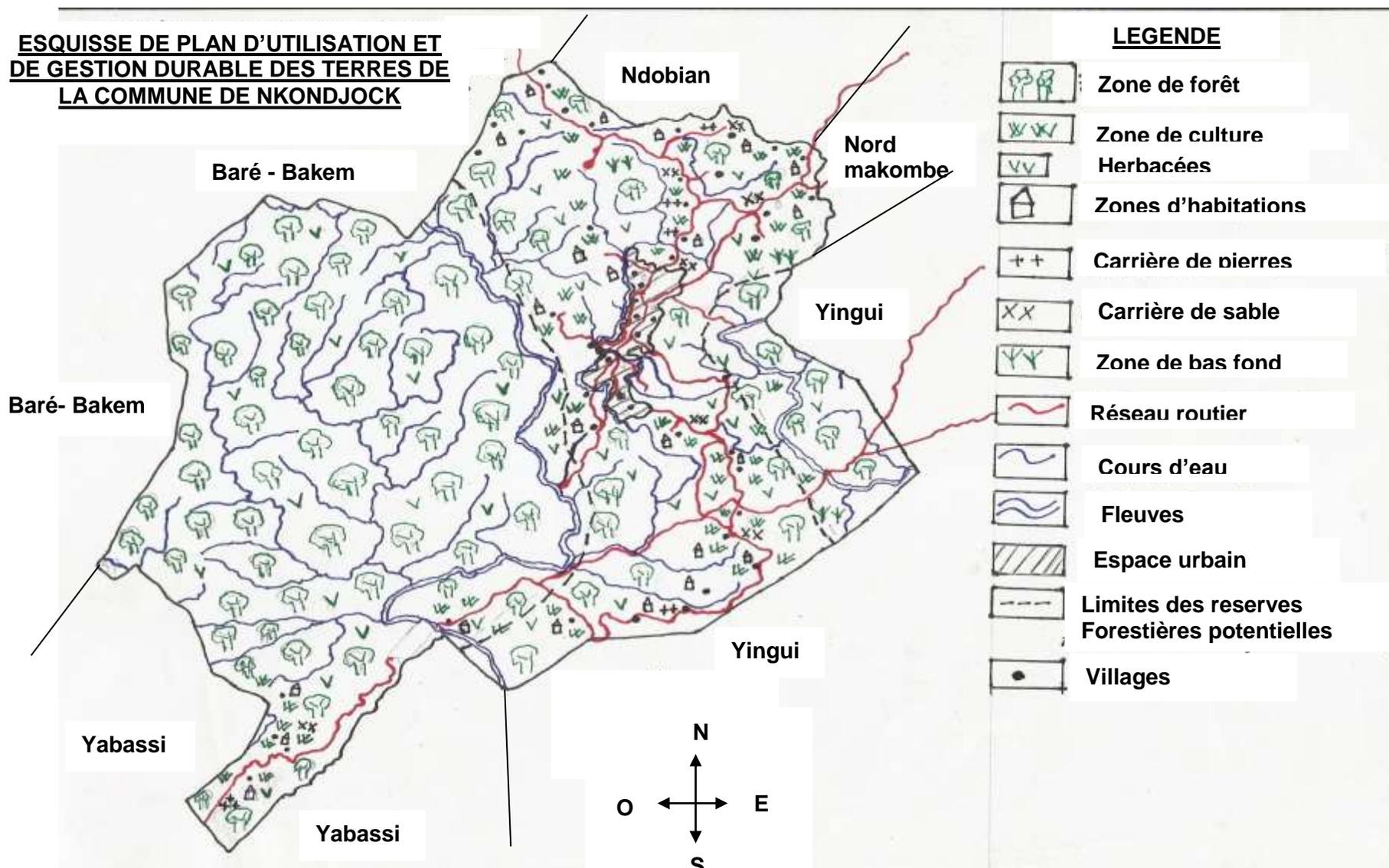
Ressources naturelles	Localisation (villages)	Potentiel par village	Utilisations / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
1. Pierres	Ngoman 2, Ndocksamba, Benga 2, Nkondock, Kouedjou, Bindjeng 9 ^{ième}	- Paysage rocheux qui s'étend sur 2 km de Ngoman 2 à Ndocksamba - Ressource dont les sous produits sont le gravier et les melons	- Construction des habitations, des ponts (makombé) et des ouvrages d'art sur les routes : rigoles, trottoirs. - Les utilisateurs sont les populations, les entrepreneurs des marchés en bâtiment et travaux publics	- La chefferie - les populations du village	- Gestion direct par les populations locales - Par concession pour les demandeurs externes	- Fort potentiel - Fortement exploitée	- Exploitation artisanale par les populations	- Viabiliser et formaliser l'exploitation des carrières - Créer des richesses et des emplois à travers l'activité d'exploitation
2. Sable	Ngoman 2, Dissouck, Dékoulé, Nkakè, Benga 2, Benga 1, Malé bis, Mabobé, Nkondock et Ndocksamba	- Dans les cours d'eau (mahé, milé) - Le long des rigoles - Dans les carrières	- Construction des habitations et bâtiments, des ouvrages d'art - Les populations - Les entreprises de bâtiment et TP	Les populations du village	Libre	Faiblement exploité	- Accès difficile aux cours d'eau	Aménager l'accès et formaliser l'activité
3. Cours d'eau	Toumbasala (nkam) ; Mbenga (mahé) ; Dékoulé, Dissouck et Ngoman 2 (milé) ; Madip et Miné (makombé) ;	- Sert de chute sur colline - Possibilité de captage pour irrigation (pisciculture, agriculture) et pour	- Pêche - Extraction de sable - Usage domestique	Les populations	Gestion directe (libre)	- Faible valorisation de la ressource - Réseau de cours	- Voie d'accès difficile (nkam, makombé) - Pollution	- Aménager les accès - Sensibiliser les populations riveraines

Ressources naturelles	Localisation (villages)	Potentiel par village	Utilisations / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
	Ndockiti (abinyam) ; Nkakè, Bindjeng (nkoro et sambo)	barrage - Site de réalisation des ouvrages hydrauliques (captage, barrage, etc.)				d'eau important dans la partie Est de la commune	par les pesticides (utilisées par les pêcheurs et les agriculteurs)	- Valoriser le potentiel hydraulique
4. Végétation (arbres, savane, etc.)	Dans tous les villages	- Pluieurs essences forestières : padouck, bilinga, bubinga, iroko, ayous, tali, azobé, pachiloubat, fraké, etc. - Présence des PFNL (Ngnetum, éro, Cola, etc.) - Présence de plantes médicinales	- Exploitation du bois d'œuvre et de service - Extration des plantes médicinales - Exploitation des PFNL	- Le chef du village - Président de comité de direction/Etat (service des forêts et Sous préfecture)	- Directe c'est-à-dire par le propriétaire du lot (dans les villages autochtones) - Gestion par le Président du comité de direction (village pionnier)	- Couvre environ 80% du territoire de l'Arrondissement - Aucune aire protégée recensée - Forte pression d'exploitation humaine sur les produits	- Coupe anarchique du bois	- Sensibiliser les riverains et requérants sur la gestion durable des ressources - Mettre en place un cadre de concertation entre les parties impliquées dans la gestion et l'exploitation (Etat-riverains-exploitants)
5. Sol	Dans tous les villages	- Support des infrastructures, bâtiments, de la végétation, des ressources hydriques et des cultures agricoles	- Agriculture - Support pour construction des habitats et infrastructures - Matériau de base	- Etat - les chefferies - Les populations	Directe et concessionnaire	- Présente en quantité suffisante dans les villages -	- Insuffisante technique de gestion et conservation - Difficulté d'accès à la propriété	- Former et informer les populations sur les techniques de gestion et conservation

Ressources naturelles	Localisation (villages)	Potentiel par village	Utilisations / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
		<ul style="list-style-type: none"> - Bonne fertilité pour la production d'une large gamme de cultures agricoles (cacao, café, agrumes, vivrières) - Base du développement économique des villages 	<ul style="list-style-type: none"> de construction (brique et brique en terre) - Utilisé par toutes les populations 			<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de vastes terres pour exploitation agricole - Potentiel valorisé à environ 20% 	<ul style="list-style-type: none"> foncière - Inapproprié (latérite) pour le reprofilage routier 	<ul style="list-style-type: none"> des sols - Vulgariser et accompagner les populations dans l'obtention du titre foncier
6. Faune	Dans tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs espèces fauniques (pangolin, rats, hérisson, singe, chimpanzé, porc-épic, céphalophes, varan, crocodile, éléphants, civette, serpents, etc.) - Source de protéines animales 	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation ou alimentation - commerce ou vente 	Etat	Directe c'est-à-dire par les populations et par l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> Disparition de certaines espèces (Céphalophes, varan, crocodile, pangolin, éléphants, perroquets, porc-épic, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse anarchique - Capture des animaux (crocodile, tortue, perroquets, etc.) - Menace d'extinction de certaines espèces fauniques 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser la réglementation en matière de faune - Former les populations à l'élevage non conventionnel et aux techniques d'aquaculture
7. Sites touristiques	Les grottes et/ou bassin d'accumulation : Nkakè, Ndockiti, Benga 1 et 2, Dékoulé, Toumbassala (600 m ²), Bébondou (225 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de création d'une destination touristique - Source de création d'emplois et de devises 	Inexploités	Les populations riveraines	<ul style="list-style-type: none"> - Populations traditionnelles 	Ressource à plusieurs variantes (micro diversité des sites)	<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile - Non valorisation de la ressource 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et répertorier le potentiel touristique des villages - Aménager les accès et les sites

Ressources naturelles	Localisation (villages)	Potentiel par village	Utilisations / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
	<p>Les rochers touristiques : Yamissang ; Ngoman 2 et Ndocksamba (2 km de long)</p> <p>Chute : Toumbassala, Yamissang, Nkondock, Bindjeng, Malé 1 et Ndocktiba</p> <p>Paysage : tous les villages</p>							<p>- Promouvoir la culture des activités touristiques</p>

ESQUISSE DE PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES DE LA COMMUNE DE NKONDJOCK



Carte N°3 : Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres de la commune de Nkondjock

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 11: Cadre de Dépenses à Moyen terme des projets prioritaires

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon-sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
Institution communale	Recrutement de 02 cadres communaux	Mairie	/				Institution communale	PNDP	1 000	Budget communal
	Organisation d'un séminaire de renforcement des capacités managériales à l'intension du personnel communal	Mairie	/				Institution communale	PNDP	1 500	Budget communal
	Organisation d'un séminaire sur les techniques de recouvrement des taxes propres de la commune	Mbema	/				Institution communale	PNDP	500	Budget communal
	Elaboration d'un plan de marketing et de communication pour le PCD.	Mbema	/				Institution communale	GADD	7 500	Budget communal
	Création et équipement d'une bibliothèque municipale	Mbéma	/				Institution communale	DDCULT/DDES	2 000	Budget communal
	Octroyer 300 stages de vacances dans la commune	Mbema	/				Institution communale	/	3 000x3= 9 000	Budget communal
	Equipement d'un office du tourisme	Mbema	/				Institution communale	DDTOUR	8 000	Budget communal
Agri-culture	Réfection du poste agricole de Toumbassala	Toumbassala	/				Institution communale	- DDADER - DDEPN	5 000	BIP
	Construction d'un poste agricole à Benga	Benga	01				Institution communale	DDADER Yabassi	20 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Construction d'un poste agricole à Malè	Malè	01				Institution communale	DDADER Yabassi	20 000	BIP
	Réfection du Poste agricole de Mabombé	Mabombé	/				Institution communale	- DDADER Yabassi	5 000	BIP
	Construction d'un CEAC	Makita	01				Institution communale	DDADER Yabassi	40 000	BIP
	Equipement d'un CEAC	Makita	/				Institution communale	DDADER Yabassi	25 000	BIP
	Construire d'un poste agricole à Sohock	Sohock	01				Institution communale	DDADER Yabassi	20 000	BIP
	Equipement d'un poste agricole à Sohock	Sohock	/				Institution communale	DDADER Yabassi	10 000	BIP
	Acquisition de 06 motos (AG 100) pour encadreur	DAADER de Nkondjock	/				Institution communale	DDADER Yabassi	18 000	BIP
	Organisation de 02 sessions de formation des leaders des OP par an et pendant 2 ans sur les mécanismes de recherche de financement	Mbema	/				Institution communale	DDADER Yabassi	6 000	Budget communal
	Appuis aux Organisations de Producteurs de la Coopérative Agricole Communale de Nkondjock	Mbema	/				Institution communale	DDADER Yabassi	200 000	BIP
Elevage	Appuis aux Organisations d'Éleveurs de la Coopérative Pastorale et Halieutique Communale de Nkondjock	Mbema	/				Institution communale	DDEPIA Yabassi	20 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Réhabilitation d'un bâtiment de la DAEPIA de Nkondjock	Mbéma	/				Institution communale	DDEPIA Yabassi	100 000	BIP
	Construction d'un CZCSV	Sohock,	01				Institution communale	DDEPIA Yabassi	40 000	BIP
	Construction d'un CZCSV	Benga	01				Institution communale	DDEPIA Yabassi	40 000	BIP
Santé	Construction d'un bâtiment (CSI de Madip)	CSI de Madip	01				Institution communale	DDSANTE Yabassi	50 000	BIP
	Construction d'un bâtiment (CSI de Mabombé)	CSI de Mabombé	01				Institution communale	DDSANTE Yabassi	50 000	BIP
	Construction 01 forage dans une formation sanitaire publique de la commune	CSI de Sohock	01				Institution communale	-DDSANTE Yabassi -DDEE Yabassi	8 000	BIP
		CSI de Benga	01				Institution communale	-DDSANTE Yabassi -DDEE Yabassi	8 000	BIP
		CSI de Dissouck	01				Institution communale	-DDSANTE Yabassi	8 000	BIP
		CSI de Mabombé	01				Institution communale	-DDSANTE Yabassi	8 000	BIP
CSI de Ndocksamba		01				Institution communale	-DDSANTE Yabassi	8 000	BIP	
Travaux publics	Bitumage de 180 km de route	Yabassi-Nkondjock-Bafang	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	22 000 000	BIP
	Bitumage de 11 km de route (Carrefour Ndockbouné – pont makombé)	Ndockbouné, Matin, Yamissang,	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	1 320 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon- sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de pro- venance
				2013	2014	2015				
		Madip								
	Construction d'un pont sur le Nkam	Fleuve Nkam (Malè bis)	01				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	1 000 000	BIP
	Construction d'un pont sur la Makombé	Fleuve makombé (Mandia)	01				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	1 000 000	BIP
	Création de 02 km de piste de collecte	Dissouck	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	6 000	BIP
	Création de 04 km de piste de collecte	Mabombé	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	12 000	BIP
	Création de 04 km de piste de collecte	Ndocksamba,	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	12 000	BIP
	Création de 04 km de piste de collecte	Bindjen 9 ^{ème} ,	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	12 000	BIP
	Création de 03 km de piste de collecte	Sohock	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	9 000	BIP
	Création de 03 km de piste de collecte	Benga1	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	9 000	BIP
	Création de 03 km de piste de collecte	Kouedjou	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	9 000	BIP
	Création de 03 km de piste de collecte	Benga 2	/				Institution communale	-DDTP Yabassi -DDEPN Yabassi	9 000	BIP
Educa- tion	Construction de 02 salles de classe	GBPS de Nkondjock	02				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	18 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe	EP de Miné	02				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	18 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Equiperment de 02 salles de classe en tables bancs	GBPS de Nkondjock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 800	BIP
	Equiperment de 02 salles de classe	EP de Miné	/				Institution communale	-DDBASE Yabassi	1 800	BIP
	Création et construction d'une école primaire francophone	Yamissang et	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	16 000	BIP
	Création et construction d'une école primaire francophone	Ndockban	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	16 000	BIP
	Construction d'un bloc administratif	EP de Yamissang	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	7 000	BIP
	Construction d'un bloc administratif	EP de Ndockban	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	7 000	BIP
	Construction de 2 salles de classe à Matoubé	EP de Matoubé	02				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe à Dekoulé	EP de Dékoulé	02				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe à Njingang	EP de Njingang	02				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Réhabilitation de 01 salle de classe	Miné	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	4 000	BIP
	Réhabilitation d'une salle de classe	Madip	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	4 000	BIP
	Réhabilitation d'une salle de classe	Benga 1	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	4 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
								-DDEPN Yabassi		
	Réhabilitation de 01 salle de classe	EP groupe A Nkondjock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	4 000	BIP
	Réhabilitation de 02 salles de classe	EP groupe B Nkondjock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
	Construction d'une école maternelle	Madip	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
		Nkondock	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
		Kouedjou	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
		Benga1	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
		Molock,	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
		Ndocktiba	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
	Dotation d'une école primaire en table bancs	Kouedjou	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP
		Benga1	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon- sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de pro- venance
				2013	2014	2015				
		Madip	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP
		Molock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP
		Ndocktiba	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP
		Nkondock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	1 500	BIP
	Dotation d'une école maternelle en tablettes et chaises	EM de Madip	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	500	BIP
		EM de Dissouck	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	375	BIP
		EM Sohock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	250	BIP
		Ngoman 2	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	500	BIP
		Ndockouma	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	750	BIP
		Ndocktiba	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	250	BIP
		Tam	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	250	BIP
	Doter toutes les écoles primaires et maternelles publiques de la commune des bacs à ordures respectivement	Ecoles concernées	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	3 000	Budget communal

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Equiper les écoles maternelles de 08 blocs latrines	EM Didipé , Madip, Njingang, Sam, Makakan, Sohock, Dekoulé, Miné	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	28 000	BIP
	Equiper les écoles primaires de 13 blocs latrines	EP Tam, Ndocktiba, Bindjen, Ndomalang, Sam, Sohock, Ngoman, Benga1, Bebondo, Madip, Dekoulé, Mi né, Grpe A	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi -DDEPN Yabassi	45 500	BIP
	Construction d'un bloc administratif	GBPS de Nkondjock	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	7 000	BIP
	Construction d'un bloc administratif	EP Madip	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	7 000	BIP
	Construction d'un bloc administratif	Groupe A et B de Nkondjock	01				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	7000	BIP
	Extension du réseau électrique dans une école publique	EP groupe A de Mbema	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	20 000	Budget communal
	Extension du réseau électrique dans une école publique	EP groupe B de Mbema	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	20 000	Budget communal
	Extension du réseau électrique dans une école publique	EP de Molock	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	20 000	Budget communal
	Extension du réseau électrique dans une école publique	EP de Matoubé	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	20 000	Budget communal

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Réhabiliter et équiper l'IAEB de la commune de Nkondjock	Mbéma	/				Institution communale	-DDEBASE Yabassi	25 000	BIP
Promotion de la femme et de la famille	Construction et équipement de la maison de la femme de Nkondjock.	Mbéma	01				Institution communale	-DDPFF Yabassi -DDEPN Yabassi	50 000	BIP
	Organisation de 3 campagnes de célébration des mariages collectifs à 45 couples de la commune.	Mairie	/				Institution communale	DDPFF Yabassi	1 500	Budget communal
	Construction d'une Délégation d'Arrondissement de promotion de la femme et de la famille et y affecter le personnel	Matoubé	01				Institution communale	-DDPFF Yabassi -DDEPN Yabassi	50 000	BIP
Eau et énergie	Construction d'un forage équipé à Ndocksamba	Ndocksamba	01				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	8 000	BIP
	Electrification du CSI de Dissouck en 01 groupe électrogène	Dissouck	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	20 000	BIP
	Electrification du CSI de Mabombé en 01 groupe électrogène	Mabombé	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	20 000	BIP
	Electrification du CSI de Sohock en 01 groupe électrogène	Sohock	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	20 000	BIP
	Electrification du CSI de Benga en 01 groupe électrogène	Benga	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	20 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon- sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Electrification du CSI de Ndocktiba en 01 groupe électrogène	Ndocktiba	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	20 000	BIP
	Construction de 05 forages dans la commune	Nkongmalang, Nkondock, Malé 1 Nkaké, Mandia	05				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	40 000	BIP
	Construction de 05 forages dans la commune	Ndockiti, Toumbassala, Benga 2, Ndockbouné, Dekoulé	05				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	40 000	BIP
	Construction de 06 forages dans la commune	Dissouck, Matin, Miné, Yamissang, Ndomalang, Njingang	06				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	48 000	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Sohock	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Kouedjou	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Ndockban	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Ndocktiba	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Ndocksamba,	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Extension du réseau électrique dans un village	Tam	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	17 500	BIP
	Réhabilitation de 03 km de basse tension	Malé 6 ^{ième}	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	9 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon- sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de pro- venance
				2013	2014	2015				
Secteurs	Réhabilitation de 05 km de basse tension dans l'espace urbain	Mbema	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	15 000	BIP
	Installation de 30 poteaux électriques	Mabombé	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	7 000	BIP
	Installation de 25 poteaux électriques	Malè 6 ^{ième}	/				Institution communale	-DDEE Yabassi -DDEPN Yabassi	6 000	BIP
Enseignements secondaires	Construction de 03 salles de classe au Lycée de Nkondjock	Mbéma	03				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	27 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe au CETIC de Nkondjock	Ndocksamba-Mabombé	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	18 000	BIP
	Equipement de 03 salles de classe en tables bancs au Lycée de Nkondjock	Lycée de Nkondjock	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	2 700	BIP
	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs au CETIC de Nkondjock	Ndocksamba-Mabombé	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	1 800	BIP
	Construction d'un bloc administratif	Lycée technique de Nkondjock	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	40 000	BIP
	Construction d'un bloc administratif au CETIC de Nkondjock	Ndocksamba-Mabombé	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	40 000	BIP
	Création et construction d'un CES avec bloc administratif	Matoubé	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	9 200	BIP
	Construire 02 salles de classe à Sohock	CES de Sohock	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe Benga	CES de Benga1	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
	Construction de 02 salles de classe Ndocktiba	CES de Ndocktiba	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe à Tam	CES de TAM	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Construction de 02 salles de classe à Madip	CES de Madip	02				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	16 000	BIP
	Dotation d'un établissement secondaire public en table bancs	CES de Madip	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	1 500	BIP
		CES de Ndocktiba	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	425	BIP
		CES Tam	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	1 850	BIP
		lycée de Sohock	/				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	2 100	BIP
	Construction et équipement d'un bloc administratif	CES de Tam	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	27 000	BIP
	Construction et équipement d'un bloc administratif	CES de Ndocktiba	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	27 000	BIP
	Construction et équipement d'un bloc administratif	CES de Madip	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	27 000	BIP
	Construction et équipement d'une bibliothèque en matériel informatique	Lycée de Sohock	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	6 000	BIP
	Construction et équipement d'une bibliothèque en matériel informatique	Lycée technique de Nkondjock	01				Institution communale	-DDES Yabassi -DDEPN Yabassi	6 000	BIP
	Equiper le Lycée technique de	Mbéma	/				Institution	-DDES Yabassi	8 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Respon- sable	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de pro- venance
				2013	2014	2015				
	Nkondjock, en ordinateurs, copieurs et mobilier						communale			
Emploi et formation professionnelle	Construction de 02 salles de classe au MINEFOP de Nkondjock	Mbéma	02				Institution communale	-DDEFOP Yabassi -DDEPN Yabassi	18 000	BIP
	Finition de la salle polyvalente à la SAR/SM de Nkondjock	Mbéma	01				Institution communale	-DDEFOP Yabassi -DDEPN Yabassi	10 000	BIP
	Equipement de 02 salles de classe au MINEFOP de Nkondjock	Mbéma	/				Institution communale	-DDEFOP Yabassi	1 800	BIP
	Réhabilitation de 03 bâtiments à la SAR/SM	Mbéma	/				Institution communale	-DDEFOP Yabassi	12 000	BIP
Tourisme et loisirs	Identifier et répertorier les sites touristiques de la commune	Tout l'espace communal de Nkondjock	/				Institution communale	DDTOUR Yabassi	1 000	Budget communal
	Viabilisation d'un site touristique et sa voie d'accès	Chute de Ndocktiba	/				Institution communale	-DDTOUR Yabassi	40 000	BIP
	Viabilisation d'un site touristique et sa voie d'accès (chute)	Chute de Malè1	/				Institution communale	-DDTOUR Yabassi	40 000	BIP
Forêt et faune	Equipement du PFC en moyen logistique (2 motos)	Mbéma	/				Institution communale	- DDFF Yabassi - DDEPN Yabassi	6 000	BIP
	Reboisement d'un site 04ha dans la commune	Malè bis,	/				Institution communale	-DDTOUR Yabassi - DDEPN Yabassi	12 000	BIP
	Reboisement d'un site de 04 ha dans la commune	Ndocktiba	/				Institution communale	-DDTOUR Yabassi - DDEPN Yabassi	12 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
Environnement	Aménagement d'une toilette publique	Matoubé	01				Institution communale	DDEPN Yabassi	6 700	BIP
	Aménagement d'une toilette publique	Molock	01				Institution communale	DDEPN Yabassi	6 700	BIP
	Aménagement d'une toilette publique	Malè1	01				Institution communale	DDEPN Yabassi	6 700	BIP
	Aménagement d'une toilette publique	Mbema	01				Institution communale	DDEPN Yabassi	6 700	BIP
MINH DU	Elaboration d'une carte cadastrale de délimitation de la zone urbaine de la commune	Espace urbain	/				Institution communale	DDH DU Yabassi	5 000	BIP
	Elaboration d'un Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU)	Espace urbain de Nkondjock	/				Institution communale	DDH DU Yabassi	15 000	BIP
	Elaboration d'un Plan d'Occupation de Sol (POS)	Espace urbain de Nkondjock	/				Institution communale	DDH DU Yabassi	15 000	BIP
DOM.	Acquisition d'une réserve foncière urbaine et péri urbaine dans la commune de Nkondjock	Malè bis	/				Institution communale	DDDCAF Yabassi DDEPN Yabassi	10 000	BIP
Jeunesse	Construction d'un centre d'alphabétisation dans la commune	Mbéma	01				Institution communale	DDJEUN Yabassi DDEPN Yabassi	40 000	BIP
	Organisation de 10 tables-rondes/conférences interactives sur les thématiques de jeunesse dans la commune	Mbéma	/				Institution communale	DDJEUN Yabassi	5 000	BIP
Sport	Aménagement d'un stade municipal (Aire de jeu, gradins et vestiaires)	Stade municipal de Nkondjock	01				Institution communale	DDSPORT Yabassi DDEPN Yabassi	30 000	BIP

Secteurs	Idées de projet	Lieu de réalisation	Nombre à construire	Période			Responsible	Collaborateurs	Coût estimatif (Millier FCFA)	Source de provenance
				2013	2014	2015				
PME/PMI	Appuyer financièrement ou matériellement les groupes organisés d'artisans (10), de corps de métiers (10) ainsi que les petites industries artisanales (5) de séchage de cacao et de transformation d'huile de palme.	Nkondjock	/				Institution communale	DDPME/PMI	30 000	BIP
TRANS	Construction d'une gare routière à Nkondjock	Mbéma	01				Institution communale	-DDTRANS Yabassi -DDEPN Yabassi	50 000	BIP
PT	Equipped d'un telecentre communautaire	Mbéma	/				Institution communale	DDTP Yabassi	50 000	BIP
AT	Construction d'un commissariat de sécurité publique dans la commune de Nkondjock.	Mbéma	01				Institution communale	-DDEPN Yabassi	30 000	BIP
	Construction d'un bâtiment de la sous préfecture de Nkondjock	Mbema	01				Institution communale	-DDEPN Yabassi	20 000	BIP
ES	Construction d'un établissement supérieur public dans la commune de Nkondjock	Mbéma	01				Institution communale	-MINSUP -DDEPN Yabassi	500 000	BIP
	Equipped d'un établissement supérieur public dans la commune de Nkondjock	Mbema	/				Institution communale	-MINSUP	500 000	BIP

AT : Administration Territoriale et Décentralisation ; **PT** : Poste et télécommunication ; **TRANS** : Transport ; **DOM.** : Domaines et affaires foncières

6.2. Cadre sommaire de gestion environnemental du CDMT

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

Les actions planifiées dans le CDMT ci dessus sont susceptibles de générer des impacts environnementaux ou sociaux qui peuvent être positifs ou négatifs. Il existe ce pendant deux types de projets :

- a) Projets du CDMT dont la réalisation sera soumise à une étude d'impact environnementale. Il s'agit de :
 - Bitumage de 191 km de route ;
 - Construction de 02 ponts sur le Nkam et la Makombè via Mandia ;
 - Construction et équipement d'un établissement supérieur ;
 - Création de 26 km de piste rurale ;
 - Aménagement d'un stade municipal ;
 - Construction d'une gare routière ;
 - Construction de 22 forages ;
 - Extension du réseau électrique dans les villages ;
 - Viabilisation des sites touristiques et leurs voies d'accès (Chute de Ndocktiba et Malé) ;
 - Acquisition d'une réserve foncière urbaine et périurbaine.
- b) Autres projets du CDMT dont les impacts sociaux et environnementaux sont non négligeables et qui sont présentés dans les tableaux ci-après.

Tableau 12: Principaux impacts sociaux des projets infrastructurels du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
Projets de construction : - Réfection de 02 postes agricoles (Mabombé et Toumbassala) - Construction de 03 postes agricoles (Malé, Sohock et Benga) - Réhabilitation d'un bâtiment de la DAEPIA ; - Construction de 02 CZCSV à Sohock et Benga ; - Construction d'un bâtiment au CES de Madip et Mabombé ; - Création et construction de 02 écoles primaires francophone à Yamissang et à Ndockban ; - Construction de 13 blocs administratifs ; - Construction et équipement de 03 salles de classes au lycée technique de Nkondjock - Construction et équipement de 02 salles de classes (CES de Sohock, Benga, Ndocktiba, Tam, Madip, au MINEFOP de Nkondjock, au CETIC de Ndocksamba-Mabombè, au GBPS de Nkondjock et à l'EP de Miné); - Construction et équipement	- Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du projet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Site reconnu du point de vue légal.
	- Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des conditions d'élevage, du domaine agricole, etc;	- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires	- Risque de déplacement involontaire et réinstallation	- Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale	- Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi

<p>de 06 écoles maternelles (Madip, Nkondock, Kouedjou, Benga, Molock, Ndocktiba) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 06 salles de classes (EP Miné, EP Madip, EP Benga, EP groupe A et EP groupe B) - Construction de 13 blocs latrines - Aménagement d'une toilette publique à Matoubé, Mbema et Malé - Construction d'un centre d'alphabétisation à Mbema - Réhabilitation de 03 bâtiments à la SAR/SM de Nkondjock - Finition de la salle polyvalente à la SAR/SM de Nkondjock ; - Construction et équipement d'une bibliothèque en matériel informatique au lycée de Sohock et technique de Nkondjock ; - Construction et équipement de la maison de la femme de Nkondjock - Construction d'une délégation d'Arrondissement de promotion de la femme et de la famille à Matoubé ; - Construction d'un commissariat de sécurité publique ; Construction d'un bâtiment de la sous préfecture de Nkondjock 	<p>participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<p>d'examen environnemental ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de comités de gestion 		<p>que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires 	<p>Impacts divers liés aux choix de site</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la sécurité publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'importance de la sécurité publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base. : Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéfices sociaux selon la nature du projet ; - Sensibiliser les populations sur la protection des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'insécurité pour les personnes et les biens - Risque de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre des panneaux de signalisation dans les chantiers ; - Respecter les règles de sécurité. - Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.

	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des localités ; - Développement des activités socio-économiques ; - Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de la formation professionnelle ; - Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place les comités de vigilance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de conflits au sein des bénéficiaires des projets dus à l'insatisfaction des attentes des populations, le choix non consensuel des sites d'implantation des projets ; leadership autour de la gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Négocier de façon concertée les sites des projets
--	--	---	---	---

Tableau 13 : Principaux impacts environnementaux sur les projets de construction du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Réfection de 02 postes agricoles (Mabombé et Toumbassala) - Construction de 03 postes agricoles (Malé, Sohock et Benga) - Réhabilitation d'un bâtiment de la DAEPIA ; - Construction de 02 CZCSV à Sohock et Benga ; - Construction d'un bâtiment au CES de Madip et Mabombé ; - Création et construction de 02 écoles primaires francophone à Yamissang et à Ndockban ; - Construction de 13 blocs 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation de la gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif et l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en concertation avec le public. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des comités de gestion - Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental. 	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges 	<ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération

<p>administratifs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 03 salles de classes au lycée technique de Nkondjock - Construction et équipement de 02 salles de classes (CES de Sohock, Benga, Ndocktiba, Tam, Madip, au MINEFOP de Nkondjock, au CETIC de Ndocksamba-Mabombè, au GBPS de Nkondjock et à l'EP de Miné); - Construction et équipement de 06 écoles maternelles (Madip, Nkondock, Kouedjou, Benga, Molock, Ndocktiba) ; - Réhabilitation de 06 salles de classes (EP Miné, EP Madip, EP Benga, EP groupe A et EP groupe B) - Construction de 13 blocs latrines - Aménagement d'une toilette publique à Matoubé, Mbema et Malé - Construction d'un centre d'alphabétisation à Mbema - Réhabilitation de 03 bâtiments à la SAR/SM de Nkondjock - Finition de la salle polyvalente à la SAR/SM de Nkondjock ; - Construction et équipement d'une bibliothèque en matériel informatique au lycée de Sohock et technique de Nkondjock ; - Construction et équipement de la maison de la femme de Nkondjock 			<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage 	<p>des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - -Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié
---	--	--	---	--

<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une délégation d'Arrondissement de promotion de la femme et de la famille à Matoubé ; - Construction d'un commissariat de sécurité publique ; - Construction d'un bâtiment de la sous préfecture de Nkondjock. 				<p>d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation</p>
---	--	--	--	--

Tableau 14 : Principaux impacts sociaux des projets d'hydraulique (Forage) du CDMT

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction des forages 	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pression sur les ressources en eau à travers l'augmentation du nombre de point d'eau dans la commune au profit des hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur le bien-fondé de boire l'eau potable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque de mauvaise manipulation des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages.
	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation de l'accès (en qualité et en quantité) à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un suivi et contrôle régulier de la qualité de l'eau en vue de vérifier la conformité de cette 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'intoxication due au mauvais dosage du chlore 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours des ouvrages ; construction

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds - Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution des comités de gestion 	<p>eau de boisson aux critères de consommation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des comités de gestion - Sensibiliser les populations sur l'hygiène des points d'eau potable - Mettre en place des comités de gestion - Sensibiliser et impliquer les 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<p>des clôtures autour de l'ouvrage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les priorités des minorités ; - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives. - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) à travers augmentation des offres d'emploi 	<p>populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO. 	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure 	<p>règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ; - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positif	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
			<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
			<ul style="list-style-type: none"> - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine 	<ul style="list-style-type: none"> leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés - Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau

Tableau 15 : Principaux impacts environnementaux sur les projets d'hydraulique

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
Construction des forages	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation de la gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif et l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en concertation avec le public. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des comités de gestion - Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental. 	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamisation des systèmes de gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif ainsi que l'utilisation du formulaire screening environnemental impliquant l'avis du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des comités de gestion - Sensibilisation et implication du public dans le remplissage du formulaire du screening environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'intoxication des populations dû au mauvais dosage du chlore - Risque d'envasement et de stagnation des eaux usées - Risque d'érosion du sol - Risque de pollution atmosphérique (huile de vidange, élévation de la poussière) - Risque de perte des espèces ligneuses - Risque de création des zones humides autour des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées - Reboiser les sites des ouvrages - Bon choix des sites - Engazonner les pentes perturbées - Aménagement des puits perdus
			<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de la nappe phréatique soit par les 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire les champs utilisant les produits

			produits phytosanitaires, soit par la latrine	phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m en aval du point d'eau
--	--	--	---	---

Tableau 16 : Principaux impacts sociaux des projets structurants du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
Projets structurants : - Installation des pôles électriques - Réhabilitation de 08 km de basse tension - Electrification des CSI en groupe électrogène - Extension du réseau électrique dans les écoles publiques	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	- Création des emplois jeunes	- Encourager l'installation des micro-entreprises	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées; - Préparer éventuellement un PAR ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	- Amélioration du cadre de vie des populations bénéficiaires	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement
	- Limitation de l'exode rural et	- Sensibiliser les populations sur	- Impacts divers liés aux choix de site	- Eviter systématiquement d'implanter les infrastructures dans les zones

	encouragement du retour des migrants	l'importance de la pérennisation des infrastructures		sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;
	- Amélioration de la qualité de l'offre de l'éducation et de la santé	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures	- Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage	- -Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention
	- Développement des moyens de communication pour les ménages	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures	- Risques d'accident liés aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)
- Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement du groupe électrogène			- Acheter les groupes équipés de dispositif anti-bruit ; - Sécuriser le groupe dans un local aménagé à cet effet - Eviter d'installer le groupe aux abords immédiats des habitations, et/ou des services publics	
- Risques sur la sécurité des personnes			- Respecter les normes techniques de construction ou installation des infrastructures	
- Risque de destruction des exploitations agricoles			- Compenser les personnes affectées/touchées	

Tableau 17: Principaux impacts environnementaux des projets structurants du CDMT

Type de microprojet	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
<p>Projets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation des pôtiaux électriques - Réhabilitation de 08 km de basse tension - Electrification des CSI en groupe électrogène - Extension du réseau électrique dans les écoles publiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnemental e participative de même que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et impliquer les populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de diminution de la faune due à la pénétration des braconniers 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser/Vulgariser la réglementation en matière de chasse
			<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque de perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager la reprise de la végétation naturelle - Suivi afin de s'assurer de la survie des graminées
			<ul style="list-style-type: none"> - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt
			<ul style="list-style-type: none"> - Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement du groupe électrogène 	<ul style="list-style-type: none"> - Acheter les groupes équipés de dispositif anti-bruit ; - Sécuriser le groupe dans un local aménagé à cet effet - Eviter d'installer le groupe aux abords immédiats des habitations, et/ou des services publics
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'incendie 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les normes de construction ou d'installation des infrastructures

Tableau 18: Principaux impacts sociaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation envisagées
<ul style="list-style-type: none"> - Identification et répertoriassions des sites touristiques de la commune - Reboisement des sites (04 ha à Ndocktiba et 04 ha à Malè bis) - Acquisition d'une réserve foncière urbaine et périurbaine 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la cohésion et de la stabilité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Susciter la formation des guides touristiques et forestiers - Encourager la création des comités de vigilance - Faciliter l'exploitation des ressources forestières 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations locales à travers la mobilisation des contributions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur la protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire des populations dû à la délimitation des zones. 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus à travers l'organisation et l'exploitation minière et l'aménagement des sites touristiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de conflits entre les bénéficiaires du microprojet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Former et mettre en place les comités de gestion des pâturages
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la gouvernance locale - Préservation de la culture et du mode de vie traditionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place les comités locaux de vigilance - Faire un suivi de l'évolution des pratiques culturelles et du mode de vie des populations 		

Tableau 19 : Principaux impacts environnementaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Identification et répertoriassions des sites touristiques de la commune - Reboisement des sites (04 ha à Ndocktiba et 04 ha à Malè bis) - Acquisition d'une réserve forestière urbaine et périurbaine 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire du screening environnemental impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations à la protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pression sur les ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations à la protection des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et informer les personnes touchées; - Evaluer le nombre de personnes à déplacer et leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	<ul style="list-style-type: none"> - Conservation de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations à la protection de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus dans la 	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sur une base 	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts divers liés aux choix de site 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
	zone du microprojet	concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO		zones sensibles telles que, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, etc ;
	- Amélioration de la fertilité des sols, et éventuellement des rendements	- Vulgariser les bonnes pratiques de gestion des terres	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser les alentours du site
	- Protection et conservation de l'environnement	- Planifier de façon concertée et mettre en œuvre des actions de conservation en impliquant les populations riveraines.	- Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage	- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention
			- Augmentation du braconnage	- Sensibiliser / éduquer les populations
			- Impacts liés aux excavations générées pendant les travaux	- Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Utiliser les déchets biodégradables pour en faire de l'engrais organique
			- Risques d'incendie des forêts	- Installation des pare-feux

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
			<ul style="list-style-type: none"> - Erosion du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des bonnes pratiques de gestion durable des terres ; - Reboiser les espaces dégradés ; - Engazonner
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque de contamination des sols, végétation, rivières, sources et eaux souterraines dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer un choix approprié des espèces de reboisement et des produits de traitement

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 20 : Plan sommaire de gestion environnemental

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	<ul style="list-style-type: none"> -préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier 	PNDP	2012-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Mairie ; SG ; RM	PM	<ul style="list-style-type: none"> - l'agent de développement a déjà été nommé - Il a reçu du PNDP, une formation de 02 semaines en Novembre 2011
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des	Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; Catégorisation des projets ;	Bénéficiaires des projets ; Sectoriels MINEE et MINAS ; Consultants chargé du	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ;	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
projets	Identification des impacts socio-environnementaux possible ; Mesures d'atténuation/optimisation à envisager.	montage des projets		Conseil municipal ; Agent de développement		
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	- Elaboration des TDR - Formation des membres du COMES en suivi évaluation et reporting	PNDP, Mairie	2012-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; Autres Sectoriels	PM	/
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les projets de : - Extension du réseau électrique dans les villages ; - Acquisition d'une réserve foncière urbaine et périurbaine	-Préparer les TDR ; -faire approuver les TDR ; - recruter les consultants ; -réaliser les études proprement dites	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2012-2015	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal	7 millions de FCFA pour des études sommaires et 8 millions pour des études détaillées	Les études détaillées concernent les autres projets d'envergure citées
Provision pour les compensations des personnes déplacées	Inventaires des personnes déplacées et des biens endommagés au cours du montage des projets	Mairie/Conseil municipal	2013-2015	-Mairie -MINDAF	PM	Les frais y afférents sont pris en charge par la Commune pour les MP financés par l'allocation PNDP
Suivi du plan de gestion	-extraction des mesures environnementales des	Agent de développement/Comité		Délégation MINEP ;	PM	Elaborer un mécanisme de

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que les mesures environnementales des projets retenus	projets ; -élaboration d'un plan de suivi des mesures	de suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2011-2014	MINAS ; PNDP ; Conseil municipal		suivi du plan de gestion environnementale
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets	-Inclure les clauses dans le DAO ; -Mise en œuvre des clauses	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs	2012-2015	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du projet)	S'assurer de la contractualisation des clauses environnementales dans le DAO ainsi de celle des mesures environnementales des projets
Intégration systématique des points d'eau, latrines, unités de destruction des déchets, dispositifs de collecte des déchets dans les projets de construction divers	Inclure ces préoccupations	Consultants, Conseil municipal, PNDP	au cours du montage des projets	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du projet)	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures	Assurer la pérennisation des infrastructures au niveau local	Commune/Agents de Développement/ Prestataire	Au cours de la réalisation de l'infrastructure	Prestataire, Agent de développement, Sectoriels concernés, PNDP	PM	Former les comités sur la maintenance des ouvrages

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Le tableau ci-dessous indique les ressources mobilisables par la commune de Nkondjock

Tableau 21 : Ressources mobilisables

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT (FCFA)	OBSERVATION
Budget d'investissement public (BIP)	391 620 000	/
Budget d'investissement communal	20 515 000	/
Subvention PNDP	91 120 000	Apport du partenaire
TOTAL	503 255 000	/

6.3.2. Programmation annuelle des projets des projets prioritaires

Tableau 22 : Plan d'Investissement annuel

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement			
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)	
MINES	Aménagement de l'accès et du site d'une carrière de sable	Carrière de sable de Malè bis	Accès et site aménagés														Commune de Nkondjock	15 000	12 750	2 250	/
MINEE	Construction d'un forage	Ndockouma	Forage construit														Commune de Nkondjock	8 000	7 200	800	/
	Construction d'un forage	Sam	Forage construit														Commune de Nkondjock	8 000	7 200	800	/
	Aménagement des points d'eau	Ndockban	Points d'eau aménagés														Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	/
	Réhabilitation d'une station scan water	sohock	Station scan water réhabilitée														Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	/

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement			
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)	
	Réhabilitation d'une station scan water	Matoubé	Station scan water réhabilitée														Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	/
	Forage équipé à Didipé	Didipé	Forage équipé														Commune de Nkondjock	8 000			8 000
	Forage équipé à Kouedjou	Kouedjou	Forage équipé														Commune de Nkondjock	8 000			8 000
	Forage équipé à motricité humaine à kouedjou	Kouedjou	Forage équipé														Commune de Nkondjock	8 000			8 000
	Forage équipé à motricité humaine à Malè bis	Malè bis	Forage équipé														Commune de Nkondjock	8 000			8 000
	Electrification rurale (Renforcement mono en triphasé)	Espace urbain	Espace urbain														Commune de Nkondjock	65 000			65 000
SAN COMMERCE	Construction d'un hangar de marché avec 15 boutiques	Marché de Sohock	Hangar construit													Commune de Nkondjock	10 000	8 500	1 500	/	
	Construction de d'un hangar de marché avec 15 boutiques	Marché de Tam	Hangar construit													Commune de Nkondjock	10 000	8 500	1 500	/	
	Construction d'un hangar de marché avec 15 boutiques	Marché de Bindjen	Hangar construit													Commune de Nkondjock	10 000	8 500	1 500	/	
SAN	Equipement de CSI en lit d'hospitalisation	CSI de Matoubé	CSI équipé													Commune de Nkondjock	767	690	77	/	

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement			
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)	
	Equipement d'un CSI en lit d'hospitalisation	CSI de Sohock	CSI équipé														Commune de Nkondjock	767	690	77	/
	Equipement d'un CSI en lit d'hospitalisation	CSI de Dissouck	CSI équipé														Commune de Nkondjock	767	690	77	/
	Equipement d'un CSI en lit d'hospitalisation	CSI de Benga	CSI équipé														Commune de Nkondjock	767	690	77	/
	Equipement d'un CSI en lit d'hospitalisation	l'hôpital de district de Nkondjock	CSI équipé														Commune de Nkondjock	767	690	77	/
	Equipement d'un CSI en tables d'accouchement	CSI de Mabombé	CSI équipé														Commune de Nkondjock	1 080	972	108	/
	Equipement d'un CSI en tables d'accouchement	CSI de Sohock	CSI équipé														Commune de Nkondjock	1 080	972	108	/
	Equipement d'un CSI en tables d'accouchement	CSI de Dissouck	CSI équipé														Commune de Nkondjock	1 080	972	108	/
	Equipement d'un CSI en tables d'accouchement	CSI de Ndocktiba	CSI équipé														Commune de Nkondjock	1 080	972	108	/
	Equipement de CSI en tables d'accouchement	CSI de Benga 1	CSI équipé														Commune de Nkondjock	1 080	972	108	/
	Construction d'une case de santé	Abinyam	Case de santé construite														Commune de Nkondjock	2 000	/	2 000	/

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement			
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)	
	Equiperment d'une case de santé	Abinyam	Case de santé équipée														Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	/
	Construction du CSI de Sohock	Sohock	CSI construit														Commune de Nkondjock	50 000			50 000
	Aménagement de forage + pompe au CSI de Ndocktiba	CSI Ndocktiba	Forage aménagé														Commune de Nkondjock	8 500			8 500
AGRICULTURE	Ouverture de 3 km de piste de collecte tronçon Ndocktiba-Bindjen	Ndocktiba	Piste de collecte ouverte														Commune de Nkondjock	3 000	3 700	300	/
	Ouverture de 6 Km de piste de collecte de Didipé à la route centrale	Didipé	Piste de collecte ouverte														Commune de Nkondjock	6 000	5 400	600	/
	Ouverture de 4 km de piste de collecte de Tam à Bindjen	Bindjen	Piste de collecte ouverte														Commune de Nkondjock	4 000	3 600	400	/
	Ouverture de 2 km de piste de collecte Nkongmalang-Golong	Nkong - malang	Piste de collecte ouverte														Commune de Nkondjock	2 000	1 800	200	
	Création d'une pépinière communale de plants de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile, etc	Mbema	Pépinière communale créée														Commune de Nkondjock	5 000	4 500	500	/

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement		
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)
	Appui au GIC Femmes Cultivatrices de Njingang (GIC FCN)	Njingang	GIC FCN appuyé													Commune de Nkondjock	1 000			1 000
	Appui au GIC le temps des agriculteurs et éleveurs de Nkondjock pour le développement du Cameroun (GIC le temps)	Benga	GIC le temps appuyé													Commune de Nkondjock	1 000			1 000
	Appui au GIC GPAPMB2Y	Benga	GIC GPAPMB2Y appuyé													Commune de Nkondjock	1 000			1 000
MINEDUB	Equipped d'une salle de classe en tablettes et chaises	Ecole maternelle de Madip	Salle de classe équipée													Commune de Nkondjock	1 800	1 620	180	/
	Equipped d'une salle de classe en tablettes et chaises	Ecole maternelle de Njingang	Salle de classe équipée													Commune de Nkondjock	1 800	1 620	180	/
	Equipped d'une salle de classe en tablettes et chaises	Ecole maternelle de Tam	Salle de classe équipée													Commune de Nkondjock	1 800	1 620	180	/
	Construction d'un bloc latrine	Ecole publique de Sahé	Bloc latrine construit													Commune de Nkondjock	3 500	3 150	350	/
	Construction d'un bloc latrine	Ecole publique de Matoubé	Bloc latrine construit													Commune de Nkondjock	3 500	3 150	350	/

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement			
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)	
	Construction de 02 salles de classes	EP de Ngoman II	Salles de classes construites														Commune de Nkondjock	16 000	/	/	16 000
	Equipement en tables bancs de l'EP de Ngoman II	EP de Ngoman II	Salles de classes équipées														Commune de Nkondjock	1 800	/	/	1 800
	Equipement de 02 bureaux de maître à l'EP de Ngoman II	EP de Ngoman II	Bureaux équipés														Commune de Nkondjock	250			250
	Réhabilitation de l'EM de Nkondjock centre	EM de Nkondjock	EM réhabilitée														Commune de Nkondjock	4 500			4 500
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Construction de 02 salles de classes au CETIC de Ndocksamba-Mabombé	CETIC de Ndocksamba a-Mabombé	Salles de classes construites														Commune de Nkondjock	18 000	/	/	18 000
	Equipement de 02 salles de classes en tables bancs (60) au CETIC de Ndocksamba-Mabombé	CETIC de Ndocksamba a-Mabombé	Salles de classes équipées														Commune de Nkondjock	1 800	/	/	1 800
	Equipement de 02 salles de classes en tables bancs (60)	Lycée technique Nkondjock	Salles de classes équipées														Commune de Nkondjock	1 800	/	/	1 800
PME/P	Réhabilitation de l'atelier de menuiserie de l'ex SODENKAM	Mbema	Atelier de menuiserie réhabilité														Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu d'im-plantation	Indicateur de résultat	Période												Porteur du projet	Coût du projet (Millier Fcfa)	Source de financement		
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP (Millier)	Budget communal (Millier)	BIP (Millier)
Secteur	Equipement d'une menuiserie	Centre administratif de Nkondjock	Menuiserie équipée													Commune de Nkondjock	1 000	/	1 000	
	Transformation du rotin à Nkondjock dans le Nkam	Espace rural et urbain	Rotin transformé													Commune de Nkondjock	2 000			2 000
Domaine	Expertise foncière d'environ 135000 Ha destinés à l'agro-industrie	Nkondjock	Expertise foncière réalisée													Commune de Nkondjock	170 000			170000
TP	Fourniture du petit équipement pour les travaux HIMO	Nkondjock	Petit équipement fourni													Commune de Nkondjock	2 220			2 220
Jeunesse	Parachèvement des travaux du CMPJ de Nkondjock	Mbema	Travaux du CMPJ achevé													Commune de Nkondjock	10 000			10 000
	Equipement salle de conférence du CMPJ de Nkondjock	Mbema	Salle de conférence du CMPJ équipé													Commune de Nkondjock	4 750			4 750

6.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 23 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période (2012)												Responsables et collaborateurs	Coût Estimatif (Millier)	Source de financement	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
1. Identification des personnes vulnérables (handicapés, personnes âgées, Orphelins et Enfants Vulnérables)	Nombre de personnes identifiées par typologie														MINAS Mairie Partenaires	1 500	MINAS Commune Partenaires
2. Acquisition des appareillages pour 30 handicapés	30 handicapés bénéficiaires des appareillages														MINAS Commune	6 000	MINAS Commune Partenaires
3. Prise en charge scolaire des enfants vulnérables	150 enfants vulnérables ont bénéficié des appuis scolaires														MINAS Commune Partenaires	750	MINAS Commune
4. Financement des projets en faveur des personnes âgées	20 personnes âgées de plus de 60 ans sont bénéficiaires														MINAS Commune Partenaires	4 000	MINAS Commune Partenaires
5. Acquisition d'une parcelle de terrain pour la construction du centre social de Nkondjock	La parcelle de terrain est acquise et bornée														MINAS MINDCAF Sous préfecture Commune	5 000	Commune
6. Délivrance de la carte nationale d'invalidité aux handicapés	80 handicapés au moins disposent de cartes Nationale d'invalidité														MINAS Comune	200	Commune
7. Fonctionnement du centre social de Nkondjock	Affectation de 02 cadres des affaires sociales à Nkondjock														MINAS	500	MINAS Commune

6.4. Plan de passation des marchés du PIA

Tableau 24 : Plan de passation des marchés du PIA

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Aménagement de l'accès et du site d'une carrière de sable à Malé bis	10/03/12		24/03/12		Maire	PNDP / MINMIDT	ADC	15 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		10/12/12	
Construction d'un forage à Ndockouma	10/03/12		24/03/12		Maire	PNDP/ DDEE	ADC	8 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		05/08/12	
Construction d'un forage à Sam	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP/ DDEE	ADC	8 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		05/08/12	
Aménagement des points d'eau à Ndockban	01/05/12		15/05/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	1 000	22/05/12		06/06/12		07/06/12		14/06/12		28/06/12		12/07/12		22/07/12		22/09/12	
Réhabilitation d'une station scan water à Sohock	15/03/12		24/03/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	1 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Réhabilitation d'une station scan water à Matoubé	15/03/12		24/03/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	1 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Forage équipé à Didipé	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	8 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		05/09/12	
Forage équipé à Kouedjou	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	8 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		05/09/12	
Forage équipé à motricité humaine à kouedjou	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	8 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		05/09/12	
Forage équipé à motricité humaine à Malè bis	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	8 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		05/09/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution			
	DP	DR	DP	DR					Date	Consultation avis d'offre	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR
Electrification rurale (Renforcement mono en triphasé)	15/03/12		22/03/12		Maire	DDEE	Appel d'offre	65 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		31/01/12	
Construction d'un hangar de marché avec 15 boutiques à Sohock	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	10 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Construction de d'un hangar de marché avec 15 boutiques à Tam	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	10 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Construction d'un hangar de marché avec 15 boutiques à Bindjen	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	10 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Equipement du CSI de Matoubé en lit d'hospitalisation	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	767	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Equipement du CSI de (Sohock) en lit d'hospitalisation	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	767	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Benga en lit d'hospitalisation	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	767	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Dissouck en lit d'hospitalisation	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	767	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement de l'hôpital de district en lit d'hospitalisation	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	767	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Mabombé en tables d'accouchement	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	1 080	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Ecfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Equipement du CSI de Dissouck en tables d'accouchement	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	1 080	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Sohock en tables d'accouchement	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	1 080	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Ndocktiba en tables d'accouchement	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	1 080	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Equipement du CSI de Benga en tables d'accouchement	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	1 080	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/07/12	
Construction d'une case de santé à Abinyam	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/D DSANTE	Appel d'offre	2 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/10/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception			
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	
Equipement d'une case de santé à Abinyam	15/07/12		24/07/12		Maire	DDSANT E	Appel d'offre	1 000	01/08/12		15/08/12		16/08/12		23/08/12		07/09/12		21/09/12		01/10/12		01/11/12	
Construction du CSI de Sohock	01/04/12		15/04/12		Maire	DDSANT E	Appel d'offre	50 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		05/11/12	
Aménagement de forage + pompe au CSI de Ndocktiba	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	Appel d'offre	8 500	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		05/08/12	
Ouverture de 3 km de piste de collecte tronçon Ndoctiba-Bindjen	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/PNDP	ADC	3 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		10/12/12	
Ouverture de 6 Km de piste de collecte de Didipé à la route centrale	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/PNDP	ADC	6 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		10/12/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP	Consultation avis d'offre	Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Ouverture de 4 km de piste de collecte de Tam à Bindjen	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/P NDP	ADC	4 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		10/12/12	
Ouverture de 2 km de piste de collecte Nkongmalang-Golong	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/ PNP	ADC	2 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		10/12/12	
Création d'une pépinière communale de plants de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile à Mbema	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/P NDP	ADC	5 000	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/04/13	
Equipement d'une salle de classe en tablettes et chaises (EM Madip)	15/03/12		24/03/12		Maire	PNP/ DDEDUB	ADC	1 800	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		05/08/12	
Equipement d'une salle de classe en tablettes et chaises (EM Njingang)	15/03/12		24/03/12		Maire	PNP/ DDEDUB	ADC	1 800	01/04/12	15/04/12	16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		5/08/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Equipement d'une salle de classe en tablettes et chaises (EM Tam)	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP/ DDEDU B	ADC	1 800	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		5/08/12	
Construction d'un bloc latrine à l'EP de Sahé	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	3 500	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Construction d'un bloc latrine à l'EP de Matoubé	15/03/12		24/03/12		Maire	PNDP	ADC	3 500	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Construction de 02 salles de classes à l'EP de Ngoman II	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEDUB / DDTP	Appel d'offre	16 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/11/12	
Equipement en tables bancs de l'EP de Ngoman II	01/08/12		15/08/12		Maire	DDEDUB	Appel d'offre	1 800	22/08/12		06/09/12		16/09/12		23/09/12		07/10/12		21/10/12		01/11/12		01/12/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Ecfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Equipement de 02 bureaux de maître à l'EP de Ngoman II	01/08/12		15/08/12		Maire	DDEDUB	Appel d'offre	250	22/08/12		06/09/12		16/09/12		23/09/12		07/10/12		21/10/12		01/11/12		01/12/12	
Réhabilitation de l'EM de Nkondjock centre	01/04/12		15/04/12		Maire	DDEDUD /DDTP	Appel d'offre	4 500	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/10/12	
Construction de 02 salles de classes au CETIC de Ndocksamba-Mabombé	01/04/12		15/04/12		Maire	DDES/D DTP	Appel d'offre	18 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/11/12	
Equipement de 02 salles de classes en tables bancs au CETIC de Ndocksamba-Mabombé	01/08/12		15/08/12		Maire	DDES	Appel d'offre	1 800	22/08/12		06/09/12		16/09/12		23/09/12		07/10/12		21/10/12		01/11/12		01/12/12	
Equipement de 02 salles de classes en tables bancs au GTHS de Nkondjock	01/04/12		15/04/12		Maire	DDES	Appel d'offre	1 800	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/09/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP		Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP
Réhabilitation de l'atelier de menuiserie de l'ex SODENKAM de Mbema	15/03/12		24/03/12		Maire	DDPME/ PMI	Appel d'offre	1 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Equipement d'une menuiserie à Mbema	01/06/12		15/06/12		Maire	DDPME/ PMI	Appel d'offre	1 000	01/07/12		15/07/12		16/07/12		23/07/12		07/08/12		21/08/12		01/09/12		01/11/12	
Transformation du rotin à Nkondjock	15/03/12		24/03/12		Maire	DDPME/ PMI	Appel d'offre	2 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		25/12/12	
Expertise foncière d'environ 135000 Ha destinés à l'agro-industrie	01/04/12		15/04/12		Maire	DDDCAF	Appel d'offre	170 000	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/07/13	
Fourniture du petit équipement pour les travaux HIMO	01/04/12	01/04/12	15/04/12		Maire	DDTP	Appel d'offre	2 220	22/04/12		06/05/12		16/05/12		23/05/12		07/06/12		21/06/12		01/07/12		01/10/12	

Projets du PIA	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de Sélection	Montant (Millier Fcfa)	Préparation des TDR/DAO/DP	Consultation avis d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociations avec les OAL		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		
	DP	DR	DP	DR					Date	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	
Parachèvement des travaux du CMPJ de Nkondjock	15/03/12		24/03/12		Maire	DDTP/ DDJEUN	Appel d'offre	10 000	01/04/12		15/04/12		16/04/12		23/04/12		07/05/12		21/05/12		01/06/12		01/09/12	
Equiperment salle de conférence du CMPJ de Nkondjock	01/06/12		15/06/12		Maire	DDJEUN	Appel d'offre	4 750	01/07/12		15/07/12		16/07/12		23/07/12		07/08/12		21/08/12		01/09/12		01/11/12	

DP : Date Prévue **DR** : Date Réalisée. **ADC** : Avis de Demande de Cotation

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Après élaboration du Plan Communal de Développement de l'Arrondissement de Nkondjock, il sera mis sur pied un Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) pour assurer la coordination et le suivi de l'ensemble des activités de développement contenu dans le PCD.

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité communal de suivi-évaluation du PCD est constitué de 06 membres dont :

- un président ;
- un vice président ;
- un rapporteur (agent de développement de la commune);
- 03 membres.

Il a pour attribution ou mission de suivre au plus près la mise en œuvre du PCD afin de :

- Informer l'exécutif communal et autres parties prenantes sur les indicateurs d'évaluation dans la mise en œuvre du PCD ;
- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues ;
- Prendre les mesures correctives idoines en cas de blocage constaté ;
- Relever les écarts ou changements de situations et d'acteurs ainsi que les mobiles de ces changements ;
- Informer régulièrement les populations, bailleurs de fonds afin de maintenir la crédibilité des élus ;
- Suivre les activités du PIA tout en interpellant les acteurs de la mise en œuvre à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux.

7.2. Indicateurs de suivi et évaluation (par rapport au PIA)

Le suivi évaluation d'un projet, est une mission combinée de suivi et d'évaluation d'un projet. Il est fait pendant la mise en œuvre du projet par les soins soit du chef de projet et d'autres parties impliquées dans le projet, soit par les gestionnaires du projet en association avec les compétences d'une expertise externe.

Pour le faire on se sert des indicateurs de suivi évaluation. Ces indicateurs permettront de suivre et d'évaluer les actions envisagées dans le Plan Annuel d'Investissement et le Plan Stratégique. Ils sont variables mais objectivement vérifiables dans les projets. Ils sont prévus d'avance dans le mécanisme de suivi de chaque projet pendant son élaboration. Les indicateurs de suivis sont multiples.

Lorsqu'on rentre dans le PIA on observe des activités prévues à être réalisées avec des indicateurs de résultats. Dans la mise en œuvre, ces indicateurs vont servir de point de référence pour s'assurer si oui ou non les actions sont menées, les moyens utilisés et les résultats obtenus dans les délais de temps tels que prévus.

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

7.3.1. Dispositif de suivi

Un ensemble d'activités planifiées à mettre en œuvre est prévu dans le PCD de la commune de Nkondjock. Dans le cadre de cette mise en œuvre, un dispositif de suivi (CCC et du CCS) travaillera en collaboration avec l'exécutif communal afin de l'informer sur le niveau de réalisation des actions planifiées et les écarts observés par rapport aux résultats attendus.

7.3.2. Outils de suivi

Les outils de suivi s'adaptent à chaque type de projet, de même qu'à la nature de l'activité à évaluer. Mais le tout premier outils auquel l'on doit faire recours reste les tableaux de planification du PCD de Nkondjock car ils contiennent la plupart des activités auxquels peuvent être associés quelques autres outils notamment le cahier de chantier, le cahier de charges de la prestation, le chronogramme des activités du PCD, la matrice des normes et qualité et tout autre document (cartes et schémas) liés au projet à l'instar des rapports d'avancement et l'échelle d'appréciation.

7.3.3. Fréquence de suivi

Les activités programmées et planifiées dans le PCD doivent être examinées et observées de façon continue ou périodique à chaque étape de la réalisation afin d'établir les écarts entre le prévu et la réalisation, d'apporter les correctifs nécessaires au dysfonctionnement et de permettre une meilleure appropriation par les bénéficiaires. Ainsi le suivi sera fait une fois par mois et un rapport de suivi doit être fait et remis à l'exécutif tous les trimestres.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le comité multi acteurs ou comité communal de coordination (CCC) est l'un des dispositifs de mise en œuvre du PCD de Nkondjock. Le calendrier de travail de cet organe prévoit deux réunions, la première réunion se tient à la fin du premier semestre et la seconde à la fin de l'année. Cette réunion annuelle permettra de préparer le nouveau PIA et de réviser le PCD.

7.4.1. Préparation du PIA

La préparation du PIA se fera de la manière suivante :

- L'évaluation du PIA en fin d'exécution ;
- La reconduction dans le nouveau PIA des projets non réalisés issus de l'ancien ;
- L'examen des situations d'urgences qui obligent une action impérative ;

- Le choix des projets à financement autonome certain ;
- Le choix des projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Le choix des projets qui demandent des études préalables ;
- Le choix des projets dont l'exécution s'étend tout le long du plan.
-

7.4.2. Révision du PCD

La révision du PCD devrait avoir lieu tous les trois ans. Elle consistera en une modulation des projets du CDMT aux urgences de développement, aux disponibilités financières de la commune, au désidérata des bailleurs de fonds venus au chevet de la Commune, aux modifications de la politique nationale de développement.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le processus d'élaboration du PCD a permis d'impliquer les populations et divers acteurs de développement du territoire de la Commune. Dans le cadre du Plan de communication sur sa mise en œuvre, il est question de faire connaître au grand public les grands axes de développement de la Commune en tant qu'institution et espace. A cet effet, le document PCD doit pouvoir être considéré par tous les bénéficiaires directs que sont la Commune à travers son CCSE et les populations à travers leurs CC, un livre de chevet. Et ceux-ci se chargeront de sa propagation tous azimuts.

La diffusion du PCD ne peut être bien assurée que si sa présentation constitue le premier point à l'ordre du jour de toute réunion au niveau de l'Institution communale mettant en scène l'exécutif communal, le Conseil Municipal, les SDE et tous les autres partenaires de développement. En outre, sa présentation doit être faite à toute occasion rassemblant les populations, les élites intérieures et extérieures.

La communication sur la mise en œuvre du PCD dès lors nécessitera que tous les médias soient mis à contribution et singulièrement les radios communautaires. Pour ce faire, des tranches d'antenne spécifiques doivent être ménagées pour une communication sur la mise en œuvre du PCD.

Le tableau ci-après présente de façon stratégique ce plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

Tableau 25 : Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Activités	Période	Durée	Coût (FCFA)	Responsables	Observations
Information des partenaires locaux à travers des messages radio, des prospectus, correspondances, campagnes de sensibilisation, et des contacts directs.	Mai- Août 2012	04 mois	1 000 000	- Cellule communale de communication, de coopération et du partenariat local ; - Comité communal de suivi évaluation	Les partenaires locaux visés sont : - Elites ; - Populations ; - GIC, CDV et CC ; - Opérateurs économiques ; - Députés ; - Sectoriels ; - Chefs traditionnels et - Autorités religieuses
Information des partenaires extérieurs à travers les correspondances, les visites, la presse et Internet.	Mai- Octobre 2012	06 mois	7 000 000	- Maire ; - Cellule communale de communication, de coopération et du partenariat local ; - Comité communal de suivi évaluation	Les partenaires extérieurs visés sont : - PNDP ; - ONG ; - CVUC ; - Elites extérieures.
Information des bailleurs de fonds à travers les contacts directs, des correspondances, la presse et Internet	Mai- Octobre 2012	06 mois	500 000	- Maire ; - Cellule communale de communication, de coopération et du partenariat local ; - Comité communal de suivi évaluation	Les bailleurs de fonds visés sont : - FEICOM ; - Etat ; - PNDP.

BIBLIOGRAPHIE

BIP, 2012.

BUCREP, 2010. Troisième recensement général de la population et de l'habitat. PP49/50.

GTZ/PADDL, 2004. Regard sur les lois du 22 Juillet 2004 relatives à la Décentralisation, Rapport de mission. 14P.

MINEPAT, 2010. Guide méthodologique de planification régionale et locale au Cameroun. 2nd édition. 99P.

MINEPAT/Projet PNUD-OPS, 2000. Etudes socio-économiques Régionales au Cameroun. Eradication de la pauvreté, amélioration des données sociales. Province du Littoral. DIRASSET-BADANG-ITSD-UREDS-CIBLE. PP 10, 20, 48, 50.

PDRBA-MN, 2009. Feuille de route 2009-2011 de la Commune de Nkondjock. 17P.

ANNEXE

FICHES DES PROJETS DU PIA

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N° 1

1. Résumé du Microprojet : Aménagement de l'accès et du site de la carrière de sable de Malè bis

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Aménagement de l'accès et du site d'une carrière de sable à Malè bis.
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Mines, Industries et Développement Technologique)
- **Zone d'Intervention :** Village Malè bis, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des Mines, Industries et Développement Technologique ; des travaux publics ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à Promouvoir le développement des activités socio-économiques en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Créer des emplois aux populations de Nkondjock et des recettes à la Mairie par l'accessibilité au site de carrière de sable de Malè bis ;
- ✓ Viabiliser 01 site de carrière de sable à Malè bis ;
- ✓ faciliter l'accès aux matériaux de construction des carrières minières à la population de Nkondjock en général et celle du village Malè bis en particulier;

3- Coût du Microprojet

- ✓ **Coût total :** 15 000 000 F CFA
- ✓ **Cofinancement du PNDP :** 12 75 000 FCFA
- ✓ **Contribution sur budget communal :** 2 250 000 FCFA

4- Situation foncière

Le site communal de la carrière de sable de Malè bis s'étend sur une superficie d'environ 1 ha et il est distant du centre urbain de la ville d'environ 9 km.

5. Description sommaire du micro projet

Le projet consiste en l'aménagement d'une route en terre d'environ 9 km ainsi du site de d'extraction du matériau (sable)

6. Résultats attendus

- ✓ 9 km de route aménagée à partir du centre urbain jusqu'au site de la carrière de sable de Malè bis ;
- ✓ Le site de la carrière de sable de Malè bis viabilisé
- ✓ Des emplois et des recettes communales sont créés ainsi que l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations dans la commune ;
- ✓ Les conditions de travail des exploitants artisanaux de carrières de sable seront nettement améliorées.

7. Politique socio environnementale

- ✓ La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours du site de la carrière, remplacer les espèces détruites par l'aménagement de la route et servir d'ombrage ;

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 6 mois

Date souhaitée de démarrage : 10/03/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N°2

1. Résumé du Microprojet : Construction de 01 forage dans chacun des villages Ndockouma et Sam

- **Date :** Février 2012
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Construction de 01 forage chacun dans les villages Ndockouma et Sam
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (hydraulique)
- **Zone d'Intervention :** Les villages Ndockouma et Sam, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion à mettre en place après réception de l'ouvrage

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de vie des populations dans la Commune de Nkondjock en général et les villages Ndockouma et Sam en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 01 forage chacun dans les villages Ndockban et Sam ;
- ✓ Réduire le taux d'inaccessibilité aux points d'eau potable en milieu rural au moins de 10% ;
- ✓ Réduire le taux de maladies hydriques dans les villages Ndockban et Sam d'au moins 10% ;
- ✓ Réduire les pertes de temps liées à l'éloignement des points d'eau potable en milieu rural.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 8 000 000 x 2= 16 000 000 F CFA

Co-financement du PNDP : 7 200 000 x 2= 14 400 000 FCFA

Source de financement sur budget communal : 800 000 x 2= 1 600 000 FCFA

Contribution des bénéficiaires : terrains (sites) disponibles

4- Situation foncière

Les sites de construction des forages appartiennent aux communautés villageoises et nécessitent un acte de donation. Le village Sam est à environ 35 km du centre urbain de la ville et compte 201 habitants tandis que le village Ndockouma est à environ 28 km du centre urbain et totalise 290 habitants.

5. Description de micro projet

Le projet consiste en la construction de 01 forage chacun dans des villages Ndockouma et Sam

6. Résultats attendus

- ✓ 01 forage construit et fonctionnel dans chacun des villages Ndockban et Sam ;
 - ✓ Le taux d'accessibilité à l'eau potable augmente de 10% dans la commune ;
 - ✓ Réduction du taux de maladies hydriques de 10% dans les villages Ndockban et Sam ;
 - ✓ Multiplication des activités dans les villages due à la proximité des points d'eau potable ;
 - ✓ Amélioration de l'hygiène corporelle, vestimentaire et alimentaire dans les villages
- Réduction des cas de maladies.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Mise à disponibilité d'un certificat d'acquisition du site
- ✓ Construire un périmètre d'assainissement du point d'eau ainsi qu'un anti borbier ;
- ✓ Mettre en place 01 comité de gestion des points d'eau par village.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 2 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N°3

1. Résumé du Microprojet (Aménagement de point d'eau potable à Ndockban)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Aménagement de 01 point d'eau potable au village Ndockban
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (hydraulique)
- **Zone d'Intervention :** Village Ndockban, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion installé.

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de vie des populations dans la Commune de Nkondjock en général et celles du village Ndockban en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Aménager 01 source d'eau potable dans le village Ndockban;
- ✓ Réduire le taux d'inaccessibilité aux points d'eau potable en milieu rural au moins de 10% ;
- ✓ Réduire le taux de maladies hydriques dans le village Ndockban d'au moins 10%.
- ✓

3- Coût du Microprojet

- ✓ **Coût total :** 1 000 000 F CFA
- ✓ **Source de financement sur budget communal :** 1 000 000 FCFA
- ✓ **Contribution des bénéficiaires :** Main d'œuvre, matériel et matériaux

4- Situation foncière

Le site abritant le point d'eau est communautaire. Le village Ndockban est à environ 25 km du centre urbain de la ville et compte 106 habitants.

5. Description sommaire du micro projet

Le projet consiste en l'aménagement d'un point potable d'eau dans le village Ndockban.

6. Résultats attendus

- ✓ 01 source d'eau potable aménagée à Ndockban ;
- ✓ Le taux d'accessibilité à l'eau potable augmente de 10% dans la commune ;
- ✓ Réduction du taux de maladies hydriques de 10% dans le village Ndockban.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Construire un périmètre d'assainissement du point d'eau ainsi qu'un anti borbier ;
- ✓ Mettre en place un site pour lessive ;
- ✓ Mettre en place 01 comité de gestion de point d'eau dans le village.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 2 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/05/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°4

1. Résumé du Microprojet : Réhabilitation de 01 station SCANWATER dans chacun des villages Sohock et Matoubé

- **Date : Février 2012**
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Micro-Projet :** Réhabilitation de 01 station d'adduction d'eau SCANWATER dans chacun des villages Sohock et Matoubé
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (hydraulique)
- **Zone d'Intervention :** Les Villages Sohock et Matoubé, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion installé par ouvrage dans chacun des trois villages.

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de vie des populations dans la Commune de Nkondjock en général et celles des villages Sohock et Matoubé en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Réhabiliter 01 station d'adduction d'eau SCANWATER dans chacun des villages Sohock et Matoubé;
- ✓ Faciliter l'accès à l'eau potable aux populations des villages Sohock, Matoubé et leurs environs
- ✓ Réduire le taux d'inaccessibilité aux points d'eau potable en milieu rural au moins de 10% ;
- ✓ Réduire le taux de maladies hydriques dans les villages Sohock et Matoubé d'au moins 10%.

3- Coût du Microprojet

- ✓ **Coût total : 1 000 000 FCFA x 2 = 2 000 000 FCFA** (Budget communal)

4- Situation foncière

Les sites abritant les stations scan water sont déjà acquis. Les villages Sohock et Matoubé sont respectivement à environ 30 km et 05 km du centre urbain de la ville et comptent chacun 1 500 habitants et 1 403 habitants.

5. Description sommaire du micro projet

Le projet consiste à la réhabilitation de 02 stations d'adduction d'eau SCANWATER dans les villages Sohock et Matoubé.

6. Résultats attendus

- ✓ Réhabilitation de 02 stations d'adduction d'eau SCANWATER dans les villages Sohock, Matoubé ;
- ✓ Facilitation de l'accès à l'eau potable aux populations des villages Sohock, Matoubé et leurs environs ;
- ✓ Réduction du taux de maladies hydriques de 10% dans les deux (2) villages.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Construire un périmètre d'assainissement dans chacun des stations d'adduction d'eau SCANWATER des villages Sohock et Matoubé ainsi qu'un anti bourbier ;
- ✓ Mettre en place un site pour lessive ;
- ✓ Mettre en place 01 comité de gestion dans chacun des trois stations d'adduction d'eau SCANWATER des villages Sohock et Matoubé

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 01 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N°5

1. Résumé du Microprojet : Construction de 01 forage équipé à motricité humaine dans chacun des villages Didipé, Nkouedjou et Malè bis

- **Date : Février 2012**
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Construction de 01 forage équipé à motricité humaine dans chacun des villages Didipé, Kouedjou et Malè bis
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (hydraulique)
- **Zone d'Intervention :** Les villages Didipé, Kouedjou et Malè bis, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offres.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion à mettre en place après réception de l'ouvrage

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de vie des populations dans la Commune de Nkondjock en général et les villages Didipé, Kouedjou et Malè bis en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 01 forage dans chacun des villages Didipé, Kouedjou et Malè bis ;
- ✓ Réduire le taux d'inaccessibilité aux points d'eau potable en milieu rural au moins de 10% ;
- ✓ Réduire le taux de maladies hydriques dans les 03 villages d'au moins 10% ;
- ✓ Réduire les pertes de temps liées à l'éloignement des points d'eau potable en milieu rural.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 8 000 000 x 3 = 24 000 000 F CFA

Source de financement sur budget d'investissement public : 8 000 000 x 3 = 24 000 000 FCFA

Contribution des bénéficiaires : terrains (sites) disponibles

4- Situation foncière

Les sites de construction des forages appartiennent aux communautés villageoises et nécessitent un acte de donation. Le village Sam est à environ 35 km du centre urbain de la ville et compte 201 habitants tandis que le village Ndockouma est à environ 28 km du centre urbain et totalise 290 habitants.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste à la construction de 01 forage équipé à motricité humaine dans chacun des villages Didipé, Nkouedjou et Malè bis

6. Résultats attendus

- ✓ 01 forage équipé à motricité humaine construit et fonctionnel dans chacun des villages Didipé, Kouedjou et Malè bis ;
- ✓ Le taux d'accessibilité à l'eau potable augmente de 10% dans la commune ;
- ✓ Réduction du taux de maladies hydriques de 10% dans les 03 villages ;
- ✓ Multiplication des activités dans les villages due à la proximité des points d'eau potable ;
- ✓ Amélioration de l'hygiène corporelle, vestimentaire et alimentaire dans les 03 villages et réduction des cas de maladies.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Mise à disponibilité d'un certificat d'acquisition du site
- ✓ Construire un périmètre d'assainissement du point d'eau ainsi qu'un anti boubier ;
- ✓ Mettre en place 01 comité de gestion des points d'eau par village.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 2 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/04/12

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°6

1. Résumé du Microprojet : Electrification rurale (renforcement du réseau électrique mono en triphasé) dans l'espace urbain de Nkondjock

- **Date :** Février 2012
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Electrification rurale (renforcement du réseau électrique mono en triphasé) dans l'espace urbain de Nkondjock
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Electrification rurale)
- **Zone d'Intervention :** 09 quartiers de l'espace urbain de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité d'entretien installé par quartier

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de vie socio-économiques des populations dans la Commune de Nkondjock en général et celles des 09 quartiers de la ville en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Renforcer le réseau électrique existant dans la ville de Nkondjock ;
- ✓ Améliorer l'accès des populations de la ville aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ;
- ✓ Améliorer le niveau d'études des élèves et la qualité d'accès à l'information des populations de la ville et ses environs ;
- ✓ Promouvoir l'installation des petites activités économiques des populations de la ville.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 65 000 000 F CFA

Source de financement sur budget de l'Etat (BIP) : 65 000 000 FCFA

4- Situation foncière

Les 09 quartiers de l'espace urbain s'étendent sur une superficie d'environ 1917 ha village et ils sont couverts par un réseau électrique mono d'environ 30 km pour une population d'environ 4640 habitants.

5. Description sommaire du micro projet

Le projet consiste au renforcement du réseau électrique du mono en triphasé dans l'espace urbain de Nkondjock.

6. Résultats attendus

- ✓ Le réseau électrique mono de la ville de Nkondjock est renforcé par une ligne triphasé ;
- ✓ Le niveau d'études des élèves et la qualité d'accès à l'information des populations de la ville et ses environs, sont améliorés ;
- ✓ De nouvelles petites activités économiques sont créées dans la ville.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Sécuriser les lignes électriques ;
- ✓ Installer des plaquettes de mise en garde ;
- ✓ Utiliser la main d'œuvre locale pour les tâches HIMO ;
- ✓ Reboiser dans la zone au prorata des arbres détruits le long des layons.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 07 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°7

1. Résumé du Microprojet : Construction de 01 hangar avec 15 boutiques dans chacun des marchés des villages Tam, Sohock et Bindjen

- **Date :** Février 2012
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Construction de 01 hangar avec 15 boutiques dans chacun des marchés des villages Tam, Sohock et Bindjen
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (commerce)
- **Zone d'Intervention :** Les Villages Tam, Sohock et Bindjen, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec les entreprises retenues par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental du commerce ; des travaux publics ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 service de gestion des recettes installé

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions d'échange commercial entre les populations dans la Commune de Nkondjock en général et celles des villages Tam, Sohock et Bindjen en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- Construire 01 hangar dans chacun des trois villages Tam, Sohock et Bindjen ;
- Equiper chaque hangar des villages Tam, Sohock et Bindjen de 15 boutiques ;
- Doter les marchés de Tam, Sohock et Bindjen d'infrastructures d'échanges commerciaux adéquats.

3- Coût du Micro-projet

Coût total : 10 000 000 x 3 = 30 000 000 F CFA

Co-financement du PNDP : 8 500 000 x 3 = 25 500 000 FCFA

Source de financement sur budget de la commune : 1 500 000 x 3 = 4 500 000 FCFA

4- Situation foncière

Les sites des marchés appartiennent à la commune. Les villages Tam, Sohock et Bindjen sont situés respectivement à environ 20 km, 30 km et 25 km du centre urbain de la ville. Ils disposent de marchés périodiques qui se tiennent les jeudis (Tam et Bindjen) et les mardis (Sohock). Ils comptent chacun 1 050 habitants, 1 500 habitants et 106 habitants.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste en la construction de 01 hangar avec 15 boutiques dans chacun des marchés des villages Tam, Sohock et Bindjen

6. Résultats attendus

- ✓ 01 hangar avec 15 boutiques chacun est construit dans chacun des villages Tam, Sohock et Bindjen ;
- ✓ Equipement des marchés périodiques de Tam, Sohock et Bindjen en infrastructures d'échanges commerciaux adéquats ;
- ✓ Facilitation des échanges commerciaux entre les populations de la commune via les marchés de Tam, Sohock et Bindjen.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Installer des bacs à ordures ;
- ✓ Prévoir un système de collecte et traitement de déchets ;
- ✓ Construire des toilettes publiques ;
- ✓ Prévoir au moins deux (02) rampes d'accès pour chaque hangar ;
- ✓ Reboiser les différents marchés.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 3 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°8

1. Résumé du Microprojet

- **Date** : Février 2012
- **N° de Référence** :
- **Désignation du Micro-Projet** : Equipement du CSI de chacun des villages Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1 ainsi que de l'hôpital de district de Nkondjock en lits d'hospitalisation
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Santé publique)
- **Zone d'Intervention** : Les villages Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1 et Mbéma, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution** : Commune de Nkondjock avec les entreprises retenues par dossier de cotation.
- **Organismes co-intervenants** : Service départemental de la santé publique ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion (COGE) et 01 comité de santé (COSA) installés dans chaque formation sanitaire

2. Objectifs du Projet

1.2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer la qualité de l'offre en soins de santé des populations de la commune en général et celle des villages Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1 et Mbéma à travers l'équipement en lits d'hospitalisation de leurs centres de santé.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Augmenter la capacité d'accueil des malades dans les centres de santé de Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1, Mbéma ;
- ✓ Doter les centres de santé de Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1, Mbéma en lits d'hospitalisation ;

3- Coût du Micro-projet

- ✓ **Coût total** : $767\ 000 \times 5 = 3\ 835\ 000$ F CFA
- ✓ **Cofinancement du PNDP** : $690\ 000 \times 5 = 3\ 450\ 000$ FCFA
- ✓ **Source de financement sur budget communal** : $77\ 000 \times 5 = 385\ 000$ FCFA

4- Situation foncière

Les CSI sont localisés sur des sites ayant fait l'objet des actes de donation avant leur construction

5. Description sommaire du micro projet

Le projet consiste à l'équipement du CSI de Matoubé, Sohock, Dissouck et Benga1 ainsi que de l'hôpital de district de Nkondjock en lits d'hospitalisation.

6. Résultats attendus

- ✓ Augmentation de la capacité d'accueil des malades dans les formations sanitaires de la commune;
- ✓ Augmenter du nombre de lits pour malades dans les 04 centres de santé de Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1 et Mbéma;
- ✓ Facilitation de l'hospitalisation des malades dans les 04 centres de santé de Matoubé, Sohock, Dissouck, Benga1 et Mbéma ;

7. Politique socio environnementale

- ✓ Instaurer un programme d'entretien des équipements dans les formations sanitaires ;
- ✓ Mettre en place un système de suivi des activités programmées dans les formations sanitaires.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 01 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°9

1. Résumé du Microprojet :

- **Date : Février 2012**
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Micro-Projet :** Equipement du CSI de chacun des villages Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 en tables d'accouchement
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Santé publique)
- **Zone d'Intervention :** Les villages Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec les entreprises retenues par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de la santé publique ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion et 01 comité de santé installés dans chaque formation sanitaire

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectifs Global

Le projet vise à améliorer la qualité de l'offre en soins de santé des femmes enceintes de la commune en général et celle des villages Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 à travers l'équipement en lits d'hospitalisation de leurs centres de santé.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Améliorer la qualité des soins d'accouchement maternelle dans les CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1.
- ✓ Augmenter la capacité des lits d'accouchement dans les CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1;
- ✓ Réduire le taux de mortalité natale dans les aires de santé couvertes par les CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 ;
- ✓ Doter les CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 en équipements appropriés d'accouchement pour femmes enceintes.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 1 080 000 x 5= 5 400 000 F CFA

Cofinancement du PNDP : 972 000 x 5= 4 800 000 FCFA

Source de financement sur budget communal : 108 000 x 5= 540 000 FCFA

4- Situation foncière

Les CSI sont localisés sur des sites ayant fait l'objet des actes de donation avant leur construction.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste à l'équipement du CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 en tables d'accouchement.

6. Résultats attendus

- ✓ Amélioration de la qualité des soins d'accouchement maternelle dans les CSI de Mabombé, Sohock, Dissouck, Ndocktiba et Benga1 ;
- ✓ Réduction du taux de mortalité natale ;
- ✓ 05 CSI équipés en table d'accouchement.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Instaurer un programme d'entretien des équipements d'accouchement dans les formations sanitaires ;
- ✓ Mettre en place un système de suivi des activités programmées dans les formations sanitaires.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 01 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°10

1. Résumé du Microprojet : Construction et équipement de 01 case de santé dans le village Abinyam

- **Date :** Février 2012
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Construction et équipement de 01 case de santé dans le village Abinyam
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Santé publique)
- **Zone d'Intervention :** Village Abinyam, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec le(s) entreprise(s) retenue(s) par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de la santé publique ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion et 01 comité de santé installés dans la formation sanitaire

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectifs Global

Le projet vise à rapprocher les populations de la commune en général aux formations sanitaires et celle du village Abinyam en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Accroître le nombre structures sanitaires de proximité dans la commune.
- ✓ Réduire le déficit d'offre en service sanitaire aux populations de la commune;
- ✓ Apporter des soins de santé de proximité aux populations du village Abinyam et ses environs.

3- Coût du Microprojet

- ✓ **Coût total :** 2 000 000 F CFA (construction) + 1 000 000 FCFA (équipement) = 3 000 000 FCFA
- ✓ **Source de financement sur budget communal :** 3 000 000 FCFA
- ✓ **Contribution des bénéficiaires :** Main d'œuvre, matériel et matériau.

4- Situation foncière

Le site de la case de santé appartient à la communauté villageoise et nécessite un acte de donation.

5. Description sommaire du microprojet

Sur le plan technique :

a) *Identification du micro projet*

6. Résultats attendus

- ✓ Accroissement du nombre de structures sanitaires de proximité dans la commune;
- ✓ Réduction du déficit d'offre en service sanitaire aux populations de la commune;
- ✓ Apport des soins de santé de proximité aux populations du village Abinyam et ses environs.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Prévoir un système de traitement des déchets ;
- ✓ Construire un point d'eau potable et des latrines modernes ;
- ✓ Mettre en place un comité de gestion et un comité de santé.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 3 mois et 01 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012 et 01/10/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°11

1. Résumé du Microprojet : Construction de 01 centre de santé dans les villages Sohock et Bangopé

- **Date :** Février 2012
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Micro-Projet :** Construction de 01 centre de santé dans les villages Sohock et Bangopé
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Santé publique)
- **Zone d'Intervention :** Villages Sohock, Bangopé, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Services départementaux de la santé publique et des Travaux publics ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion et 01 comité de santé installés dans les formations sanitaires

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectifs Global

Le projet vise à moderniser l'infrastructure sanitaire des villages Sohock et Bangopé afin d'améliorer la qualité des soins offerts..

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire un bâtiment de CSI à Sohock et à Bangopé, répondant aux standards conventionnels.
- ✓ Améliorer l'offre en service sanitaire aux populations de la commune;
- ✓ Mettre en place un cadre propice pour des soins de santé de proximité aux populations des villages Sohock et Bangopé et environs.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 50 000 000 F CFA x 2 = 100 000 000 FCFA

Source de financement sur budget de l'Etat (BIP) : 100 000 000 FCFA

Contribution des bénéficiaires : Main d'œuvre, matériel et matériau

4- Situation foncière

Les sites des nouveaux bâtiments des CSI de Sohock et Bangopé nécessitent un acte d'acquisition. Les villages Sohock et Bangopé sont situés à environ 30 km et 15 km du centre urbain de Nkondjock. Ils comptent environ 2000 habitants.

5. Description de micro projet

Sur le plan technique :

b) Identification du micro projet.

6. Résultats attendus

- ✓ Un bâtiment pour les CSI de Sohock et Bangopé , répondant aux normes standards est construit ;
- ✓ L'offre en service sanitaire aux populations de Sohock et Bangopé est améliorée ;
- ✓ Un cadre propice pour des soins de santé de proximité aux populations des villages Sohock, Bangopé et ses environs est mis en place.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Prévoir un système de traitement des déchets par CSI ;
- ✓ Construire un point d'eau potable, des latrines modernes et rampes d'accès ;
- ✓ Prévoir un logement pour l'infirmier en chef pour chaque CSI ;
- ✓ Mettre en place un comité de gestion et un comité de santé par CSI.

8. Durée d'exécution : 7 mois chacun

Durée d'exécution des travaux : 4 mois chacun

Date souhaitée de démarrage : 01/07/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N°12

1. Résumé du Microprojet

- **Date : Février 2012**
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Aménagement de 01 forage + pompe au CSI de Ndocktiba
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (hydraulique)
- **Zone d'Intervention :** Le village Ndocktiba, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offres.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Eau et de l'énergie ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion à mettre en place après réception de l'ouvrage

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions d'hospitalisation et des soins des malades du CSI de Ndocktiba et ses environs.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 01 forage équipé d'une pompe au CSI de Ndocktiba ;
- ✓ améliorer les conditions d'hygiène et des soins apportées aux malades du CSI de Ndocktiba.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 8 500 000 FCFA

Source de financement sur budget d'investissement public : 8 500 000 FCFA

Contribution des bénéficiaires : terrains (sites) disponibles

4- Situation foncière

Les sites de construction des forages appartiennent aux communautés villageoises et nécessitent un acte de donation. Le village Ndocktiba est à environ 35 km du centre urbain de la ville et compte 700 habitants.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste en l'aménagement d'un forage avec pompe au CSI de Ndocktiba

6. Résultats attendus

- ✓ 01 forage équipé d'une pompe est construit au CSI de Ndocktiba;
- ✓ Les conditions d'hygiène et des soins apportées aux malades du CSI de Ndocktiba sont améliorées.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Mise à disposition d'un certificat d'acquisition du site
- ✓ Construire un périmètre d'assainissement du point d'eau ainsi qu'un anti borbier ;
- ✓ Mettre en place 01 comité de gestion des points d'eau par village.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 2 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012

FICHE D'IDENTIFICATION DU MICRO-PROJET N° 13

1. Résumé du Microprojet : Ouverture de 15 km de piste de collecte dans les villages Ndocktiba (3 km), Didpé (6 km), Bindjen (4 km) et Nkongmalang (2 km).

- **Date : Février 2012**
- **N° de Référence :**
- **Désignation du Microprojet :** Ouverture de 15 km de piste de collecte dans les villages Ndocktiba (3 km), Didpé (6 km), Bindjen (4 km) et Nkongmalang (2 km).
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Agriculture)
- **Zone d'Intervention :** Les Villages Ndocktiba, Didipé, Bindjen, et Nkongmalang, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'agriculture ; des travaux publics ; Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 03 comités des routes mis en place.

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à faciliter le transport des produits agricoles des exploitations vers les lieux de commercialisation.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Ouvrir 15 km de piste de collecte dans les villages Ndocktiba (3 km), Didpé (6 km), Bindjen (4 km) et Nkongmalang (2 km) ;
- ✓ Faciliter l'écoulement des produits agricoles des agriculteurs des villages Ndocktiba, Didipé, Bindjen et Nkongmalang.

3- Coût du Micro-projet

- ✓ **Coût total : 3 000 000+ 6 000 000+ 4 000 000 + 2 000 000 =15 000 000 F CFA**
- ✓ **Cofinancement du PNDP : 13 500 000 FCFA**
- ✓ **Contribution sur budget communal : 1 500 000 FCFA**

4- Situation foncière

Les périmètres de piste de collectes à ouvrir devront faire faire l'objet de l'acceptation par des populations dont les exploitations seront traversées par ces pistes.

5. Description de micro projet

- ✓ **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux d'aménagement d'une route en terre d'environ 9 km ainsi du site de d'extraction du matériau (sable)
- ✓ **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

- ✓ Ouverture de 15 km de piste de collecte dont 3 km à Ndocktiba, 6 km à Didipé, 4 km à Bindjen et 2 km à Nkongmalang ;
- ✓ Facilitation de l'écoulement des produits agricoles des agriculteurs des villages Ndocktiba, Didipé, Bindjen et Nkongmalang.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Eviter la destruction des vestiges historiques ;
- ✓ Choisir des axes pouvant desservir la grande majorité des plantations des populations ;
- ✓ Tenir compte des points critiques (chaussée de roulement, rigoles, ponceaux, dalots, etc.

8. Durée d'exécution

- ✓ **Durée d'exécution des travaux : 5 mois**
- ✓ **Date souhaitée de démarrage : 01/06/2012**

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°14

1. Résumé du Microprojet

Date d'établissement : Février 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Expertise foncière d'environ 135 000 ha à l'agro-industrie à Nkondjock

- **Domaine d'Intervention :** Domaines, Cadastre et Affaires foncières
- **Zone d'Intervention :** Les villages Mabombé, Sohock, Dékoulé, Dissouck, Miné, Madip, Toumbassala, Benga, Ndocksamba et Ngoman de la Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes co-intervenants :** Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; des domaines, cadastre et affaires foncières ; des industries, mines et développement technologique et la Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à caractériser les domaines fonciers de la Commune de Nkondjock susceptibles d'abriter des agro-industries.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Identifier les domaines fonciers de la commune de Nkondjock à potentialité agro-industrielle ;
- ✓ Déterminer les caractéristiques géologiques et morphologiques des différents domaines identifiés.

3- Financement du projet

- ✓ Contribution sur budget de l'Etat (BIP) : 170 000 000 FCFA
- ✓ **Coût total : 170 000 000 F CFA**

4. Situation foncière

Les sites des agro-industries doivent être acquis et au besoin par achat auprès des populations locales.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste à faire une expertise foncière d'environ 135 000 ha destinée à l'agro-industrie à Nkondjock

6. Résultats attendus

- ✓ Les domaines fonciers de la commune de Nkondjock à potentialité agro-industrielle sont identifiés sur environ 135 000 ha ;
- ✓ Les caractéristiques géologiques et morphologiques des différents domaines identifiés sont déterminées.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Eviter les zones sensibles (de faille, de glissement de terrain, etc.) ;
- ✓ Prévoir les compensations en cas de déplacement involontaire des populations ;
- ✓ Cibler les grands bassins de production agricole de la commune pour une proximité avec la matière première
- ✓ Prévoir un programme de traitement et recyclage des déchets et polluants industriels émis ;
- ✓ Utiliser la main d'œuvre locale.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 12 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/07/2012

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°15

1. Résumé du Microprojet

Date d'établissement : Février 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Fourniture du petit équipement pour les travaux HIMO à Nkondjock

- **Domaine d'Intervention :** Travaux publics
- **Zone d'Intervention :** Les quartiers Mbéma, Matoubé, Makita et Molock de la Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec les groupes de travaux HIMO retenus.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des travaux et la Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 04 groupes de travaux (comité de gestion des routes) HIMO.

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à faire participer les communautés riveraines à l'entretien et la maintenance du réseau routier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Appuyer matériellement les comités de route pour l'entretien des rigoles et abords des routes ;
- ✓ Contribuer à la durabilité du réseau routier.

3- Financement du projet

- ✓ Contribution sur budget de l'Etat (BIP) : 2 220 000 FCFA
- ✓ **Coût total : 2 220 000 F CFA**

4. Situation foncière

Les sites concernés par les travaux HIMO font partie du domaine public artificiel de l'Etat.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste en la fourniture du petit équipement pour les travaux HIMO à Nkondjock.

6. Résultats attendus

- ✓ Les comités de route sont appuyés matériellement pour l'entretien des rigoles et abords des routes ;
- ✓ La durabilité du réseau routier est garantie.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Prévoir des séances de formation des groupes de travaux HIMO ;
- ✓ Prévoir les équipements de protection (gants, lunettes, bottes, casques, combinaison, etc.) ;
- ✓ Etablir un code de conduite au travail.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 3 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/07/2012

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°16

1. Résumé du Microprojet

Date d'établissement : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Création d'une pépinière communale de plants de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile, Bananier plantain.
- **Domaine d'Intervention :** Agriculture
- **Zone d'Intervention :** Quartier Mbema Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- ✓ **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Agriculture et du Développement Rural, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer la qualité et la disponibilité des semences de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile et du bananier plantain dans la Commune de Nkondjock en général.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Mettre en place une pépinière de 100 000 pieds de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile et du bananier plantain ;
- ✓ Réduire la demande des agriculteurs en semences améliorées ;
- ✓ Créer 01 unité d'approvisionnement et distribution de semences améliorées dans la commune.

3- Financement du projet

- ✓ Contribution sur budget communal : 500 000 FCFA
- ✓ Financement PNDP : 4 500 000 FCFA
- ✓ **Coût total : 5 000 000 F CFA**

4- Situation foncière

La commune dispose d'un terrain à Mbema évalué à une superficie d'environ 2 Ha qui servira à la production des plants

5. Description sommaire du microprojet

Il s'agit de mettre en place une pépinière de 100 000 pieds des espèces choisies. Les plants seront produits en motte emballée et non en racine nues.

6. Résultats attendus

- ✓ 100 000 pieds de cacaoyer, fruitiers, caféier, palmier à huile et du bananier plantain sont mis en place;
- ✓ La commune de Nkondjock dispose d'une unité d'approvisionnement et de distribution de semences améliorées.

7. Politique socio environnementale

La zone d'emprunt de la terre pour l'ensachage et la mise en place de la pépinière sera reboisée après l'opération pour éviter le risque d'érosion.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 12 mois

Date souhaitée de démarrage : 10/03/ 2012

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°17

1. Résumé du Microprojet

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Appui à 03 organisations de producteurs : GIC des Femmes cultivatrices de Njingang (GIC FCN) ; GIC le temps des agriculteurs et éleveurs de Nkondjock pour le développement du Cameroun (GIC le temps) ; GIC GPAPMB2Y de Benga
- **Domaine d'Intervention :** Agriculture
- **Zone d'Intervention :** Espace communal de Nkondjock, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Agriculture et du Développement Rural; Service d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à accroître les capacités productives et d'autonomie financière des organisations des producteurs de la coopérative agricole communale de Nkondjock.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Apporter des appuis financiers (Capital) et matériels aux organisations des producteurs agricole de la commune de Nkondjock ;
- ✓ Faciliter l'accès des producteurs aux intrants agricoles ;
- ✓ Accroître les rendements des organisations des producteurs de la coopérative agricole communale de Nkondjock.

3- Coût du Microprojet

Coût total (Financement BIP)

: 3 000 000 F CFA

4. Situation foncière

Les producteurs possèdent des titres de propriétés pour des parcelles sur lesquelles ils exercent leur activité.

5. Description sommaire du microprojet

Il s'agit d'apporter des appuis financiers aux organisations des producteurs pour booster leur production

6. Résultats attendus

- ✓ Des appuis financiers apportés à 03 organisations de producteurs agricoles de la commune de Nkondjock ;
- ✓ L'accès des producteurs des organisations agricoles de Nkondjock facilité ;
- ✓ Les rendements des organisations des producteurs agricoles de la commune de Nkondjock accrus

6. Politique socio environnementale

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux :

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°18

1. Résumé du Microprojet (E.M. de Madip, de Njingang et Tam)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Equipement de 03 salles de classe en tablettes et chaises dans 03 écoles Maternelles (Madip, Njingang et Tam).
 - **Domaine d'Intervention :** Education de base
 - **Zone d'Intervention :** Villages Madip, Njingang et Tam, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
 - **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec les entreprises retenues par avis de demande de cotation.
 - **Organismes co-intervenants :** Service départemental de l'Education de base ; Inspection d'enseignement de Base de Nkondjock, Commune de Nkondjock.
 - **Comité de gestion :** 01 comité de gestion des infrastructures sera mis en place dans chaque établissement afin d'assurer leur pérennité.

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer la qualité des œuvres d'éducation de base dans la Commune de Nkondjock en général et les villages Madip, Njingang et Tam en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Equiper 03 salles de classe en tablettes et chaises à l'Ecole Maternelle de Madip, Njingang et Tam;
- ✓ Améliorer les conditions de fréquentation et de travail des enfants et enseignants;
- ✓ Améliorer les conditions de travail des maîtres;
- ✓ Améliorer la capacité d'accueil des établissements;
- ✓ Créer un cadre adéquat pour l'épanouissement intellectuel des enfants.

3- Financement du projet

- ✓ Contribution sur budget communal : 180 000 FCFA x 3 = 540 000 FCFA
- ✓ Financement PNDP : 1 620 000 FCFA x 3 = 4 860 000 FCFA
- ✓ **Coût total :** **5 400 000 F CFA**

4. Situation foncière

Le projet ne nécessite pas la disponibilité d'un site. Ces écoles maternelles sont déjà construites sur des sites ayant fait l'objet des actes de donation.

4. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste en la confection des tablettes et chaises respectant les normes techniques requises pour 03 écoles maternelles Madip, Njingang et Tam

5. Résultats attendus

- ✓ 03 salles de classe équipées en tablettes et chaises dans 03 écoles maternelles (EM de Madip, EM de Njingang, EM de Tam)
- ✓ Les conditions de fréquentation et de travail des enfants et enseignants améliorées,
- ✓ Un cadre adéquat pour l'épanouissement des enfants créé,
- ✓ La capacité d'accueil de l'école accrue.

6. Politique socio environnementale

- ✓ Respecter les conditions techniques de confection des tablettes et tables.

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 02 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°19

1. Résumé du Microprojet (E.P Sahé, EP Matoubé, EP Miné)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Construction de 03 blocs latrines dans 03 écoles publiques (.E.P Sahé, EP Matoubé et EP Miné).
- **Domaine d'Intervention :** Education de base
- **Zone d'Intervention :** Village Sahé, Matoubé et Miné Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- ✓ **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec le/les entreprise(s) retenue(s) par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des travaux publics ; Inspection d'enseignement de Base de Nkondjock, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise l'amélioration de la qualité et la disponibilité des œuvres d'éducation de base dans la Commune de Nkondjock en général et les villages Sahé, Matoubé et Miné en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 01 bloc latrine dans chacune des écoles primaires (Sahé, Matoubé et Miné) ;
- ✓ Réduire le risque de contamination de l'environnement par les fèces humains ;
- ✓ Réduire le taux de contamination des enfants par les maladies hydriques.
- ✓ Améliorer les conditions d'hygiènes dans les établissements scolaires.

3- Coût du Microprojet

- Contribution sur budget communal : 350 000 FCFA x 3 = 1 050 000 FCFA
- Financement PNDP : 3 150 000 FCFA x 3 = 9 450 000 FCFA
- **Coût total :** **10 500 000 F CFA**

4. Situation foncière

Les écoles maternelles disposent des espaces pouvant abriter les blocs latrines à construire.

5. Description sommaire du microprojet

Le projet consiste à l'assainissement des milieux scolaires avec la construction d'un bloc latrine dans les établissements scolaires maternelles de Matoubé, Sahé et Miné.

6. Résultats attendus

- ✓ 03 blocs latrines construits dans 03 écoles publiques de la commue (EP Sahé, EP Matoubé et EP Miné) ;
- ✓ Les conditions d'hygiènes dans ces établissements améliorées ;
- ✓ La contamination de l'environnement par les fèces humaines réduites ;
- ✓ Réduction des cas de maladies d'origines hydriques dues aux intempéries ;

7. Politique socio environnementale

- ✓ La plantation des arbres contribuera à l'assainissement de l'école et de son environnement;
- ✓ Respecter la distance entre le puits et les latrines qui est de 100m et placé les latrines en aval par apport au puits pour éviter la contamination de celle-ci par percolation ;
- ✓ Mettre en place des rampes d'accès aux toilettes pour les handicapés.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°20

1. Résumé du Microprojet (EP Ngoman II)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- ✓ **Désignation du Microprojet** : Construction et équipement de 02 salles de classe + de 02 bureaux de maîtres à l'Ecole Publique de Ngoman II.
- ✓ **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (éducation de base)
- ✓ **Zone d'Intervention** : Village Ngoman II Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- ✓ **Agent d'Exécution** : Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- ✓ **Organismes co-intervenants** : Service départemental des travaux publics ; Inspection d'enseignement de Base de Nkondjock, Commune de Nkondjock.
- ✓ **Comité de gestion** : 01 comité de gestion mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer la qualité et la disponibilité des œuvres d'éducation de base dans la Commune de Nkondjock en général et le village Ngoman II en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire en matériaux définitifs 02 salles de classe ;
- ✓ Equiper 02 salles de classes et 02 bureaux de maîtres ;
- ✓ Améliorer les conditions de fréquentation des enfants ;
- ✓ Améliorer les conditions de travail des maîtres ;
- ✓ Améliorer la capacité d'accueil de l'établissement ;
- ✓ Epargner les élèves des risques d'effondrement des murs des bâtiments en matériaux provisoires et construites dans des conditions techniques lamentable ;
- ✓ Créer un cadre adéquat pour l'épanouissement intellectuel des enfants.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 16 000 000 + 1 800 000 + 250 000= 18 050 000 F CFA

4. Situation foncière

Le site destiné à la construction des 02 salles de classes appartient à des tierces et devra faire l'objet d'un acte de donation.

4. Description de microprojet

Les travaux consistent en la construction et l'équipement de 02 salles de classes et 02 bureaux de maîtres.

5. Résultats attendus

L'école publique de Ngoman II dispose de :

- ✓ 02 salles de classe construites en matériaux définitifs respectant les normes officielles ;
- ✓ 02 salles de classes et 02 bureaux de maîtres équipés ;
- ✓ Les conditions de fréquentation et de travail des enfants et enseignant améliorées ;
- ✓ La capacité d'accueil de l'école s'est accrue.

6. Politique socio environnementale

- ✓ Planter des gazons, des fleurs, des arbustes ou arbres autour des salles de classes pour éviter les risques d'érosion ;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/04/2012

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°21

1. Résumé du Microprojet (CETIC de Ndocksamba-Mabombé)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- ✓ **Désignation du Microprojet :** Construction et équipement de 02 salles de classe au CETIC de Ndocksamba-Mabombé.
- ✓ **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Enseignement secondaire)
- ✓ **Zone d'Intervention :** Villages Ndocksamba-Mabombé, Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- ✓ **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- ✓ **Organismes co-intervenants :** Service départemental des travaux publics ; Inspection d'enseignement de Base de Nkondjock, Commune de Nkondjock.
- ✓ **Comité de gestion :** 01 comité de gestion mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Mise sur pieds d'une formation professionnelle des jeunes dans la Commune de Nkondjock en général et les villages Ndocksamba-Mabombé en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 02 salles de classe pour l'ouverture d'un CETIC dans la ville de Nkondjock ;
- ✓ Equiper 02 salles de classes;
- ✓ Améliorer les conditions de fréquentation des élèves ;
- ✓ Améliorer les conditions de travail des enseignants;

3- Coût du Microprojet

Coût total : 19 800 000 F CFA

4. Situation foncière

Le site destiné à la construction des 02 salles de classes n'appartient pas à la commune mais fera l'objet d'un acte de donation par les chefferies des villages Ndocksamba et Mabombé.

5. Description sommaire du microprojet

Les travaux consistent en la construction et l'équipement de 02 salles de classes et 02 bureaux de maîtres.

6 Résultats attendus

Le CETIC de Ndocksamba-Mabombé dispose de :

- ✓ 02 salles de classe construites en matériaux définitifs respectant les normes officielles ;
- ✓ 02 salles de classes et 02 bureaux de maîtres équipés ;
- ✓ Les conditions de fréquentation et de travail des enfants et enseignant améliorées ;
- ✓ La capacité d'accueil de l'école s'est accrue.

7. Politique socio environnementale

- ✓ Planter des gazons, des fleurs, des arbustes ou arbres autour des salles de classes pour éviter les risques d'érosion ;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 05 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/04/2012

FICHE SIGNALETIQUE DU MICROPROJET N°22

1. Résumé du Microprojet (Lycée technique de Nkondjock)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Equipement 02 salles de classe au lycée technique de Nkondjock.
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Enseignement secondaire)
- **Zone d'Intervention :** Quartier Mbema Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des travaux publics et de l'enseignement secondaire, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à améliorer la qualité et la disponibilité des œuvres de l'enseignement secondaire dans la Commune de Nkondjock en général et le quartier Mbema en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Construire 02 salles de classe;
- ✓ Améliorer les conditions de fréquentation des élèves,
- ✓ Améliorer les conditions de travail des enseignants,
- ✓ Améliorer la capacité d'accueil de l'établissement,
- ✓ Créer un cadre adéquat pour l'épanouissement intellectuel des élèves.

3- Coût du Microprojet

Coût total (financement BIP) : 1 800 000 F CFA

4. Situation foncière

Le projet ne nécessite pas un site pour sa réalisation

5. Description sommaire du microprojet

Les travaux consistent en la fourniture de 60 tables bancs respectant les normes au lycée technique de Nkondjock pour l'équipement de 02 salles de classe.

6. Résultats attendus

- ✓ 02 salles de classe nouvellement équipées au lycée technique de Nkondjock;
- ✓ Les conditions de fréquentation et de travail des élèves et enseignants améliorées ;
- ✓ La capacité d'accueil du lycée accrue.

6. Politique socio environnementale

- ✓ Confectionner des tables bancs en respectant les normes.

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 02 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/04/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°23

1. Résumé du Microprojet (Réhabilitation et équipement d'un atelier de menuiserie)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Réhabilitation et équipement de l'atelier de menuiserie de l'ex SODENKAM dans le centre administratif de Nkondjock.
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure des PME/PMI
- **Zone d'Intervention :** Centre administratif (Quartier Mbema) Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des PME/PMI, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise la création d'une petite et moyenne entreprise dans la Commune de Nkondjock en général et dans le centre administratif en particulier.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Ouvrir une menuiserie dans la commune ;
- ✓ Réhabiliter et équiper un atelier de menuiserie dans la commune;
- ✓ Créer des emplois jeunes
- ✓ Améliorer l'offre en bois de service et de construction dans la commune.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 2 000 000 F CFA

4. Situation foncière

Le projet est localisé au centre urbain au sein d'une infrastructure déjà mise en place ne nécessitant pas de terrain.

4. Description du microprojet

Le projet consiste en la réhabilitation du bâtiment abritant l'atelier de menuiserie de l'ex-SODENKAM et en l'équipement de cet atelier par des machines moyennes nécessaire à son fonctionnement.

5. Résultats attendus

- ✓ Une menuiserie ouverte dans la commune
- ✓ Nkondjock dispose d'un atelier de menuiserie équipé;
- ✓ Au moins 10 emplois créés par l'ouverture de la menuiserie
- ✓ L'offre en bois de service et de construction amélioré.

6. Politique socio environnementale

- ✓ Planter le gazon, des fleurs, des arbustes ou arbres autour du bâtiment pour éviter les risques d'érosion et assainir l'environnement;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.
- ✓ Prévoir des casques, lunettes et caches nez pour la protection des employés.

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°24

1. Résumé du Microprojet (EM de Nkondjock centre)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- ✓ **Désignation du Microprojet :** Réhabilitation de l'école maternelle de Nkondjock centre
- ✓ **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (éducation de base)
- ✓ **Zone d'Intervention :** Quartier Mbema (Centre urbain), Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- ✓ **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- ✓ **Organismes co-intervenants :** Service départemental des travaux publics ; Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Nkondjock, Commune de Nkondjock.
- ✓ **Comité de gestion :** 01 comité de gestion mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Réhabilitation des infrastructures de l'éducation de base.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Améliorer les conditions de fréquentation des enfants ;
- ✓ Améliorer les conditions de travail des maîtres ;
- ✓ Epargner les élèves des risques d'effondrement des murs des bâtiments construits dans des conditions techniques lamentables ;
- ✓ Créer un cadre adéquat pour l'épanouissement intellectuel des enfants.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 4 500 000 F CFA

4. Situation foncière

La réalisation du projet ne nécessite pas de site. Toute fois le bâtiment abritant cette école est sur site communal.

5. Description de microprojet

Les travaux consistent en la réhabilitation d'un bâtiment abritant l'école maternelle du centre (Mbema)

6. Résultats attendus

- ✓ Les conditions de fréquentation et de travail des enfants et enseignant améliorées ;

7. Politique socio environnementale

- ✓ Planter des gazons, des fleurs, des arbustes ou arbres autour des salles de classes pour éviter les risques d'érosion ;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 01/04/2012

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°25

1. Résumé du Microprojet

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Parachèvement des travaux du CMPJ de Nkondjock et équipement de la salle de conférence.
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure des PME/PMI
- **Zone d'Intervention :** Centre administratif (Quartier Mbema) Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des PME/PMI, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise la mise en place d'une structure d'échange, d'information et de formation des jeunes dans la commune de Nkondjock.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Ouvrir un centre de multifonctionnel de promotion de la jeunesse;
- ✓ Equiper une salle de conférence au CMPJ de Nkondjock

3- Coût du Microprojet

Coût total : 2 000 000 F CFA

4. Situation foncière

Le projet est localisé au centre urbain au sein d'une infrastructure dont la construction avait déjà débutée sur un site appartenant à la commune.

5. Description du microprojet

Le projet consiste en l'achèvement des travaux de construction du CMPJ de Nkondjock et en l'équipement d'une salle de conférence au sein de la même structure.

6. Résultats attendus

- ✓ un centre de multifonctionnel de promotion de la jeunesse ouvert dans la commune
- ✓ une salle de conférence du CMPJ équipée;

7. Politique socio environnementale

- ✓ Planter le gazon, des fleurs, des arbustes ou arbres autour du bâtiment pour éviter les risques d'érosion et assainir l'environnement;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.

8. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12

FICHE IDENTIFICATION DU MICROPROJET N°26

1. Résumé du Microprojet

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Transformation du rotin à Nkondjock.
- **Domaine d'Intervention :** PME/PMI
- **Zone d'Intervention :** Centre administratif (Quartier Mbema) Commune de Nkondjock, Département du Nkam, Région du littoral au Cameroun
- **Agent d'Exécution :** Commune de Nkondjock avec l'entreprise retenue par avis de demande de cotation.
- **Organismes co-intervenants :** Service départemental des PME/PMI, Commune de Nkondjock.
- **Comité de gestion :**

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise la promotion de l'artisanat et l'amélioration des conditions de travail des acteurs de ce secteur dans la commune de Nkondjock.

2.2- Objectifs Spécifiques

- ✓ Ouvrir une unité de transformation du rotin dans la commune de Nkondjock;
- ✓ Améliorer les conditions de travail des artisans de la commune.

3- Coût du Microprojet

Coût total : 2 000 000 F CFA

4. Situation foncière

Le projet va être localisé au centre urbain dans un site appartenant à la commune

4. Description du microprojet

Le projet consiste en la création d'une petite unité de transformation du rotin dans la ville de Nkondjock.

5. Résultats attendus

- ✓ Une unité de transformation du rotin ouverte dans la commune
- ✓ Les conditions de travail des artisans de la commune améliorées.

6. Politique socio environnementale

- ✓ Les sites d'extraction abondante du rotin devront être reboisés par les espèces de la même zone ;
- ✓ Prévoir des rampes d'accès pour les handicapés.
- ✓ Prévoir des gangs et bottes de travail pour la protection des employés.

7. Durée d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 03 mois

Date souhaitée de démarrage : 15/03/12